

11 février (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/berenice-levelt-l-ecologie-politique-consiste-en-une-offensive-contre-l-occident-20220211>

vendredi 11 février 2022 - 06:01 UTC +01:00 2195 mots

Bérénice Levet:

«L'écologie politique consiste en une offensive contre l'Occident»

Devecchio, Alexandre

Dans son nouvel essai, *L'Écologie ou l'ivresse de la table rase*, la philosophe dénonce l'écologie telle qu'elle s'incarne aujourd'hui chez les Verts et dans les mouvements associatifs ou militants.

Dans votre dernier livre, vous dénoncez une victoire à la Pyrrhus des écologistes. Qu'entendez-vous par là?

Victoire à la Pyrrhus, en effet. Victoire parce que l'écologie a gagné la bataille des idées et des esprits. **La maison Terre brûle et nous ne regardons plus jamais ailleurs.** Films, expositions, festivals, la réquisition est perpétuelle. Vous empruntez le réseau ferroviaire et au terme de votre trajet l'agent de la SNCF se mue en grand prêtre assermenté: «La planète vous remercie d'avoir pris le train.» Mais à la Pyrrhus, c'est-à-dire défaite, parce que, préemptée par la gauche, l'écologie est, avec le féminisme et l'antiracisme décolonial ou indigéniste, de ces grandes machines à fabriquer des dogmes, des slogans, des hashtags, ces hallalis numériques du XXI^e siècle, des imprécations propres à terroriser, une langue exsangue, sans couleur, sans saveur, sans parfum, un récit accusatoire et une jeunesse instituée en tribunal de l'inquisition, à nonnant catéchisme vert et sentences comminatoires. Bref, une idéologie.

Si bien que, après des années de mondialisation, loin d'être rapatriés sur terre et dans nos terres, dans le monde concret, sensible, charnel des hommes, nous voici entraînés dans l'ivresse de la table rase, de la régénération de l'humanité et du grand règlement de compte avec nos ancêtres. Heureux qui comme Ulysse a fait un grand voyage et puis est retourné vivre entre ses parents le reste de son âge, il n'en est hélas rien. On peut dire des écologistes, en paraphrasant Rousseau, qu'ils sont des hommes à paradoxes parce qu'ils sont des hommes à préjugés: ils restent inféodés à des nœuds mentaux, moralement qualifiés; l'ouverture, c'est bien, les frontières, c'est mal; pour ne rien dire de l'enracinement, le mot suffit à leur faire dresser les cheveux sur la tête.

La nécessité de sauver la planète ne justifie-t-elle pas des mesures fortes et un discours anxigène?

On aurait pu penser que la politique, c'est-à-dire la conversation civique, la question du monde dans lequel nous voulons vivre, de ce que nous poursuivons et de ce que nous hasardons, recouvrerait ses droits après des décennies de pouvoir technocratique. Or, là encore, il n'en est rien. Le mantra de l'urgence climatique met le bâillon à toute interrogation, à tout doute. Le sauvetage de la planète est érigé en absolu, omelette justifiant tous les œufs cassés, selon le principe des régimes totalitaires, et les œufs, c'est nous, une certaine entente de la vie et une certaine idée de l'homme.

La politique hier abdiquait devant les mots d'ordre de la modernisation, de l'efficacité, de la rentabilité, de la fonctionnabilité, elle est aujourd'hui sommée de plier devant le salut de la Terre. Il y a du Molière dans la dramaturgie actuelle du climat. Quelque chose entre *Le Malade imaginaire* et *Le Médecin malgré lui*, entre «*Le poumon, le poumon, vous dis-je*» de Toinette et «*Voilà justement ce qui fait que votre fille est muette*» de Sganarelle. Pluies diluviennes? Feux de forêt? Montée des eaux des océans? Effacement des calottes glaciaires? Disparition d'espèces animales? Le réchauffement climatique, le réchauffement climatique, vous dis-je. Pirouette par laquelle on conclut des raisonnements qui n'en sont pas.

Que vous inspire la campagne des écolos en ce début de présidentielle?

Elle me confirme dans mon analyse. EELV est bien le parti de l'insécurité culturelle, au sens que Christophe Guilluy et à sa suite, le regretté Laurent Bouvet, donnaient à ce terme. Ils passent par pertes et profits les fidélités, les attachements des peuples à leurs mœurs, leurs traditions, leurs paysages. La passe d'armes entre le candidat communiste et Sandrine Rousseau est funestement révélatrice du monde dans lequel les écologistes entendent nous faire vivre. Lorsque Fabien Roussel se fait le chantre de la gastronomie à la française, lorsqu'il a la faiblesse de voir encore, selon les belles descriptions d'Italo Calvino dans son magnifique récit *Monsieur Palomar*, dans un morceau de viande une «*promesse de bonheur gustatif*» et de sentir «*derrière chaque fromage*

des prés incrustés de sel, des secrets de fabrication transmis au fil des siècles», qui se dresse la première pour le fasciser? Sandrine Rousseau affirmant que le plat préféré des Français est le couscous. C'est une erreur de croire que la candidate malheureuse, d'un cheveu au demeurant, à la primaire écologiste, incarnerait la version radicale de l'écologie ; elle en est la vérité profonde.

Le meeting de Lyon du 29 janvier était très instructif. Placé sous le signe de l'égérie suédoise de l'écologie: «Ensemble ici, à Lyon, nous disons avec Greta Thunberg et la jeunesse du monde entier, no more bla bla bla», il s'offrait comme une sorte de synthèse. Les enfants sont prescripteurs dans le monde des Verts. Il n'est rien de fortuit à ce que la trottinette soit leur emblème. Il y a le vélo certes, mais associé au Tour de France, il exhale quelques relents machistes. La trottinette, formidablement féminine par sa grâce, diront d'aucuns, aérienne, allée, c'est l'enfance, l'innocence sauf que c'est aussi l'expression de l'individu de l'anthropologie libérale, qui va, fendant l'air, sans égard pour ce qui l'entoure. Expression, autrement dit, de cette «*pulsion de vie*» exaltée, le 29 janvier, par un Jadot enfiévré: «*Nous sommes les pulsions de vie, nous sommes la vie.*»

Il y avait quelque chose d'effrayant dans ce cri de guerre. La vie est vorace, elle suit son cours, indifférente et la nature fragile, mortelle a besoin au contraire de l'homme en son humanité, capable d'attention, de scrupules, de tact. C'est un point fort préoccupant dans l'écologie actuelle et notamment intellectuelle et universitaire que la réduction de l'humain au vivant. L'homme en son humanité, en sa spécificité, se voit noyer dans le grand bain du vivant. Il est tout à fait significatif que les esprits dits éveillés à la cause écologique aiment à donner à leur fille le prénom Zoé: «**zoe** en grec , c'est la vie biologique précisément, par opposition à la vie proprement humaine qu'est le «bios», et qu'on retrouve dans biographie.

Les écolos français sont-ils des «gauchistes» qui s'ignorent?

Qui s'ignorent, pas vraiment, sans doute récuseraient-ils l'épithète de «gauchiste» pour ses accents péjoratifs mais ils se veulent l'incarnation de la vraie gauche, de cette gauche qui a troqué le peuple pour les minorités et la diversité. Ce qu'ils sont en effet. La liquidation de notre modèle de civilisation est le ressort de leur activisme. La Terre, la nature, les bêtes ne sont que des alibis. Ce qui les enfièvre est l'injonction à «réinventer» la vie, la ville, à «changer les mentalités, les comportements», «l'imaginaire des enfants» - **on se souvient de l'objurcation de la maire de Poitiers, Léonore Moncond'huy - à accumuler les ruines assurés qu'ils sont de porter dans leur cœur un monde nouveau, selon le programme du porte-parole d'EELV, Julien Bayou.** L'écologie consiste en une furieuse offensive contre l'Occident. «Se désoccidentaliser», là serait le salut pour la Terre. Injonction portée par les voies les plus autorisées et adulées des élites culturelles, notamment le professeur au Collège de France, Philippe Descola.

» LIRE AUSSI - Transition écologique: et la biodiversité, alors?

Des éléphants dans un magasin de porcelaine, autrement dit. Si la nature est mortelle, nos civilisations ne le sont pas moins, mais l'écologie joue la nature contre notre culture. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai écrit ce livre, afin de ne pas laisser le dernier mot aux contempteurs de notre civilisation et singulièrement de l'entente française de la vie.

Quelles sont les passerelles entre l'écologie politique et ce que l'on appelle désormais la «gauche woke»?

Les écologistes, politiques aussi bien qu'associatifs, communient dans le grand récit de la woke culture et de l'intersectionnalité, celui d'un Occident regardé et présenté comme une vaste fabrique de victimes. Un Occident dont toute l'histoire aurait été écrite et continuerait de l'être, selon leur intrigue désolante de simplisme, par l'homme blanc hétérosexuel chrétien ou juif, lequel n'aurait d'autre passion que la domination, d'autre ressort d'action que la prédation - depuis #MeToo, le paradigme prédateur/proie avec ses accents carnassiers, tend à supplanter celui de domination - et l'asservissement de tout ce qui n'est pas lui: les femmes, les Noirs, les minorités sexuelles, les musulmans et désormais, la nature, les animaux et les végétaux. À l'intersection, au carrefour, se trouve toujours un même protagoniste.

Les écologistes sont les vecteurs de la conversion de la France au modèle américain identitaire et diversitaire. Ils enferment chacun dans le cercle étroit de son identité de sexe, de «genre», de race, de religion et l'incarnent dans la prison du présent. La France aurait fait son temps. Il faut en avoir pleinement conscience: lorsque l'on donne son suffrage à EELV, ce n'est pas l'avenir de nos civilisations et des hommes sur la terre que nous servons mais l'avènement d'un modèle qui nous est étranger et contraire. L'affaire des piscines de Grenoble et du port du burkini revêt une validité exemplaire: chantre du droit des minorités et de la diversité, le maire Éric Piolle est totalement désarmé pour y répliquer.

Paradoxalement, vous accusez également les écologistes d'être des enfants de la société de consommation...

De la société de consommation, de l'individu atomisé, inaccessible au sentiment de dette, de gratitude, incarnation aussi de l'ignorance crasse dans laquelle s'enfoncent notre époque. Greta Thunberg est en effet l'incarnation même de la figure consumériste, réclamant incontinent la satisfaction de ses désirs érigés en droits. Cette enfant, l'œil noir, se lève, tonne contre une civilisation, la civilisation occidentale dont elle ne sait rien sinon qu'elle est coupable et le monde entier plie et ploie. La complexité du réel ne l'étreint guère et les adultes se font flagorneurs. Elle est en outre la personnification de l'homme contemporain, incapable de parler une autre langue que celle du droit: c'est au nom de son droit à la santé, au bien-être, à un air pur que cette jeunesse se mobilise et Jadot se présente avec lyrisme comme le candidat «des jeunes dans l'écoanxiété».

Le sujet de l'écologie n'en est-il pas moins majeur?

Naturellement, puisque se joue notre manière d'habiter le monde. Le mot le dit: l'«oikos» en grec, désigne une réalité bien concrète: c'est la maison, le foyer, nullement la planète, non plus la Terre. Si l'éco-nomie, qui partage avec l'éco-logie son préfixe, est affaire d'administration, de gestion de la maison dans le but d'en obtenir le meilleur fruit, l'écologie, elle, est d'abord pensée et discours sur l'habitat humain, sur l'art d'aménager le séjour terrestre, de l'arranger au sens musical du terme, ainsi que le suggérait Antoine de Saint-Exupéry lorsqu'il définissait la civilisation comme «un certain arrangement des choses». L'écologie doit renouer avec sa signification originelle: elle doit se placer à la jointure de l'homme et de la nature, et non noyer l'homme dans la nature.

Qu'est-ce qu'une «écologie conservatrice»?

Une écologie qui se donnerait pour tâche de préserver, sauver, assurer un avenir à ce qui n'a pas été détruit. Une écologie qui prendrait appui sur le modèle français. Si nous avons encore la fierté de notre singularité, nous pourrions être le fer de lance d'une politique agricole, d'un mode d'élevage les plus accordés au tourment écologique. «*Le crime de nos politiques est moins de n'avoir pas servi la France que de ne pas s'en être servi*», disait Bernanos.

Une écologie qui placerait les humanités au cœur de l'enseignement quand les écologistes n'ont d'autre projet éducatif que l'instauration d'une école occupant les enfants à «potagiser» dans des «cours de récréation dégenrées». Après avoir été regardée comme un stock de ressources, la nature doit être redécouverte comme réalité sensible, et pour cela il faut rendre aux hommes les mots pour la dire et la voir - les mots sont des instruments de perception - dans son étoffe charnelle. Ce n'est pas seulement l'abêtissement qui marque de son sceau notre époque, c'est aussi la dévastation du vocabulaire de la sensibilité. Si nous voulons rendre ses droits à la nature, nous avons besoin des poètes, des peintres, des musiciens, Debussy, Ravel.

11 février (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/ce-que-fut-vraiment-l-algerie-francaise-20220211>

vendredi 11 février 2022 - 06:00 UTC +01:00 3090 mots

Actualité ; Société

Ce que fut vraiment l'Algérie française

RÉCIT - Cette année seront commémorés les accords d'Évian et l'indépendance de l'Algérie. Deux mémoires douloureuses continuent à s'affronter à leur sujet, soixante ans plus tard. Au-delà des polémiques, des récupérations, des anachronismes et des raccourcis, il est pourtant possible de dresser un panorama historique de cent trente ans de présence française en Algérie où tout ne fut pas violences, pillages et massacres, loin s'en faut.

Le 18 mars 1962, le gouvernement français signait les accords d'Évian avec les négociateurs algériens. Le 3 juillet suivant, l'Algérie devenait indépendante. C'était il y a soixante ans, et pourtant les plaies de cette séparation, survenue dans un contexte dramatique, ne sont pas cicatrisées. Le 26 janvier dernier, devant un parterre de rapatriés reçus à l'Élysée, Emmanuel Macron, évoquant le sort des 800.000 Français d'Algérie contraints au départ, définissait l'exode de 1962 comme « une page tragique de notre récit national ».

Le président de la République allait plus loin en reconnaissant deux drames qui ont accéléré cet exil. D'abord la fusillade de la rue d'Isly, à Alger, le 26 mars 1962. Le mitraillage, dans des circonstances non élucidées, d'une manifestation pacifique de partisans de l'Algérie française par une unité de l'armée française non formée au maintien de l'ordre, avec un bilan de près de 80 morts et 150 blessés : un « massacre impardonnable pour la République », selon Emmanuel Macron. En second lieu, le massacre du 5 juillet 1962 à Oran. Deux jours après l'indépendance, une manifestation de victoire du FLN dégénérait en chasse à l'homme dans les quartiers européens de la ville. Le nombre de morts de cette tuerie est estimé à près de 700 Européens et une centaine de musulmans : « Ce massacre doit être regardé en face et reconnu », a insisté le chef de l'État.

C'était la première fois que celui-ci esquissait un geste mémoriel envers les Français d'Algérie, chez qui la question des disparus européens reste éminemment sensible : 1.630 personnes enlevées en Algérie et jamais retrouvées, selon l'historien Jean-Jacques Jordi, dont 1.300 entre le 19 mars et la fin de l'année 1962 – ce crime couvert par un silence d'État donnera d'ailleurs lieu, le 16 février à Paris, à un colloque réunissant une dizaine d'historiens à l'appel du groupe de recherche des Français disparus en Algérie. Le 26 janvier, à l'Élysée, la principale association de rapatriés, le Cercle algérieniste, avait néanmoins refusé d'être présente, réclamant toujours des excuses pour la déclaration effectuée par Emmanuel Macron en février 2017, avant son élection, lorsqu'il avait traité la colonisation de « crime contre l'humanité ». Une « position philosophique » que le Président « assume », explique aujourd'hui l'entourage du chef de l'État.

Un délicat “en même temps” mémoriel

Pour autant, difficile de cerner réellement la « philosophie » d'Emmanuel Macron sur ce sujet. Le 20 septembre 2021, il demandait pardon, au nom de la France, aux anciens harkis et à leurs descendants pour avoir été doublement abandonnés, au moment de l'indépendance de l'Algérie et lors des longues années où les anciens supplétifs de l'armée française, traités comme des citoyens de seconde zone, ont été voués à la relégation sociale en métropole. Trois semaines plus tard, le chef de l'État qualifiait de « crimes inexcusables pour la République » la mort de manifestants algériens, le 17 octobre 1961, à Paris, à la suite de la répression exercée par la police. Ainsi le président de la République est-il capable d'intervenir en faveur des anciens défenseurs de l'Algérie française, puis la fois suivante en faveur de ses anciens adversaires.

Un « en même temps » mémoriel dicté par les prescriptions du rapport commandé par l'Élysée à Benjamin Stora, historien engagé, concernant « les questions mémorielles sur la colonisation et la guerre d'Algérie ». Le problème est que la commémoration successive d'événements contradictoires ne fournit pas une explication globale de cette séquence historique. De 1954 à 1962, les militaires français ont mené en Algérie, qui faisait alors partie intégrante du territoire national, un combat qui leur a été confié par la République, dont le gouvernement – de gauche – a été jusqu'à déléguer à l'armée des pouvoirs de police. Cette guerre s'est jouée aussi en métropole. Le FLN poursuivant une lutte armée, qui passait par des attentats aveugles et frappait des civils innocents, les forces de l'ordre ont agi sans ménagement. « Au paroxysme du terrorisme, la France a répondu par le paroxysme de la répression

», a écrit Hélié de Saint Marc dans ses Mémoires (Les Champs de braises, Tempus). Dans cet affrontement sans merci, aucun camp n'a eu le monopole de l'innocence ou de la culpabilité.

Mais nous subissons de nos jours une histoire manichéenne, et anachronique. On instruit le procès des méthodes de l'armée sans évoquer celles de ses adversaires, et en omettant que les militaires français ont aussi entrepris, en Algérie, une action sociale, scolaire, sanitaire et médicale au profit de la population musulmane. La majorité des Français, si l'on en croit les sondages, estiment que cette guerre était illégitime, puisqu'elle ne faisait que retarder le cours de l'histoire. C'est ignorer que l'idée d'indépendance de l'Algérie n'est apparue que très tard dans le débat politique français, en 1959-1960, après l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, véritable tournant politique pour les départements algériens. Très longtemps, même à gauche, la tendance était de chercher à réformer l'Algérie, à la moderniser, à lui accorder une autonomie accrue, mais nullement l'indépendance, perspective qui violait le dogme de l'intégrité du territoire de la République.

Le rêve brisé de Napoléon III

Depuis 1962, l'Algérie, de son côté, a organisé de manière systématique l'écriture de son passé sur la base d'une propagande destinée à confirmer la légitimité de l'État-FLN, notamment avec le chiffre mythique d'un million d'Algériens morts pendant la guerre d'indépendance (le chiffre réel, bien assez lourd, est de 250?000 à 300?000 victimes dans tous les camps). C'est ce qu'un jour Emmanuel Macron, bien inspiré, a traité de « rente mémorielle » du « système politico-militaire » algérien. De la guerre d'indépendance, les dirigeants algériens ont ensuite étendu la polémique à la conquête du pays par les Français au XIXe siècle. Il est vrai que l'armée française a conduit alors une guerre dure contre les hommes d'Abd el-Kader – les pertes françaises se situant autour de 100?000 hommes, les pertes autochtones, plus difficilement évaluables, dans une fourchette de 250?000 à 500?000 morts, dans un pays comptant probablement 3 millions d'habitants.

S'emparer par la force d'un territoire, conquérir un peuple pour le dominer (mais non l'éliminer) nous choque, Européens du XXIe siècle, mais la guerre faisait partie des usages de l'époque, en dépit d'un droit international balbutiant et même s'il a toujours existé des anticolonialistes. Cependant, de nos jours, les polémiques au sujet de la guerre de conquête (1830 à 1847) et de la guerre d'indépendance (1954 à 1962) finissent par occulter le fait qu'entre ces deux périodes, l'Algérie française, de 1850 à 1950 – soit pendant un siècle –, a été globalement pacifiée, même si des soulèvements sporadiques éclateront jusqu'au début des années 1870 et que la révolte de Sétif, en 1945, préfigurerait l'insurrection de 1954. En 1848, sous l'éphémère IIe République, les trois provinces d'Alger, Oran et Constantine étaient devenues des départements français, représentés au Parlement. Napoléon III rêvera un temps d'en faire « un royaume arabe », mais la IIIe République reviendra au projet d'assimiler l'Algérie à la France. Un projet qui n'aboutira pas, in fine, mais dont les échecs ne justifient pas de passer sous silence les réussites.

C'est la France qui a donné son nom à l'Algérie – apparu pour la première fois, en 1838, dans une instruction du ministère de la Guerre – et qui a tracé ses frontières avec le Maroc et la Tunisie. Alors qu'au début du XIXe siècle, la Régence d'Alger, principauté théoriquement vassale de l'Empire ottoman, ne représentait qu'une mince bande côtière, la colonisation étendra jusqu'aux confins du mystérieux Sahara une administration et une organisation militaro-civile jusqu'alors inconnue. Cet immense territoire n'était pas vide, puisqu'il était peuplé de tribus divisées et parfois ennemies, mais il n'était ni uni ni uniforme, le seul lien d'unité entre les Arabes, les Kabyles et les Chaouis étant leur appartenance à l'islam.

Dès le départ, cependant, est apparu un décalage entre les ambitions affichées – faire de l'Algérie une terre française – et les moyens de les mettre en œuvre. D'abord parce que les Français avaient été peu nombreux à vouloir s'installer outre-Méditerranée, si bien que ce seront des Espagnols, des Italiens, des Maltais, des Suisses et des Alsaciens qui franchiront le pas. Ils deviendront français, mais on continuera de les appeler les Européens.

Sur ce territoire où les Français de France à l'origine n'étaient qu'une poignée, les Européens resteront minoritaires : l'Algérie, en 1900, comptait 400?000 Européens et 4 millions de musulmans, et recensera, en 1954, un million d'Européens et 8,5 millions de musulmans. Mais la souveraineté française ne pouvait se maintenir qu'en mettant en place un statut colonial inégalitaire qui niait les principes républicains affichés au fronton des mairies, contradiction qui se retournera contre le système. C'est ainsi que les musulmans d'Algérie, alors qu'ils étaient considérés comme nationaux français depuis 1865, ne seront délivrés des règlements discriminatoires de l'indigénat qu'en 1944, n'obtiendront la citoyenneté complète qu'en 1947 et le droit de vote égalitaire qu'en 1958. Par ailleurs, le temps ne fera que creuser l'écart entre les deux types de population : au début des années 1950, 80 % des Européens étaient des citadins, tandis que la population musulmane, à l'inverse, était rurale à 80 %.

Embellissement et modernisation

L'Algérie française était par conséquent une société duale où, sans apartheid légal, mais avec un clivage inscrit dans les faits, deux types de population – Européens et musulmans – coexistaient sans se mêler totalement. Une société coloniale marquée par des inégalités de statut qui nous choquent rétrospectivement, mais qui choquaient bien peu à l'époque, et marquée moins par le racisme que par le paternalisme. Mais un Français d'Algérie né en 1930, cent ans après la conquête, et dont la famille vivait là depuis quatre générations, ne se percevait pas comme un occupant : dans ce pays, il était chez lui. Et il possédait la certitude que la France avait beaucoup apporté ici. Ce qui était vrai. L'œuvre française en Algérie fut considérable. Des milliers d'hectares de terre et de forêts ont été défrichés, des marais ont été asséchés, une agriculture moderne a été introduite. Des vignobles ont été plantés, les champs de céréales se sont étendus. Le vin et le blé : une manne.

Des mines ont été ouvertes, des usines mises en service. Des milliers de kilomètres de routes et un réseau de chemin de fer ont été construits, des centaines de villages, de ports, de barrages, d'ouvrages d'art, de bâtiments administratifs, de casernes, d'hôpitaux, d'écoles et d'édifices religieux ont été bâtis. Grâce à d'incessantes campagnes de vaccination, maladies et épidémies ont été éliminées. Les trois plus grandes villes – Alger, Oran, Constantine – se sont modernisées et embellies. En 1954, Alger, avec ses 570?000 habitants (277?000 Européens, 293?000 musulmans), était alignée sur les grandes cités de la métropole avec son université, son école de médecine, ses lycées, son Institut Pasteur, sa Bibliothèque nationale, son Musée national, ses sociétés savantes, ses quartiers bourgeois, sa Bourse, ses pôles économiques, son opéra, ses théâtres, ses hôpitaux et même ses embouteillages... Dans une thèse d'histoire économique (Chère Algérie, Flammarion, 2005), Daniel Lefeuvre a montré que la France n'a pas pillé ses départements d'Afrique du Nord : elle les a secourus au contraire.

Des années 1930 aux années 1960, l'Algérie étant incapable de subvenir à ses besoins, c'est elle qui avait besoin de la France et non l'inverse. Ajoutons que c'est la France qui, à partir de 1956, découvrira et lancera l'exploitation du pétrole et du gaz du Sahara qui restent actuellement la richesse principale de l'Algérie.

Ce n'est qu'après l'exil de 1962 qu'on prendra l'habitude d'appeler les Français d'Algérie les pieds-noirs, expression qui possède dix explications différentes. Nés de la fusion de Français de France et d'Européens du sud, ils représentaient un type méditerranéen spécifique, avec son accent chantant, son langage parlé (le pataouète), ses habitudes culinaires et son mode de vie fait de pique-niques à la plage, de jeux de cartes dans les cafés et de longues tchatches, le soir, assis dans la rue. Une communauté diverse, pourtant : un Algérois différait d'un Oranais, certaines familles votaient à droite et beaucoup d'autres à gauche (dans le quartier populaire de Bab el-Oued, à Alger, le parti communiste obtenait 23 % des voix), les catholiques avaient leurs traditions tandis que les juifs (un peu plus du dixième de la population européenne) cultivaient les leurs.

Peu de colons riches ou très riches

Les Européens étaient encore moins d'un seul tenant du point de vue de leur répartition sociale. En dépit d'une idée reçue, ils ne constituaient pas une population de colons. L'agriculture algérienne, au début des années 1950, n'employait que 9 % de la population active (contre 26 % en métropole), dont 19?000 colons véritables, propriétaires ou fermiers. Sur ce nombre, l'ethnologue Germaine Tillion, au cours des missions qu'elle avait effectuées sur place, avait compté 300 colons riches et 10 excessivement riches. Mais 7?000 colons possédaient moins de 10 hectares, et certains moins de 3 hectares. En 1955, un rapport réalisé à la demande du gouvernement par un haut fonctionnaire, Roland Maspétiol, classait la totalité de la population de l'Algérie en cinq catégories. Les Européens s'inscrivaient dans les trois catégories supérieures, mais 1,5 % d'entre eux appartenait à la classe la plus riche, 54,5 % aux classes moyennes et 44 % à la classe possédant un niveau de vie équivalent à celui d'un manœuvre en métropole.

Au sein de cette population hétérogène, la part du petit peuple urbain, celle des fonctionnaires, des petits commerçants, des artisans, des employés et des ouvriers, était prépondérante. Pas loin de la moitié des Français d'Algérie étaient même très pauvres : c'était le monde dont était issue la mère illettrée d'Albert Camus et qu'il a décrit dans *Le Premier Homme* (sur son écartèlement sentimental pendant la guerre d'Algérie, lire p. 74). Quels étaient leurs rapports avec les musulmans?? Quelque chose avait changé, psychologiquement, quand le conquérant, au tournant du XXe siècle, était devenu un compagnon de travail et, pendant la guerre de 14-18, un compagnon d'armes. Des liens encore plus forts se nouaient, en 1943-1944, lors de l'entrée de l'Afrique du Nord française dans la guerre et de la participation de milliers de combattants musulmans à la campagne d'Italie, au débarquement de Provence et à la libération de l'Alsace. Il existait une bourgeoisie et une classe moyenne musulmanes, dont l'ascension sociale a longtemps été bloquée par les différences de statuts héritées de la colonisation, ce qui les poussera vers l'indépendantisme.

Mais l'immense majorité de la population d'origine autochtone formait une masse d'ouvriers agricoles et de manœuvres, dont 93 %, selon le rapport Maspétiol, appartenaient aux couches les plus pauvres de la population. C'est-à-dire que beaucoup d'Européens et de musulmans, différents par la religion et les mœurs, avaient, au moins dans les villes, un niveau de vie assez proche. À l'école, au marché, dans les transports publics, dans les clubs sportifs, au service militaire, sur les lieux de travail et dans les organisations

syndicales, Européens et musulmans, en 1954, se côtoyaient quotidiennement. Entre eux, il n'était pas rare qu'il existe des relations amicales, parfois même de réelle proximité, même s'ils ne se mariaient pas entre eux. Rien ne doit donc être simplifié. Certes, l'Algérie française, en 1962, finira dans le chaos et le sang, au terme d'une guerre franco-algérienne doublée de la guerre franco-française qui se jouera entre l'OAS et les barbouzes gaullistes. Il reste qu'avant 1954, et plus encore lors des fraternisations de 1958, cette société mêlée aura connu ses jours heureux.

Les funestes effets des accords d'Évian

L'Élysée a fait savoir qu'Emmanuel Macron interviendra pour commémorer les accords d'Évian, conclus le 18 mars 1962. Quel propos lui inspirera cet anniversaire?? Il est impossible de déplorer l'exil forcé des pieds-noirs comme l'abandon des harkis par la France sans observer que ces deux tragédies ont été des conséquences directes des accords d'Évian, accords mal négociés, mal conçus et achevés dans la précipitation, accords où la France a tout lâché en échange de garanties illusoires, accords d'ailleurs violés par le FLN aussitôt après leur signature. La vérité historique impose de rappeler que ces accords aux funestes effets ont été ratifiés par les Français de métropole, à 90 % des suffrages, lors du référendum du 8 avril 1962.

La vérité impose encore de rappeler, comme l'a fait récemment le journaliste Franz-Olivier Giesbert dans *Le Sursaut*, premier volume de son *Histoire intime de la Ve République* (Gallimard) – livre aux allures d'exercice d'admiration pour le général de Gaulle –, que la politique algérienne de l'ancien président a été un désastre car « la France a gagné militairement la guerre d'Algérie et de Gaulle a perdu politiquement la paix ». Alors même que près de neuf Algériens sur dix sont nés depuis 1962, le pouvoir algérien continue de demander des excuses à la France pour la colonisation et la guerre d'indépendance. Les jeunes Algériens sont éduqués dans cette idéologie victimaire, qui n'épargne pas les 6 millions d'Algériens ou de Franco-Algériens établis en France. Du point de vue de la paix civile et de la cohésion sociale, il s'agit d'un enjeu crucial, car les jeunes issus de l'immigration qui entendent répéter que notre pays a martyrisé leurs pères ou leurs grands-pères ne risquent pas d'aimer la France.

Une expérience commune à regarder en face

Il faut dire la vérité sur le passé, toute la vérité. Le bien, le mal. Sans rien cacher, mais sans manichéisme et sans anachronisme. La colonisation n'a pas été un crime en soi : elle a été un moment de l'histoire. Dans sa phase de conquête, l'entreprise coloniale a certes été rude pour les colonisés. Quant à la guerre d'indépendance, elle a été violente pour tous les camps.

L'histoire de la souveraineté française sur l'Algérie, cependant, ne se limite pas à cela. Elle représente une expérience commune aux Français et aux Algériens. Cette expérience, il faut la regarder en face, sans l'embellir ni la noircir, en faisant la part des responsabilités de chacun, à travers un travail historique juste. Et passer à autre chose. Car il faudra bien, un jour, en finir avec la guerre d'Algérie.

À lire : *Les Vérités cachées de la guerre d'Algérie*, de Jean Sévillia, édition revue et complétée, Tempus, 460 p., 9 €, en librairie le 3 mars.

11 février (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/frankreichs-atomenergie-deutschland-koennte-von-seinem-nachbarn-lernen-17795679.html?premium>

Deutschland könnte von seinem Nachbarn lernen

- Ein Kommentar von [Niklas Záboji](#)
- -Aktualisiert am 11.02.2022-07:00



Emmanuel Macron in Belfort Bild: EPA

Mit der Atomrenaissance geht Paris einen anderen Weg im Klimaschutz als Berlin. Es könnte sein, dass Deutschland Frankreich einmal beneiden wird.

Die Energiepolitik zwischen Deutschen und Franzosen könnte unterschiedlicher kaum sein. Hier ein grüner Wirtschaftsminister, der ein Windrad an jeder Milchkanne fordert, dort ein Präsident, der das Comeback der Kernenergie ausruft. In Richtung Klimaneutralität gehen die beiden größten Volkswirtschaften der [EU](#) nun endgültig getrennte Wege.

Welcher sich als erfolgreicher erweisen wird, ist derzeit schwer zu prognostizieren. Sowohl der von Deutschland angestrebte Dreiklang aus Wind, Sonne und „grünem“ Wasserstoff als auch der von Frankreich favorisierte Mix aus Kernenergie und Erneuerbaren steckt voller Hoffnungswerte. Als da wäre die Beschleunigung von Bauabläufen: [Macron verspricht die Inbetriebnahme der sechs neuen Atomkraftwerke ab Mitte der 2030er-Jahre](#), aber die Erfahrung aus Flamanville in der Normandie stimmt diesbezüglich skeptisch. Schon seit 15 Jahren wird dort an einem neuen Reaktor gebaut. Fertig ist er immer noch nicht. Die Inbetriebnahme ist mittlerweile mehr als zehn Jahre in Verzug.

Auch die Kosten für neue Reaktoren könnten sich als sehr viel höher herausstellen. In Flamanville haben sie sich von ursprünglich kalkulierten 3,4 Milliarden Euro mindestens vervierfacht, übertragen auf die Ankündigung von Belfort wären das Hunderte Milliarden Euro für die neuen Anlagen. Mit Blick auf den drastischen Preisverfall für Solaranlagen und Windturbinen mag ein solcher Preis für die Atomrenaissance aberwitzig hoch erscheinen. Erst recht, wenn man Kosten wie die Entsorgung ausgedienter Brennstäbe und die Intakthaltung des bestehenden Kraftwerksparks, in dem sich die Probleme häufen, hinzuaddiert.

Doch der deutsche Weg erscheint nicht gerade als verlockende Alternative. Denn auch er führt nur zum Ziel, wenn sehr viel schneller geplant und gebaut wird – was mit Blick auf die vergangenen Jahre nicht allzu realistisch erscheint: Der Ausbau der Erneuerbaren in Deutschland ist erschlafft, der große Netzausbau hat noch gar nicht erst stattgefunden. Die Widerstände gegen Windmühlen sind zuweilen erbittert, aber auch berechtigt, in Deutschland wie in Frankreich. Und dass Deutschland Ökostromerzeuger mit jährlich 20 bis 30 Milliarden Euro subventioniert, lässt die Kosten für neue Atomkraftwerke verdaulich erscheinen. Zumal sie durch das Taxonomie-Siegel auch auf privates Kapital hoffen können.

Zur Umsetzung der Klimaziele braucht es CO2-freien Strom

Zu oft wird unterschlagen, dass der Preis für die einzelne Kilowattstunde nichts aussagt über die Kosten des Gesamtsystems. Der Wind bläst eben nur in einigen Stunden im Jahr mit voller Kraft, und die Sonne scheint im Winter kaum. Das macht eine gigantische Begleitinfrastruktur unabdingbar: Wer wie Deutschland auf hundert Prozent Erneuerbare setzt, braucht Tausende Kilometer mehr Stromleitungen und mehr Flächen, Speicher und Wasserstoffelektrolyseure als Frankreich mit dem von Macron angestrebten Mix aus Erneuerbaren und Atomkraftwerken.

Rechnet man alles zusammen, erscheint der Abschied von der Kernenergie im Nachbarland nicht ratsam, haben die Fachleute des französischen Netzbetreibers RTE jüngst ermittelt. Effizient ist demnach vielmehr, die Windpotentiale vor allem in Regionen wie der stürmischen Atlantikküste zu heben, die vielen Sonnenstunden im Süden nutzbar zu machen – aber eben auch Atomkraftwerke am Netz zu haben. Dahinter steht der Gedanke, dass es zur Umsetzung der hehren Klimaziele nun mal Unmengen an CO2-freiem Strom braucht. Atomkraftwerke liefern diesen.

Mit Belehrungen in Richtung Paris sollte man sich in Berlin auch deshalb zurückhalten, weil die Energiewende made in Germany in eine gefährliche Abhängigkeit von russischem Erdgas geführt hat. Durch den Doppelausstieg aus Atom und Kohle ist dieser Energieträger Deutschlands einzige Absicherung gegen Dunkelflauten. Doch Erdgas ist, muss man in diesem Winter bilanzieren, in kurzer Zeit extrem teuer und knapp geworden.

Auch das fließt ein in die realistische Bewertung, die Macron vor seiner Hinwendung zur Kernenergie vorgenommen hat. Für ihn ist sie ein wichtiger Baustein, um sein Land unabhängig zu machen von den Launen fremder Mächte. Dieser Gedanke ist so verkehrt nicht. Denn Macron ist zugleich bestrebt, die Forschung und Entwicklung neuer Reaktoren und Start-ups zu fördern und so langfristig technologisches Wissen in der Nuklearenergie aufzubauen. Das schafft Arbeitsplätze und Wertschöpfung, um die Deutschland Frankreich vielleicht eines Tages beneiden wird. Die Zukunft ist offen.

10 février (Le Point)

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/etienne-gernelle/gernelle-roussel-heureux-comme-un-communiste-en-france-10-02-2022-2464214_782.php

Gernelle – Roussel, heureux comme un communiste en France ?

ÉDITO.

Si le candidat du PCF est à la peine dans les sondages, c'est peut-être... parce que la France est un pays de plus en plus « communiste ».



Le candidat communiste à la présidentielle, Fabien Roussel, le 6 février à Marseille.

Par Étienne Gernelle

Publié le 10/02/2022 à 07h00

Quelle formidable personnalité que celle de Fabien Roussel, le candidat communiste à la présidentielle ! Il défend avec panache et humour la gastronomie française face aux oukases alimentaires des professeurs de vertu « woke ». Il reste « Charlie » et tient bon sur la liberté d'expression comme sur la laïcité face à ces marxistes en mal de lumpenprolétariat qui ont (avec tant de mépris) désigné d'office les musulmans pour remplir cette fonction. Une boussole universaliste, dans cette gauche qui, sur ces sujets, a parfois perdu la tête. Mais quelles sont ses chances électorales ?

C'est là qu'apparaît le malheur d'être un candidat communiste dans un pays qui... l'est de plus en plus. **Quel espace reste-t-il à Roussel au milieu de ce sous-communisme mollasse qui nous sert de modèle social ?** Pensez, il y a quarante ans, en 1982, la France avait quatre ministres communistes, François Mitterrand « cramait la caisse », pour reprendre une expression contemporaine, mais **les dépenses publiques représentaient 49 % du PIB en fin d'année. En 2020, certes sous le coup de la pandémie, celles-ci ont atteint 61,6 % du PIB dans un pays présidé par « l'ultralibéral » Macron. Un record mondial des pays industrialisés, et ce sans aucun ministre communiste au gouvernement...**

Quant aux **prélèvements obligatoires, ils sont passés durant cette période de 40,3 % à 44,5 % du PIB**. Seul le Danemark peut presque rivaliser. À quoi sert-donc le Parti communiste français ?

Dépenses à crédit à tout-va. On célébrait ces jours-ci le 30^e anniversaire du traité de Maastricht, celui qui, nous dit-on, a ouvert l'ère de l'Europe ultralibérale. Pas en France, en tout cas, puisque les dépenses publiques, les prélèvements obligatoires et les effectifs de la fonction publique y ont largement augmenté depuis, sous la droite comme sous la gauche. La pandémie a même mené Emmanuel Macron - censé être le bras armé de la finance débridée - à « *nationaliser les salaires* », selon sa propre expression. Georges Marchais aurait-il osé prononcer ces mots ?

À part cela, à en croire la ritournelle médiatique et politique, nous vivons sous le joug occulte d'une secte néolibérale d'adorateurs de Friedrich Hayek...

Évidemment, ce n'est jamais assez. Roussel - on ne voit pas pourquoi il s'en priverait - propose par exemple d'augmenter les salaires des fonctionnaires de 30 %, de rétablir et de tripler l'ISF. Il n'est pas le seul, comme le montre Pierre-Antoine Delhommais . Mélenchon, mais aussi Le Pen, qui a siphonné une partie des anciens électeurs du PCF en plagiant son programme économique, et bien d'autres manient admirablement le chéquier du contribuable. Le Salon de la dépense à crédit bat son plein. Jusqu'où cela ira-t-il ? La collectivisation des moyens de production ?

« Palais de féerie ». Puisqu'on en est à inventer une énième suite à *Jurassic Park*, documentons-nous auprès des spécialistes. Vient de paraître dans la collection « Tracts » des éditions Gallimard le dernier opus d'Alain Badiou. Le philosophe maoïste livre ses *Remarques sur la désorientation du monde et entrevoit un « nouveau départ pour le communisme »*. Hourra !

La tragédie, finalement, c'est que si peu de gens s'en émeuvent. Comme sur beaucoup d'autres sujets, on regrette notre Clemenceau national, qui, tout en proclamant sa « prétention d'être socialiste », refusait le collectivisme, et savait le dire. En 1906, il répondait ainsi à Jaurès : « Sans doute, vous me dominez de toute la hauteur de vos conceptions socialistes. Vous avez le pouvoir magique d'évoquer de votre baguette des palais de féerie. » Et Clemenceau de préciser : « Au premier souffle de la réalité, le palais de féerie s'envole et s'évanouit en brouillard. »

Le souffle de la réalité, aujourd'hui, prend la forme de remontée des taux d'intérêt. Or, sur ce front, cela frémit. Il est temps de revenir sur terre. Bruno Le Maire annonce certes avec constance la fin du « quoi qu'il en coûte ». Valérie Pécresse , de son côté, entend, si elle est élue, trancher dans le vif, comme elle l'a fait en Île-de-France. Mais enfin, il va falloir, quel que soit le vainqueur, y aller franchement si l'on veut rendre définitivement à Fabien Roussel ce qui lui appartient : le communisme.

9 février (The Economist)

<https://www.economist.com/graphic-detail/2022/02/09/a-new-low-for-global-democracy>

Daily chart

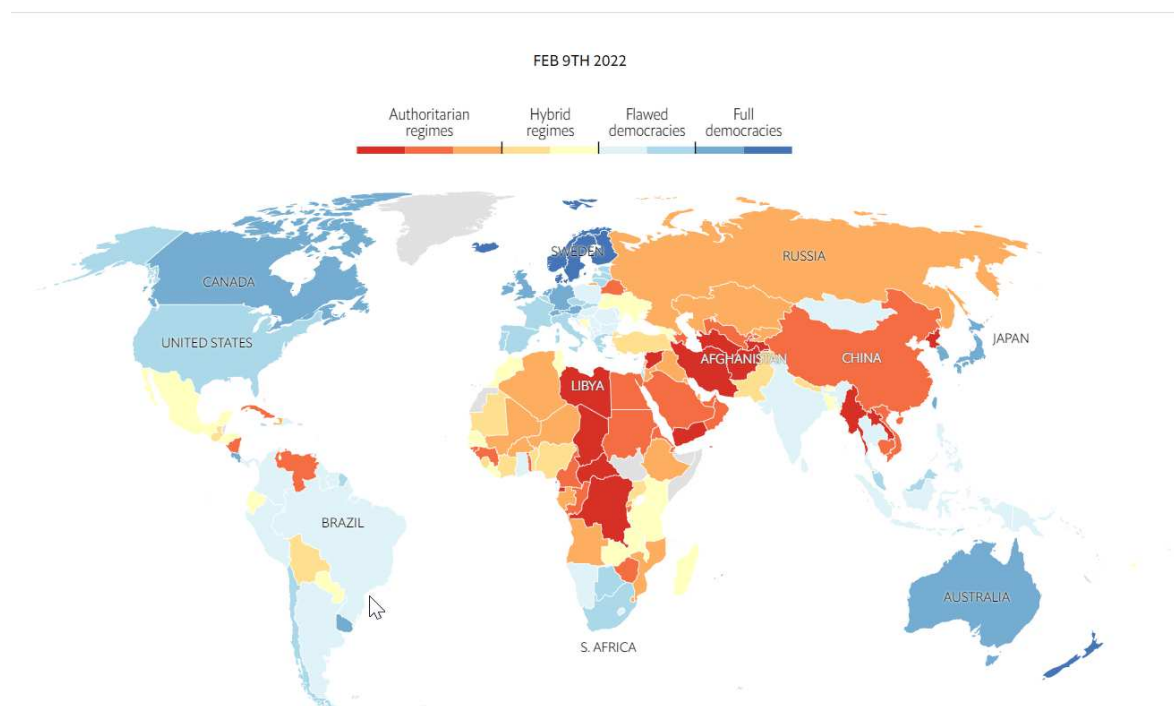
A new low for global democracy

More pandemic restrictions damaged democratic freedoms in 2021

FEB 9TH 2022

A new low for global democracy

More pandemic restrictions damaged democratic freedoms in 2021



Global democracy continued its precipitous decline in 2021, according to the latest edition of the [Democracy Index](#) from our sister company, EIU. The annual survey, which rates the state of democracy across 167 countries on the basis of five measures—electoral process and pluralism, the functioning of government, political participation, democratic political culture and civil liberties—finds that more than a third of the world’s population live under authoritarian rule while just 6.4% enjoy a full democracy. The global score fell from 5.37 to a new low of 5.28 out of ten. The only equivalent drop since 2006 was in 2010 after the global financial crisis.

For the second year in a row, the pandemic was the biggest source of strain on democratic freedom around the world. Through lockdowns and travel restrictions, civil liberties were again suspended in both developed democracies and authoritarian regimes. Many, but not all, citizens have tolerated emergency rules and the expansion of state powers. Divisions are becoming entrenched between those who favour precautionary policies like lockdowns and vaccine mandates and those who are hostile to state interference and any reduction in personal freedoms. At the beginning of 2021, covid-related demonstrations had already been held in [at least 86 countries](#); by the end of the year, protests coalescing around the anti-vax movement were raging from [Austria](#) to [Australia](#).

Nordic countries continue to dominate the top of the ranking and three Asian countries bring up the rear: North Korea was dislodged from the bottom of the table for the first time by a coup in Myanmar and

the [return of the Taliban](#) in Afghanistan. Coups also made a [comeback](#) in Africa. But it is Latin America that recorded the steepest decline in 2021, as measured by the index. The region’s weak commitment to democracy has allowed illiberal populists to thrive and a busy election calendar didn’t always advance the cause of democracy. Pedro Castillo’s narrow victory in Peru in June was [contested for weeks](#) by his opponent, Keiko Fujimori, and the Nicaraguan poll in November was [a sham](#). Chile was downgraded to a “flawed democracy” partly because of low voter turnout in its deeply polarised elections, and Haiti is still in political crisis after the [assassination of the president](#), Jovenel Moïse.

North America fared only slightly better. Despite riots in the Capitol and attempts by the departing president Donald Trump to overturn the election results, the inauguration of Joe Biden proceeded smoothly and America’s democracy score only fell by 0.07 points. Canada suffered a far bigger setback, of 0.37 points. Again, pandemic restrictions were the main cause of frustration and disaffection. According to the World Value Survey, which is used in some of the quantitative sections of the EIU’s survey, just 10.4% of Canadians felt that they had “a great deal” of freedom of choice and control. More alarming, 13.5% expressed a preference for military rule.

Table 2.
Democracy Index 2021

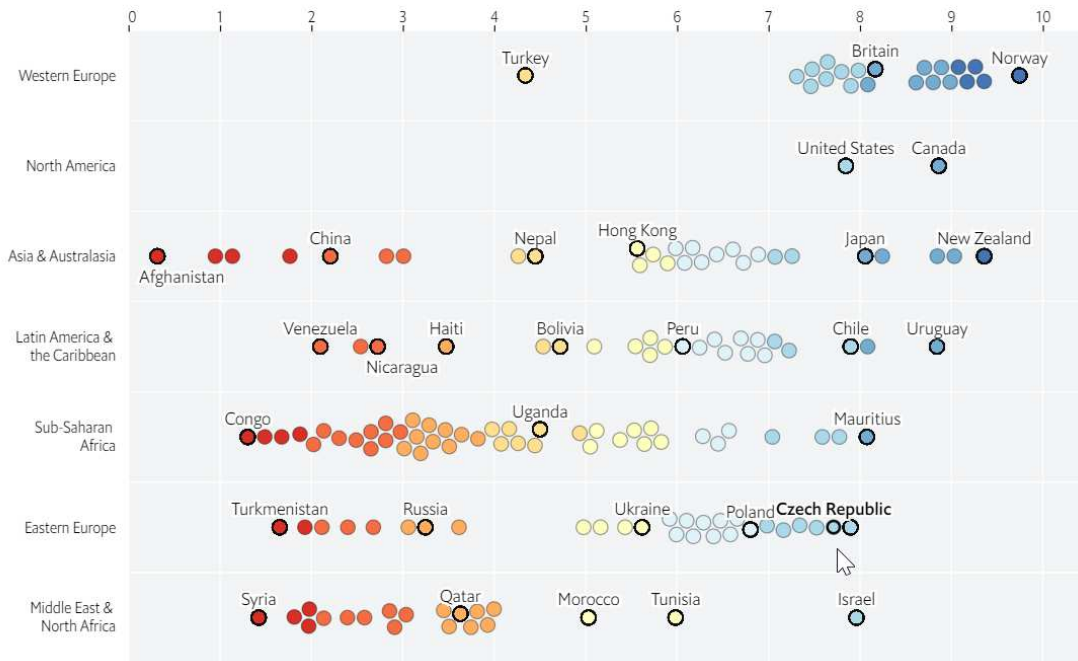
	Overall score	Rank	I Electoral process and pluralism	II Functioning of government	III Political participation	IV Political culture	V Civil liberties
Full democracy							
Norway	9.75	1	10.00	9.64	10.00	10.00	9.12
New Zealand	9.32	2	10.00	8.93	9.44	8.75	9.71
Finland	9.27	3	10.00	9.29	8.89	8.75	9.41
Sweden	9.26	4	9.58	9.29	8.33	10.00	9.12
Iceland	9.18	5	10.00	8.21	8.89	9.38	9.41
Denmark	9.09	6	10.00	8.93	8.33	9.38	8.82
Ireland	9.00	7	10.00	7.86	8.33	9.38	9.41
Taiwan	8.99	8	10.00	9.64	7.78	8.13	9.41
Australia	8.90	9=	10.00	8.57	7.78	8.75	9.41
Switzerland	8.90	9=	9.58	8.93	7.78	9.38	8.82
Netherlands	8.88	11	9.58	8.93	8.33	8.75	8.82
Canada	8.87	12	10.00	8.21	8.89	8.13	9.12
Uruguay	8.85	13	10.00	8.57	7.22	8.75	9.71
Luxembourg	8.68	14	10.00	8.57	6.67	8.75	9.41
Germany	8.67	15	9.58	8.21	8.33	8.13	9.12
South Korea	8.16	16	9.58	8.57	7.22	7.50	7.94
Japan	8.15	17	9.17	8.57	6.67	8.13	8.24
United Kingdom	8.10	18	9.58	7.50	8.33	6.25	8.82
Mauritius	8.08	19	9.17	7.86	6.11	8.75	8.53
Austria	8.07	20=	9.58	6.79	8.89	6.88	8.24
Costa Rica	8.07	20=	9.58	6.43	7.78	6.88	9.71
Flawed democracy							
France	7.99	22	9.58	7.50	7.78	6.88	8.24
Israel	7.97	23	9.58	7.50	10.00	6.88	5.88
Spain	7.94	24	9.58	7.14	7.22	7.50	8.24
Chile	7.92	25	9.58	7.86	5.56	7.50	9.12
United States of America	7.85	26	9.17	6.43	8.89	6.25	8.53
Estonia	7.84	27	9.58	7.86	6.67	6.88	8.24
Portugal	7.82	28	9.58	7.14	6.67	6.88	8.82

The EIU’s report identifies a number of threats to democracy in 2022 and beyond. The fall in Canada’s index score reflected popular disaffection with the status quo and a turn to non-democratic alternatives. The [trucker blockade](#) in Ottawa may presage more political upheaval. But the biggest challenge to the Western model of democracy over the coming years will come from China. After four decades of rapid growth it is the world’s second-biggest economy; within a decade the EIU forecasts that it will overtake America. If China’s absence from Mr Biden’s recent [Summit for Democracy](#) is anything to go by, the West is not looking to engage it. China’s response to being snubbed was to declare the state of American democracy “[disastrous](#)”.

Democracy Index, 2021

167 countries, 10=most democratic

Authoritarian regimes Hybrid regimes Flawed democracies Full democracies



9 février (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/klima-nachhaltigkeit/eu-taxonomie-habeck-kritisiert-frankreichs-energiepolitik-17793148.html>

Streit um EU-Taxonomie : Habeck: Frankreichs Energiepolitik ist „altmodisch“

Aktualisiert am 09.02.2022-20:43



Robert Habeck, Bundesminister für Wirtschaft und Klimaschutz, am 7. Februar in Paris Bild: Reuters

Der deutsche Wirtschaftsminister findet scharfe Worte für Frankreichs Atomkraftwerke. Diese seien teuer im Betrieb und ihre Störanfälligkeit steige. Umweltministerin Lemke prüft indes eine Beteiligung an der österreichischen Taxonomie-Klage.

Bundeswirtschaftsminister [Robert Habeck](#) hat die Energiepolitik Frankreichs mit ihrem Fokus auf Atomstrom als rückständig kritisiert. „Das, was Frankreich im Moment macht, ist eine sehr planwirtschaftliche gedeckelte Energieversorgung einer altmodischen Industrie“, sagte der Grünen-Politiker am Mittwoch bei einer Wirtschafts-Konferenz in Berlin.

Seine zahlreichen alten [Atomkraftwerke](#) müsse Frankreich mit je etwa zwei Milliarden Euro pro Anlage renovieren. Alte Meiler würden aber immer störanfälliger. Auch Investitionen in neue rechneteten sich nicht: „Wenn man neue baut, dauert das alles vier Mal länger und die Kosten gehen ins Gigantische.“ Er sei sich sicher, Atomenergie werde kein Wettbewerbsvorteil für den Nachbarn. „Wir treffen uns 2030“, sagte er mit Blick auf Frankreich. Deutschland setze dagegen auf erneuerbare Energie: „Es wird ein Standortvorteil für die deutsche Wirtschaft sein, diesen Weg zu gehen.“

Frankreich hatte in der [EU](#) gegen den Widerstand Deutschlands und anderer Staaten durchgesetzt, dass Atomkraft als nachhaltige Energie in der sogenannten Taxonomie gekennzeichnet wird. Das erleichtert es, private Investitionen für diese Technik zu gewinnen. [Die französische Stromversorgung um den staatlich dominierten Konzern EDF besteht zu rund 70 Prozent aus Atomenergie. Der Staat greift immer wieder auch in die Preispolitik ein.](#)

[Der strikte Atomenergie-Gegner Österreich hat bereits eine Klage gegen die EU-Taxonomie angekündigt.](#) Luxemburg will sich anschließen. Auch Bundesministerin für Umwelt, Naturschutz, nukleare Sicherheit und Verbraucherschutz, [Steffi Lemke](#) (Grüne), hält es für möglich, dass sich auch Deutschland daran beteiligen wird. „Ich kenne die österreichische Klageschrift noch nicht. Wir werden prüfen, was für Aspekte dort vorgelegt sind und wie tragend sie sind. Wir werden dies dann innerhalb der Bundesregierung erörtern und eine Position dazu finden“, sagte Lemke bei einer Gesprächsrunde der Europe 2022-Konferenz mehrerer deutscher Medien.

10 février (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/economist-demokratie-fuer-die-meisten-kein-alltag-17793452.html>

Die meisten Menschen leben nicht mehr in Demokratien

Aktualisiert am 10.02.2022-05:11



Sicherheitskräfte stehen Wache in Schanghai. Bild: Reuters/Aly Song

Nicht einmal mehr 46 Prozent der Weltbevölkerung leben in einem Land, das die Bezeichnung Demokratie verdient – so das Urteil von Experten des britischen „Economist“. Deutschland gehöre dabei noch zur Spitzengruppe, ein anderes großes EU-Land nicht mehr.

Die Demokratie ist nach einer aktuellen Studie zufolge weltweit auf dem Rückgang. Wie die britische „Economist“-Gruppe in ihrem jährlichen „Demokratieindex“ ermittelte, lebten 2021 nur noch 45,7 Prozent der Weltbevölkerung in irgendeiner Form einer Demokratie. Das waren deutlich weniger als 2020 mit 49,4 Prozent.

In einer „vollständigen Demokratie“ lebten sogar nur 6,4 Prozent, ein leichter Rückgang im Vergleich zum Vorjahr (6,8 Prozent).

Weit mehr als ein Drittel der Menschen leben in einer Diktatur: 37,1 Prozent bedeuteten ein leichtes Plus zu 2020. Der Anteil der autoritär regierten Staaten ist in den vergangenen Jahren stetig gestiegen.

Deutschland auf Rang 15 der Demokratien

Spitzenreiter bleibt Norwegen. Die Studie gab dem skandinavischen Land in drei der fünf Kategorien die Bestnote. Dahinter kletterte Neuseeland vom vierten auf den zweiten Platz, gefolgt von den übrigen nordischen Staaten Schweden, Finnland, Island und Dänemark. Deutschland liegt mit derselben Punktzahl wie im Vorjahr auf dem 15. Platz und gehört noch mit zur höchsten Kategorie.

Kritik übten die Autoren an zwei größeren Ländern in Europa. So stuften sie Spanien zu einer „mangelhaften Demokratie“ herab, Grund war eine schwächere Einschätzung der Unabhängigkeit der Justiz wegen politischen Streits über die Ernennung von Richtern.

Hingegen bleibt das Vereinigte Königreich zwar eine „vollständige Demokratie“. Allerdings rutschte es in der Rangliste dennoch ab - mehrere Skandale hätten das Vertrauen in die Regierung untergraben, hieß es. Der britische Premierminister Boris Johnson steht wegen der „Partygate“-Affäre seit Wochen in der Kritik.

Fokus auf China

Vor allem China spiele eine unrühmliche Rolle, stellte der Bericht „The China Challenge“ der EIU, der analytischen Forschungseinheit der „Economist“-Gruppe, fest. „China ist nicht demokratischer geworden, während es reicher geworden ist. Im Gegenteil, das Land ist unfreier geworden“, hieß es zur Begründung. Menschenrechtler klagen über zunehmende Überwachung sowie Repressionen gegen Regierungskritiker, Andersdenkende und Minderheiten wie die muslimischen Uiguren.

9 février (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/luc-ferry-non-l-angoisse-n-est-pas-une-maladie-20220209>

Le Figaro (site web)

mercredi 9 février 2022 - 19:41 UTC +01:00 857 mots

Vox ; Vox Société

Luc Ferry: «Non, l'angoisse n'est pas une maladie!»

Ferry, Luc

CHRONIQUE - Un être tout à fait dépourvu d'angoisse serait, soit un grand malade, soit un parfait imbécile.

On ne cesse de nous parler de l'angoisse que suscite, en particulier chez nos enfants, la pandémie, et, si j'en crois Freud, l'apparition de l'angoisse serait le signe indubitable d'une pathologie. Pour des raisons que je voudrais expliquer ici, je pense en grande partie l'inverse, à savoir que souvent, l'angoisse, bien qu'infiniment pénible, est normale, voire salutaire.

Mais, revenons d'abord à Freud. Pour l'essentiel, l'angoisse s'expliquerait selon lui par la «*désintrication de la personnalité*», autrement dit par la fragmentation des différentes composantes («ça, moi et surmoi») de notre vie psychique. Le but de l'analyse serait de rendre autant qu'il est possible au sujet qui souffre la maîtrise des conflits qui le déchirent afin de trouver les solutions permettant de le remettre en état de «*jouir et d'agir*», pour reprendre le célèbre mot par lequel Freud tentait de définir un semblant de normalité.

Maintenant, imaginons par hypothèse que quelqu'un parvienne, à l'issue d'une cure analytique, sinon à un état de santé psychique parfait, ce qui n'a guère de sens pour Freud, du moins à une situation assez harmonieuse pour que les principaux conflits soient sous contrôle. En principe, l'angoisse devrait s'estomper, voire disparaître, les phobies ou les idées obsédantes les plus invalidantes s'éclipseraient permettant à l'individu de s'approcher d'une certaine sérénité. Or c'est là, en ce point idéal, qu'apparaît malgré tout en pleine lumière la différence entre l'approche analytique et ce qui préoccupe depuis toujours la philosophie. Car notre individu par hypothèse «presque guéri» n'en aurait pas moins toujours à affronter, comme vous et moi, non plus des conflits internes, mais des problèmes existentiels bien réels liés à la finitude humaine, à commencer par le fait que nous sommes des mortels. La santé mentale même la plus sublime ne nous empêcherait ni de mourir, ni de perdre un être cher, ni de souffrir ni, le cas échéant, de nous ennuyer ou d'être malheureux en amour.

Bref, l'angoisse liée aux conflits psychiques et l'angoisse liée à la condition humaine ne sont pas de même nature. Comme l'écrit mon collègue et ami André Comte-Sponville dans un recueil d'articles, *Impromptus*, publié aux Presses universitaires de France, l'angoisse n'a en vérité rien que de très normal étant donné la fragilité qui est par nature la nôtre: *Quoi de plus angoissant que de vivre? C'est que la mort est toujours possible, que la souffrance est toujours possible, et c'est ce qu'on appelle un vivant: un peu de chair offerte à la morsure du réel (...). Qu'est-ce que l'angoisse, sinon ce sentiment en nous, à tort ou à raison, de la possibilité immédiate du pire? Que serait l'homme sans l'angoisse? L'art sans l'angoisse? La pensée sans l'angoisse? Nos petits gourous me font rire qui veulent nous en protéger. Ou nos petits psys, qui veulent nous en guérir. Que ne nous guérissent-ils pas plutôt de la mort? Que ne nous protègent-ils pas plutôt contre la vie? »*

À vrai dire, il me semble même qu'un être tout à fait dépourvu d'angoisse serait, soit un grand malade, soit un parfait imbécile, car comme le disait Kant, «*si la providence avait voulu que nous fussions heureux, elle ne nous aurait jamais donné l'intelligence*». En d'autres termes - je force volontairement le trait -, si la psychanalyse s'occupe de l'angoisse pathologique, de celle qui naît de conflits internes dont, à la limite, on devrait au moins en droit, sinon en fait, pouvoir faire en partie l'économie, la philosophie s'intéresse, elle, à l'angoisse existentielle - sentiment fondamentalement normal, lié quoi qu'on fasse, santé psychique ou pas, à la condition humaine en tant que telle. En ce sens, psychanalyse et philosophie ne se recouvrent pas. Elles ne s'opposent pas forcément non plus d'ailleurs, elles peuvent même se compléter pourvu que la psychanalyse, comme naguère la sociologie, cesse de vouloir tout dominer.

Conclusion: quand bien même on en aurait fini avec l'angoisse pathologique, resterait intacte celle qui est liée à la possibilité permanente de la mort de ceux que nous aimons. Plutôt que de vouloir guérir à tout prix, comme s'il s'agissait d'une maladie, les effets sur le moral des Français, et en particulier sur celui de nos enfants, d'une pandémie qui a déjà fait près de 130.000 morts, on

ferait peut-être mieux de les rassurer en leur expliquant que, tout bien pesé, être angoissé dans ces circonstances n'a rien d'anormal et qu'à la limite, c'est une sérénité béate qui serait plutôt inquiétante.

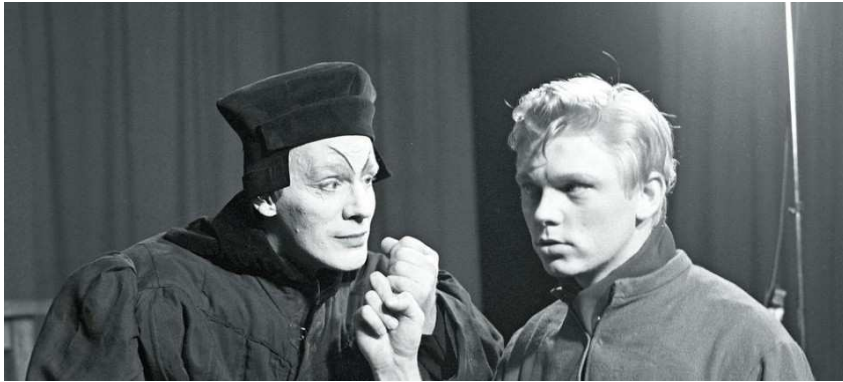
9 février (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/hoersaal/wissenschaft-braucht-kein-betreutes-lesen-replik-auf-eva-von-contzen-17787412.html>

Trigger-Warnungen : Wissenschaft braucht kein betreutes Lesen

Von Ingo Berensmeyer

Aktualisiert am 08.02.2022-20:02



Mephisto als Studienberater: Gustaf Gründgens (links) in Goethes „Faust“ Bild: dpa

Warnhinweise in Seminaren vor verstörenden Inhalten sind kein Türöffner, sondern ein Fallgatter. Literatur ist per se verstörend. Das ist kein Fehler, sondern ihre Stärke. Ein Gastbeitrag.

Brudermord, Blutrache, Selbstmord, Schmähungen gegen Frauen, Alkoholkonsum, Hinweise auf Kannibalismus – die Liste möglicher Trigger-Warnungen zu Shakespeares Hamlet ist lang. [Eva von Contzen weist mit Recht auf eine Debatte zu Content und Trigger Warnings in der universitären Lehre hin](#), die Deutschland mit einiger Verzögerung erreicht hat. Sollen, ja müssen [Studenten](#) vor möglicherweise traumatisierenden Inhalten in Vorlesungen und Seminaren geschützt werden?

Von Contzens Plädoyer für einen kreativen Umgang mit solchen Warnungen wirkt jedoch halbherzig: Dozenten sollten Warnhinweise als „Türöffner zur kritischen Debatte“ nutzen. In der Praxis dürften solche Hinweise eher dazu führen, Diskussionen im Keim zu ersticken, da Studenten zumindest indirekt aufgefordert werden, dem Seminar fernzubleiben oder die mit einem Warnhinweis versehenen Texte gar nicht erst zu lesen. Studenten, die doch mündige Bürger sein oder zumindest werden sollten, werden dadurch im Namen einer wohlmeinenden „Fürsorge“ bevormundet, die den Idealen der universitären Lehre widerspricht.

Wo wollte man denn mit der Warnerei aufhören?

In einem literatur- und kulturwissenschaftlichen Seminar sollte die allseitige „Wertschätzung“, von der von Contzen spricht, sich auch auf den Text erstrecken, dessen Fremdheit erkannt und erschlossen sein will – und dessen Offenheit gerade nicht von vornherein mit Warnhinweisen zugedeckt werden dürfte, wollte man eine wirklich ergebnisoffene Diskussion erreichen. Eine solche Diskussion aber schließt immer das Moment des Unerwarteten, der Überraschung und der Irritation ein. Trigger Warnings sind keine „Türöffner“, sondern Fallgatter, die solche Momente gar nicht erst aufkommen lassen.

Als praktische Lösung genügte ein einziger Hinweis vor Beginn des Studiums: Vor Literatur wird gewarnt! Sie enthält potentiell verstörende Themen, Gegenstände und Werte, die heutigen Vorstellungen und Empfindlichkeiten widersprechen können. Ihre Fremdheit ist kein Fehler, sie ist Programm. Literatur ist ein einziger großer Trigger. Jedoch: Was früher moralisch anstößig war, ist es heute oft nicht mehr und andersherum. Madame Bovary, Lady Chatterley's Lover? Kein Problem. Aber Lolita? Könnte gefährlich

werden. Dabei sei nicht verschwiegen, dass auch Dozenten von den selbst ausgewählten Texten mitunter erschüttert werden können. Der Geschwistermord in Thomas Hardys Roman „Jude the Obscure“, in Studententagen ohne Blessuren überstanden, wirkte bei wiederholter Lektüre im Seminar ein Vierteljahrhundert später ungleich verstörender. Literatur ist eine nicht enden wollende Erziehung des Herzens. Die gemeinsame emotionale Erfahrung, die man im Seminar durchleben kann, vergisst niemand so bald.

Die Literatur macht es uns nicht immer leicht, und das ist auch gut so. Literatur greift gestaltend auf das Imaginäre, auf menschliche Träume und Albträume zu; dem gilt es, sich zu stellen, ohne Scheu und ohne Bevormundung. Es kann nicht Sinn und Zweck des Literaturstudiums sein, die Herausforderung durch die Fremdheit der Fiktion zu unterbinden. Studenten und Dozenten sollten diese Herausforderung annehmen, an der sie gemeinsam in einer Atmosphäre gegenseitiger Wertschätzung wachsen können. Als Leser sind wir gehalten, unsere eigenen Maßstäbe ständig zu überprüfen. Man muss eine Figur wie Hamlet nicht mögen, man muss ihr nicht ähnlich sein, um etwas von ihr zu lernen. Man muss aber auch nicht vor ihr warnen.

Wo wollte man denn mit der Warnerei aufhören, wenn man einmal damit anfinge? Soll man finanziell klamme Studenten etwa davor warnen, dass in Dickens' Roman „Große Erwartungen“ Geldscheine verbrannt werden? Die Trigger-Warnung funktioniert nach einem kruden Reiz-Reaktions-Schema, das dem sorgsam Umgang mit Texten unmöglich gerecht werden kann. Wenn die Maßstäbe vorher schon festgelegt, die Trigger sorgsam markiert sind, können die Hinweise auf die Fremdheit des Textes nur noch Lippenbekenntnisse sein, hinter denen das Risiko und das wilde Denken der Literatur verkümmern müssten. Wo aber, wenn nicht an der Universität, wäre noch der Ort für solche Gespräche, solche Erfahrungen?

Der Autor ist Professor für Anglistik an der Universität München.

9 février (Le Point)

https://www.lepoint.fr/societe/me-marie-dose-edouard-louis-a-confondu-son-roman-avec-la-realite-08-02-2022-2463809_23.php

M^e Marie Dosé : « Édouard Louis a confondu son roman avec la réalité »

INTERVIEW. Accusé de violences sexuelles dans un livre et devant les tribunaux par le romancier Édouard Louis, Riadh B. a été relaxé. Son avocate réagit.



Édouard Louis en 2014. © Leemage via AFP

Propos recueillis par [Nicolas Bastuck](#)

Publié le 08/02/2022 à 07h00

La cour d'appel de Paris a confirmé, lundi 7 février, la relaxe de Riadh B., 36 ans, accusé d'agression sexuelle par l'écrivain Édouard Louis. La cour a requalifié les faits de vol avec violences reprochés par ailleurs au prévenu en vol simple (une tablette et un téléphone portable), le condamnant pour ce délit connexe à trois mois de prison avec sursis. L'avocat général, à l'origine de l'appel, avait requis une peine de quatre ans d'emprisonnement – dont deux ferme –, comme en première instance.

Le soir de Noël 2012, Édouard Louis avait déposé une plainte pour « viol avec arme » et « vol aggravé », mettant en cause un certain Reda (Riadh B.). Expliquant avoir eu dans un premier temps des relations sexuelles consenties avec lui, il s'était rendu compte ensuite que son téléphone et sa tablette lui avaient été dérobés. Mis en cause, son amant d'un soir serait alors devenu violent, l'étranglant avec son écharpe avant de le violer.

Édouard Louis avait raconté cette histoire dans un livre, *Histoire de la violence* ([Seuil](#)), paru en 2016. À l'issue de l'information judiciaire ouverte contre Riadh B., les faits de viol avaient été requalifiés en agression sexuelle et le mis en cause avait été renvoyé devant le tribunal correctionnel, devant lequel il encourait dix ans d'emprisonnement.

M^e Marie Dosé, qui défend depuis le début de l'affaire Riadh B. aux côtés de sa consœur Judith Lévy, réagit à cette deuxième décision de relaxe et répond aux questions du *Point*.

Le Point : Comment accueillez-vous la décision de la cour d'appel de Paris rendue ce lundi ?

M^e Marie Dosé : C'est la fin d'un éprouvant parcours judiciaire et d'une décennie de procédure pour celui qui n'a eu de cesse de clamer son innocence. Il a payé cette affaire au prix fort en passant près d'un an derrière les barreaux, en détention provisoire, avant de comparaître à deux reprises devant ses juges. Nous pensions, en décembre 2020, que la page serait tournée puisque les magistrats l'avaient relaxé. C'était sans compter sur la partie civile, qui a interjeté appel et a tout fait pour que le parquet fasse appel à son tour.

La relaxe a été confirmée par ses « seconds juges », vous êtes donc satisfaite...

Satisfaite, non, parce que Riadh B. a été trop longtemps incarcéré. Mais rassurée, oui, assurément. L'institution judiciaire acte une seconde fois, et définitivement, l'absence totale de charges contre celui qui a été en prison pendant 11 mois, pour rien. Elle a fait son travail et l'a bien fait. L'arrêt de la cour d'appel ne se contente pas d'asséner que « le doute profite à l'accusé », mais motive la relaxe de Riadh B. sur cinquante pages. Si après ça, on considère – comme le clame la partie civile – que déclarer deux fois l'innocence d'un homme équivaut à ne pas condamner un coupable, c'est la fin de l'État de droit. Ce n'est pas un magistrat mais six juges (deux fois trois, en première instance et en appel) qui ont estimé que Riadh B. n'était pas coupable.

Édouard Louis considère aujourd'hui que justice ne lui a pas été rendue, qu'il subit une « double peine », que « les institutions judiciaires fonctionnent à l'écrasement des victimes », notamment dans les violences sexuelles...

Il confond son roman avec une réalité qui n'a jamais existé. La vérité est qu'Édouard Louis s'est piégé lui-même. En affirmant, lors de la parution de son livre, que tout ce qui y est écrit est vrai, que son récit est l'exacte réalité, il s'est condamné à ne plus pouvoir faire marche arrière. C'est ce que j'explique depuis le début de cette affaire. Les témoignages de Didier Éribon et Geoffroy de Lagasnerie, porte-paroles plus que témoins, ont été écartés par la cour d'appel à juste titre. Leurs déclarations ont contredit toutes les constatations matérielles actées par les enquêteurs.

Édouard Louis et ses proches ont-ils voulu sacrifier un innocent pour préserver leur réputation littéraire ?

Je ne veux pas répondre à cette question. En revanche, je ne supporte pas de lire et d'entendre que la justice n'écoute pas les victimes lorsqu'elles refusent tous les rendez-vous judiciaires. C'est exactement le cas d'Édouard Louis. Dès sa garde à vue, Riadh B. a demandé à être confronté avec celui qui l'accusait, et Édouard Louis a refusé. Au cours de l'instruction, j'ai demandé à pouvoir poser des questions à Édouard Louis en présence de son avocat et en l'absence de Riadh B., Édouard Louis a refusé. Il n'a jamais argué de la peur que pouvait lui inspirer son prétendu agresseur pour refuser de répondre à ses questions ou à celles de son avocat, jamais. Je note par ailleurs que la cour d'appel n'a pas eu besoin de souligner l'absence et le silence de la partie civile aux deux procès pour relaxer Riadh B.. Elle se contente de relever, et c'est suffisant, qu'aucun élément ne permet de corroborer les allégations d'Édouard Louis.

Il faut rappeler encore qu'au cours de l'instruction, l'écrivain avait réclamé un non-lieu. Puis, il a maintenu sa constitution de partie civile tout au long de l'information judiciaire, et s'est surtout, par l'intermédiaire de son avocat, opposé à la mise en liberté de Riadh B., devant la chambre de l'instruction.

Que pensez-vous de cette attitude ?

Édouard Louis, Geoffroy de Lagasnerie et Didier Éribon [ses proches et soutiens, NDLR] doivent comprendre que la justice ne leur appartient pas et qu'elle n'est pas ce qu'ils décident d'en faire. Elle ne leur obéit pas. C'est ça, l'indépendance, l'État de droit, et la protection des plus faibles. Le résultat de tout cela, c'est qu'un innocent a été jeté en prison et y resté près d'un an. Au lieu de faire profil bas, ils en appellent à Primo Lévi. Je n'ai plus de mots. La justice est donc coupable d'avoir innocenté un homme à deux reprises après dix ans de procédure ? Puisqu'il est innocent, la justice est coupable ? Jusqu'où va-t-on se perdre ?

De plus en plus d'affaires de ce type sont instruites dans les médias et en prenant l'opinion à témoin. Que dit cette procédure, selon vous ?

Elle dit simplement que l'État de droit nous protège de l'arbitraire et nous protège du règne de la dictature de l'émotion. Je salue le courage des magistrats qui se sont mis à l'épreuve des faits. Et je me dis que cette résistance est la plus légitime qui soit. Je songe à Riadh B., surtout, qui a été détruit à jamais par cette affaire.

9 février (NZZ)

<https://www.nzz.ch/international/frankreich-die-wundersame-wandlung-der-marine-le-pen-ld.1668418>

Extrem gemässigt – die wundersame Wandlung der Marine Le Pen

Marine Le Pen bewirbt sich zum dritten Mal um das Präsidentenamt in Frankreich. Sie hat ihre Positionen über die Jahre angepasst, bleibt aber eine nationalistisch gefärbte Populistin. Doch neben Éric Zemmour hat sie ihren Schrecken verloren.

Nina Belz, Reims und Paris

09.02.2022, 05.30 Uhr



Marine Le Pen wirkt plötzlich nicht mehr so extrem.

JB Autissier / Imago

Marine Le Pen ist eine routinierte Wahlkämpferin. Zum dritten Mal in Folge bewirbt sie sich um das höchste Amt im Staat. Sie kann die Marktbesuche, das Tiere-Streicheln und das Kinder-Herzen. Und sie kann volle Messehallen begeistern. Sie tut es derzeit wie vor fünf Jahren – und, wie sie neulich [in einem Interview sagte](#), voraussichtlich zum letzten Mal.

Am vergangenen Wochenende hat sie rund 4000 Anhänger aus allen Ecken des Landes nach Reims fahren lassen. Die Basis umrundet ihren Startschuss für die heisse Phase des Wahlkampfs mit Folklore. Vertreter der verschiedenen Regionen haben Spezialitäten mitgebracht und bieten sie an Ständen in der Messehalle zum Verkauf an: Austern, Crêpes, Wurstwaren, Kuchen, viele Sorten Wein. Als Le Pen schliesslich zu viel zu lauter, triumphaler Musik durch die Halle auf die Bühne zuschreitet, wird sie von «Marine, présidente»-Rufen begleitet. Auch die Schlachtrufe sind die altbekanntesten.

Plötzlich nicht mehr extrem

Und doch ist dieser Wahlkampf für Le Pen fundamental anders. Bisher ist die inzwischen 53-Jährige ein Extrem gewesen. Der Tradition ihres Vaters folgend, besass sie das Monopol auf Islamkritik, die Verteidigung der französischen Identität und die Geisselung der angeblichen Masseneinwanderung. Damit polarisierte sie die politische Debatte in Frankreich wie kaum jemand anders, und dies über Jahre hinweg.

Diese Position ist ihr nun streitig gemacht worden. Nicht mehr sie, sondern der [Publizist Éric Zemmour](#) hält jetzt die schrillsten Wahlkampfreden. Dabei verwischt er die Grenzen zwischen

Islam und Islamismus. Er bezeichnet minderjährige Einwanderer aus muslimischen Ländern pauschal als kriminell und sieht die französische Zivilisation durch die Masseneinwanderung im Untergang begriffen. Er sagt Dinge, die Le Pen verklausuliert oder sich ganz versagt – und er hat damit Erfolg.

Denn manchen ist Marine Le Pen zu zahm geworden. In den letzten Wochen sind einige ihrer Gefolgsleute zu Zemmour übergelaufen, manche nicht, ohne dies in der Presse kundzutun. Zemmour hatte die Gründung einer «Union der Rechten» angekündigt. Nicht nur aus Le Pens Rassemblement national, auch bei der konservativen Partei Les Républicains folgten mehrere enttäuschte Opportunisten seinem Ruf. Die Kräfte wirken bis in Le Pens Familie. Ihre Nichte Marion Maréchal sagte kürzlich in einem Interview, dass sie bezüglich «der Kohärenz, der Vision und der Strategie» dazu neige, Zemmour zu unterstützen.

In Reims nennt Marine Le Pen Zemmours Namen kein einziges Mal. Sie drischt in ihrer gut einstündigen Rede auf Emmanuel Macron ein, der Frankreich ruiniere, der Einwanderung Tür und Tor öffne, die Schuld an der Verdrossenheit der Franzosen trage. Sein «Klon», die Konservative Valérie Pécresse, betrüge derweil ihre Wähler. Die Angriffe auf Zemmour sind subtiler: etwa wenn sie die Inklusion behinderter Kinder als eine der schönsten Erfolgsgeschichten Frankreichs lobt – denn Zemmour stellt die inklusive Schule infrage. Oder wenn sie die Einheit der Franzosen vor die «Einheit der Rechten» stellt.

Marine Le Pen ist zwar noch immer die Populistin, die «das Volk» anspricht und ihm verspricht, Frankreich französischer zu machen, als es je war. Aber sie wählt ihre Worte mit mehr Bedacht.

Ihre Wandlung hat lange vor dem Moment eingesetzt, in dem Éric Zemmour politische Ambitionen zeigte. Die sogenannte Entdiabolisierung begann, als Le Pen die Führung des Front national von ihrem Vater übernahm: vor elf Jahren. Sie nahm Abschied vom Antisemitismus und von der Nostalgie gegenüber dem Vichy-Régime, vom generellen Rassismus und der Homophobie – und damit auch von ihrem Vater Jean-Marie Le Pen. Die inhaltliche Mässigung führte zu dessen Parteiausschluss, zu einem neuen Namen (Rassemblement national) und selbst zu einem radikalen Positionswechsel in der EU-Politik.

Heute propagiert Le Pen nicht mehr den Frexit, sondern wirbt mit ihrem europäischen Netzwerk der «europäischen Patrioten»: Viktor Orbán, Matteo Salvini, Geert Wilders sowie zahlreiche andere «Freunde» wenden sich in Grussbotschaften an das Publikum in Reims und werden frenetisch beklatscht. Zudem hat Le Pen ihr Programm um einen protektionistischen Staat angereichert, der den sozial Schwachen unter die Arme greift – sofern sie die französische Staatsbürgerschaft besitzen.

Denn Le Pen ist dem Argument treu geblieben, dass die Einwanderung der Grund für eine Vielzahl von Missständen in Frankreich sei: dafür, dass sich Menschen auf der Strasse unsicher fühlen, dass es zu wenige Spitalbetten und Sozialwohnungen gibt und dass die Justiz ineffizient ist. Auch sieht

Ein letzter Anlauf – als Staatsfrau

Die letzten Jahre haben Le Pen recht gegeben: Mit ihrer Mässigung wurde das Rassemblement national für noch mehr Franzosen wählbar. Die Partei hat in den letzten Jahren mehrere Rathäuser erobert. Marine Le Pen schaffte es im Rennen um die Präsidentschaft einmal auf den dritten Platz, fünf Jahre später in die Stichwahl.

Derzeit landet sie in den Umfragen relativ beständig auf dem zweiten Platz, aber doch recht deutlich hinter Emmanuel Macron. In einer Befragung über das Image von politischen Persönlichkeiten (den Präsidenten ausgenommen) landete Le Pen kürzlich auf dem dritten Platz. [Mehr als ein Drittel der Befragten gaben an, ein positives Bild von der Politikerin zu haben.](#)

Éric Zemmour hat Marine Le Pen geholfen, ihre Wandlung von der Ultranationalistin zu einer Mainstream-Politikerin zu perfektionieren. Le Pens Anhänger skandieren wie eh und je nationalistische Slogans: «La France au Français» (Frankreich den Franzosen) oder «On est chez nous» (Wir sind bei uns). Aber die notorische Provokateurin inszeniert sich jetzt als Staatsfrau, die Provokation nun als Zeichen von politischer Unreife kritisiert.

Eine Staatsfrau, die nah am Volk bleiben will. Nachdem sie in Reims über eine Stunde ihr Programm vorgestellt hat, verlässt sie das Rednerpult und geht auf das Publikum zu. Ihre Stimme ist jetzt nicht mehr kämpferisch, sondern sanft. Sie beginnt, von ihrer Kindheit zu erzählen, von dem Bombenanschlag auf ihre Familie – sie war acht Jahre alt –, der sie gelehrt habe, wie gewalttätig Politik sein könne. Von den Herausforderungen als alleinerziehende Mutter und den politischen Niederlagen, aus denen sie gelernt habe. Nur wer selbst gelitten habe, verstehe die Leiden der anderen, sagt sie. Zusammen mit ihrer langjährigen Erfahrung qualifiziere sie das für das höchste Amt im Staat.

Das Publikum in Reims braucht Le Pen nicht mehr zu überzeugen. Und ihre Fans haben auch Argumente, weshalb Zemmour für sie keine Alternative sein kann. Er führe einen Diskurs für die Bourgeoisie, «ich bin ein Arbeiter», sagt Maxime, 25 Jahre alt. Zudem sei Zemmour zu extrem: Die pauschale Verurteilung von jungen Migranten gehe ihm als gläubigem Christen zu weit. Julie, 30-jährig, findet, Zemmour sei für Frauen unwählbar. Er sei misogyn. Und Steve, Ende 30, stört sich an dessen Homophobie.

Der Provokateur Zemmour kann Marine Le Pen zwar nicht egal sein. Aber er rückt sie dorthin, wo sie schon länger hinwollte: weg vom rechten Rand.

8 février (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/warum-der-westen-am-state-building-immer-wieder-scheitert-ld.1668309>

KOMMENTAR

Das Zeitalter des westlichen State-Building ist vorbei – es ist keine Erfolgsgeschichte

Nach dem Ende des Kalten Krieges intervenierte der Westen in Bürgerkriegen und «Schurkenstaaten». Mit gewaltigen Mitteln wurde auf Kriegstrümmern der Aufbau funktionierender Staaten versucht. Die Bilanz ist ernüchternd. Weshalb?

Andreas Ernst 08.02.2022, 05.30 Uhr



Demütigung, Krise, Rückschlag – so bezeichneten Kommentatoren die Folgen des Kollapses des afghanischen Staates für den Westen, für die transatlantischen Beziehungen und die Präsidentschaft Joe Bidens. Das alles trifft zu. Aber das Ereignis im letzten August war mehr: Es ist eine historische Zäsur.

Sie beschliesst eine Ära, die in den 1990er Jahren mit den Interventionen in Somalia und Bosnien begann und 2021 im «Graveyard of Empires» am Hindukusch endete. Es war eine Epoche westlicher Hybris, geprägt von Arroganz und Idealismus. [Michael Ignatieff](#) schrieb 2003 von einem «Empire Lite», das auszog, «to make the world safe for civilization». Doch die Interventionen und vor allem das anschliessende State-Building waren nur selten halbwegs erfolgreich. Meist scheiterten sie dramatisch.

Die geopolitische Voraussetzung für die neue Doktrin war der Sieg des Westens im Kalten Krieg. Die Sowjetunion war zerfallen, Russland unter Jelzin geschwächt und der Aufstieg Chinas zu einer Führungsmacht des 21. Jahrhunderts noch nicht absehbar. Die USA waren die «übrig gebliebene» Supermacht, der niemand Paroli bieten konnte: weder der Hard Power ihres Militärs noch der Soft Power ihrer Zivilisation. Unterstützt von westlichen «Koalitionen der Willigen» hatten sie freie Hand.

Die innenpolitische Voraussetzung dafür, dass diese Macht auch mehrfach genutzt wurde, war eine aussergewöhnliche ideologische Konstellation. Von links insistierten «liberale Falken» wie die Demokratin Hillary Clinton für «humanitäre Interventionen», um im Namen der Menschenrechte in die aufflammenden Bürgerkriege der neunziger Jahre einzugreifen. Von rechts betrieben republikanische «Neokonservative» vom Schlege des Verteidigungsministers Donald Rumsfeld den Regimewechsel in «Schurkenstaaten» – und nach dem Schock von 9/11 auch immer öfter die Intervention in «failing states», die als Brutstätten des Terrorismus betrachtet wurden.

Gemeinsam war beiden Denkrichtungen die Überzeugung, die USA seien dank militärischer Stärke, planerischem Sachverstand und finanzieller Potenz in der Lage, fast überall auf der Welt zu intervenieren, um nach militärischen Interventionen staatliche Strukturen aufzubauen, die dem westlichen Vorbild zumindest glichen.

«Nation-Building für Anfänger»

Eine Anleitung zur Umsetzung des «neuen liberalen Imperialismus», wie britische Akademiker die Doktrin nannten, lieferte die Rand Corporation. Der grösste Think-Tank des Landes zog 2007 die Summe aus einer grossen Zahl von Fallstudien. Das Produkt hiess [«The Beginner's Guide to Nation-Building»](#). Sein Ansatz lautet: Je umfassender eine Mission ist, desto zäher ist der Widerstand dagegen. Doch jeder Widerstand kann überwunden werden, wenn ausreichend Personal, Ressourcen und Zeit zur Verfügung stehen.

Nach der Logik eines Rezeptbuches bestimmten die Autoren mit Input-Output-Modellen den angemessenen Mitteleinsatz für eine Intervention. Flussdiagramme zeigen dem «State-Builder», welche Schritte zu welchen Konsequenzen führen. Erfolge werden an Benchmarks gemessen. Das Dokument zeugt von einem technokratischen Machbarkeitsdenken, das sich natürlich nicht ohne weiteres auf die politischen Verantwortlichen übertrug. Aber es erleichterte es, [wie Gerald Knaus feststellt](#), das Scheitern in Afghanistan oder im Irak als «vorübergehenden Rückschlag» auszugeben. Man musste nur den Mitteleinsatz neu optimieren.

Dass Vollmachten und Know-how der Schlüssel zum Erfolg seien, glaubte auch Paul Bremer, der amerikanische Zivilverwalter im Irak. Getragen von der Euphorie des schnellen Sieges der Koalitionstruppen gegen Saddam Hussein erliess er zu Beginn seines Mandats 2003 zwei Dekrete. Dekret Nummer 1 verfügte die Abschaffung der Baath-Partei und schloss Mitglieder der ehemaligen Regimepartei von staatlichen Posten aus. Dekret Nummer 2 befahl die Auflösung der Armee. Dann schritt er zur Privatisierung der Staatsindustrie und schrieb die Curricula an den Universitäten um.

Beabsichtigt waren die «Enthauptung» des Regimes und eine Auswechslung der Eliten, um Raum für den Um- und Neubau des Staates zu gewinnen. Doch erreicht wurde die massenhafte Vernichtung von Fachwissen und Loyalität. Ein Aufstand brach los, angeführt von Anhängern des Regimes, den später Islamisten übernahmen. Zwei Jahre später versank das Land im Bürgerkrieg.

Hätte Bremer von Paddy Ashdown lernen können? Der in Delhi geborene Spross einer britischen Familie von Soldaten- und Kolonialbeamten war von 2002 bis 2006 Hoher Repräsentant in Nachkriegsbosnien. Das Amt war mit dem Friedensschluss in Dayton 1995 geschaffen worden und verfügte ab 1997 über Vollmachten.

Auch Ashdown regierte mit harter Hand: Er feuerte Politiker, die sich der Friedensordnung in den Weg stellten, entliess korrupte Richter und unbotmässige Polizisten, und es gelang ihm, die Überreste der Armeen der Kriegsparteien unter ein Kommando zu stellen. Ashdowns Verdienste sollen nicht kleingeredet werden. Aber der relative Erfolg des State-Building in Bosnien hat weniger mit seinen Auftritten als «Prokonsul» als mit dem günstigeren Kontext zu tun.

Von Bosnien lernen?

Der wichtigste Unterschied: In Bosnien gab es einen Friedensschluss. Nach Massakern, Vertreibungen und hunderttausend Toten war in allen Bevölkerungsteilen der starke Wunsch vorhanden, die Gewalt endlich zu beenden. Nachdem die internationalen Truppen eingerückt

waren, fiel kaum mehr ein Schuss. Mit Milorad Dodik liess sich zudem ein Politiker aufbauen, der die völlig diskreditierte Führung der bosnischen Serben unter Karadzic ersetzte.

Auch äussere Faktoren wirkten positiv: Serbiens Kriegsfürst Milosevic war gestürzt und im Gefängnis. Wichtiger noch: Die EU hatte allen Balkanländern einen Beitritt in Aussicht gestellt. Da zeigten sich Perspektiven, die ungleich attraktiver waren als der verflossene Traum von Grossserbien oder Grosskroatien. Schliesslich gab es mit dem Haager Kriegsverbrechertribunal (ICTY) ab 1993 eine Institution, die zumindest ein gewisses Mass an Gerechtigkeit herstellen konnte.

Auch in Kosovo war 1999 die Ausgangslage nach dem Krieg eher günstig. Es gab zwar keinen Friedensschluss, aber doch einen klaren Sieger: die Kosovaren bzw. die Nato, die den serbischen Staat aus dem Territorium hinausgezwungen hatte. Die anschliessenden Vertreibungen von Serben schufen ein weitgehend homogenes albanisches Siedlungsgebiet. Die schnell wechselnden Chefs des Uno-Protectorats in Kosovo merkten bald, wie wenig wirkliche Macht sie hatten, und arrangierten sich mit den Warlords. Als 2004 Unruhen ausbrachen aus Frustration über die wirtschaftliche Misere und unklare Perspektiven, stellte der Westen die Weichen schnell auf Unabhängigkeit. 2008 wurde der Schritt vollzogen. Was immer noch fehlt, ist ein Friedensabkommen mit Serbien.

State-Building ist Politik, nicht Wissenschaft

Welche Lehren lassen sich mit Blick auf die dreissigjährige Ära von westlichem State-Building ziehen? Ganz offensichtlich ist State-Building keine technokratische Disziplin. Es ist vielmehr ein permanenter politischer Prozess der Aushandlung zwischen den Interventionisten und den lokalen Eliten. Diese, das zeigt sich klar, sitzen immer am längeren Hebel. Es sind die Einheimischen und nicht die Fremden, die dem Projekt Legitimität verschaffen oder entziehen können. Auch deshalb hat sich «state-building under fire», also in einem Bürgerkrieg, als unmöglich erwiesen.

Für den Erfolg des Projekts ist eine langfristige Entwicklungsperspektive notwendig. Die Beispiele auf dem Balkan legen das nahe. Nichts verschob die politischen Gewichte so stark und trug zur positiven Entwicklung in den frühen 2000er Jahren so viel bei wie das damals glaubhafte Beitrittsversprechen der EU. Die Rückschritte der letzten Jahre in Bosnien und Serbien lassen sich zu einem guten Teil mit der faktischen Abwendung der EU von der Region erklären. Sie hat die Anreize für die politische Klasse auf riskante Art verändert.

Und schliesslich bleibt die banale Einsicht, dass eine breite Kenntnis des sozialen, politischen und wirtschaftlichen Umfelds zwar notwendig ist, aber keineswegs hinreicht für ein Gelingen. Das und die wichtige Rolle von Sprach- und Geschichtskennntnissen wurden von den sich abwechselnden Kohorten von Experten meist unterschätzt.

Wer heute die Berichte der State-Builder und ihrer intellektuellen Wegbereiter liest, gewinnt den Eindruck, der darin aufscheinende Machbarkeitswahn entstamme einer anderen Epoche. Das trifft auch zu. Aber von dieser Epoche trennt uns nicht einmal ein Jahr.

7 février (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/nicolas-baverez-l-olympisme-au-service-du-totalitarisme-20220206>

Opinions

L'olympisme au service du totalitarisme

Baverez, Nicolas

Du 1er au 16 août 1936, les Jeux olympiques d'été de Berlin furent mis au service de la propagande nazie, magnifiant la puissance de l'État totalitaire et l'idéologie revendiquant la supériorité de la race aryenne. Attribués à la République de Weimar en 1931 pour marquer la réintégration de l'Allemagne dans la communauté des nations, les Jeux de Berlin permirent ainsi à Hitler de conforter sa légitimité auprès des Allemands et dans le monde. Ils donnèrent du IIIe Reich l'image parfaitement trompeuse d'une nation pacifique, tolérante et moderne, masquant le racisme d'État comme le réarmement à marche forcée. Dès le lendemain de la cérémonie de clôture, les persécutions contre les Juifs, suspendues durant les épreuves, s'intensifièrent pour déboucher sur la Kristallnacht du 9 au 10 novembre 1938. La course à la guerre, engagée avec la remilitarisation de la Rhénanie en mars 1936, s'accéléra, ponctuée par l'Anschluss avec l'Autriche, le démantèlement de la Tchécoslovaquie puis l'invasion de la Pologne.

Le monde des années 2020 est très différent de celui des années 1930. Et la Chine de Xi n'est pas l'Allemagne de Hitler. Mais il existe des points communs dans les configurations et les dynamiques. En désignant Pékin pour organiser les Jeux d'hiver de 2022 après ceux d'été en 2008, le CIO a délibérément ignoré l'avertissement de Churchill qui rappelait qu'« *un peuple qui oublie son passé se condamne à le revivre* ». Il offre à Xi Jinping, en pleine remontée des tensions internationales, une occasion unique de célébrer son modèle de totalitarisme numérique et de mettre en scène la solidarité des régimes autoritaires, qui entendent liquider la démocratie comme les valeurs universelles dont l'olympisme est l'un des fruits afin de se tailler des sphères d'influence d'où toute liberté sera proscrite.

Les Jeux olympiques d'hiver, qui se sont ouverts le 4 février dernier à Pékin, resteront dans l'histoire non pour leur dimension sportive mais pour leur caractère aberrant, qui pousse à leur extrême les dérives mercantiles et l'absence d'éthique du CIO.

Aberration sportive avec des épreuves privées de public et faussées par la bulle sécuritaire qui n'a permis qu'aux athlètes chinois de s'entraîner sur les sites des épreuves et qui concentre le risque d'exclusion en cas de test positif sur leurs compétiteurs étrangers. Aberration sanitaire avec la mise en valeur du pays qui a donné naissance et laissé s'emballer par son silence la pire épidémie depuis la grippe espagnole de 1918, tout en instrumentalisant le Covid pour renforcer son contrôle sur la vie quotidienne de la population. Aberration écologique de Jeux d'hiver organisés dans une région très aride et, pour la première fois de l'histoire, sur une neige 100 % artificielle produite par 100 générateurs et 300 canons à neige qui ont consommé 185 millions de litres d'eau, dans le cadre de la réserve naturelle de Songshan amputée du quart de sa surface pour tracer les pistes de ski et de bobsleigh. Aberration financière avec un coût pharaonique de plus de 34 milliards d'euros. Aberration politique avec l'instrumentalisation des Jeux au profit du culte de la personnalité de Xi Jinping l'année où il entend renouer avec les principes maoïstes du pouvoir à vie. Aberration internationale avec le maintien du choix de Pékin au moment où culminent les menaces de conflit armé brandies par la Chine et la Russie à propos de Taïwan et de l'Ukraine. Aberration morale avec la célébration d'un régime totalitaire organisé autour d'un Big Brother numérique qui a interné la population ouïgoure du Xinjiang, annexé le Tibet et Hongkong, placé chaque individu sous une surveillance numérique permanente.

Les Jeux d'hiver de Pékin nous offrent une image fidèle du monde des années 2020. Un monde où l'on discourt de la transition écologique mais où l'on continue à engager des investissements démesurés dans des activités prédatrices de l'environnement. Un monde où l'olympisme s'est dissous dans le sport business et la corruption. Un monde où les hommes forts des démocraties affichent leurs ambitions de puissance et leur solidarité, comme le montre la cérémonie d'ouverture des Jeux de Pékin transformée en bal des autocrates.

Trois années seulement s'écoulèrent entre les Jeux de Berlin et le pacte germano-soviétique d'août 1939 qui scella l'alliance des totalitarismes et donna un blanc-seing à Hitler pour conquérir l'Europe. Il est plus que temps que les citoyens des démocraties, particulièrement sur notre continent, cessent de se comporter en spectateurs de leur servitude annoncée pour prendre la mesure des dangers qu'ils encourent et se mobiliser au service de la défense de la liberté.

9 février (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/deficit-commercial-une-envie-d-usines-20220208>

Le Figaro, mercredi 9 février 2022 375 mots, p. 1

ÉDITORIAL

Une envie d'usines

Rebond de la croissance, chômage en baisse, créations d'emplois au plus haut... Il y a les bonnes nouvelles économiques : elles montrent que la France, gonflée au « quoi qu'il en coûte », ne se sort pas si mal de la grande crise du Covid. Et puis, il y a les autres, celles qui rappellent cruellement que le malade est très loin d'être guéri.

L'annonce d'un déficit commercial record (près de 85 milliards d'euros !) ne trompe pas sur l'état toujours inquiétant de notre économie. Il sanctionne son manque de compétitivité, qui freine la croissance, pousse aux délocalisations, désindustrialise tout un pays avec des conséquences pour le moins funestes. Faute de scieries, par exemple, les grumes de nos forêts partent en Chine pour être transformées et revendues partout (y compris en France) par des entreprises asiatiques qui empochent les bénéfices. Qui peut encore oser croire à l'« entreprise sans usines » ?

Coûteux à produire et pas assez haut de gamme, le « made in France » a du plomb dans l'aile. En vingt ans, la part de nos exportations en Europe a reculé de 30 %, quand celle de nos concurrents s'est appréciée, qu'il s'agisse de l'Italie et plus encore de l'Allemagne, dont l'excédent commercial représente près de la moitié de nos exportations.

Il faudra beaucoup plus que des Airbus, des bons vins et des produits de luxe pour inverser la tendance. Pour vaincre ce « *mal français* », comme l'a nommé le chef de l'État, il n'y a pas d'autre solution que de réindustrialiser la France. Car tout est bon dans l'industrie : elle offre des salaires plus élevés qu'ailleurs, nourrit les territoires et produit de l'innovation. Et, surtout, tout est encore possible. Les révolutions industrielles rebattent les cartes.

Notre pays peut donc revenir dans la course. À condition de réduire dès maintenant les impôts de production pour permettre aux entreprises de retrouver très vite de la compétitivité et d'investir dans les meilleurs outils. Autre priorité : former massivement des techniciens et des ingénieurs (rétablissons sans tarder les maths au lycée), sans lesquels il n'y aura pas de reconquête. Et plus que tout : inscrivons l'industrie au cœur du récit national des décennies à venir. Il est temps de faire campagne pour nos usines !

8 février (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/02/08/commerce-exterieur-un-mal-francais_6112776_3232.html

Commerce extérieur : un mal français

ÉDITORIAL

Le Monde

Editorial du « Monde ». Depuis plus de vingt ans, la France importe beaucoup plus qu'elle exporte. L'une des causes tient à la désindustrialisation et à un problème de spécialisation.

Publié aujourd'hui à 10h51, mis à jour à 13h07 Temps de Lecture 2 min.

Editorial du « Monde ». La sortie de crise en France a réservé des bonnes surprises. Le fort rebond de la croissance, des [créations d'emplois à un niveau historique](#), un [chômage en baisse sensible](#) et des Français qui n'ont jamais créé autant d'entreprises. En revanche, il n'y a pas eu de miracle pour le commerce extérieur. Bien au contraire, le déficit a continué de se creuser, inexorablement.

Le sujet n'est pas nouveau. Depuis plus de vingt ans, nous importons beaucoup plus que ce que nous exportons. **Notre balance commerciale n'est que le reflet de nos choix économiques. La croissance reste dépendante de la consommation, tandis que la production sur notre sol a été négligée.** En 2021, le déficit s'est élevé à 84,7 milliards d'euros. **En trente ans, la part des produits français dans les exportations mondiales a chuté de 60 %.** Ce « mal français » pèse sur le rythme de la croissance, il a mité le tissu industriel et a **fragilisé les bassins d'emploi.**

Inutile de chercher à se retrancher derrière des causes conjoncturelles. Elles ont joué un rôle. Mais la forte hausse des prix du pétrole et du gaz que nous importons massivement ou encore la crise du secteur aéronautique, l'un de nos principaux postes d'exportation, n'ont fait qu'accentuer une tendance structurelle.

Désindustrialisation

L'une des causes tient à la désindustrialisation de notre économie. La part de la valeur ajoutée du secteur manufacturier est tombée de 15,7 % en 2000 à 11,2 % aujourd'hui. Sur cette période, la production automobile a été divisée par deux. Il y a quelques semaines, le Haut-Commissariat au plan a dressé un constat accablant. **Sur 9 000 produits du quotidien (fruits, légumes, vêtements, électroménager, équipements professionnels), les deux tiers contribuent au déficit commercial, pour un montant total de 266 milliards d'euros.** Nos Airbus, Rafale, parfums et sacs de luxe sont loin de compenser ce déséquilibre.

La mondialisation n'est pas la cause principale de la situation. L'essentiel de notre déficit commercial vient de nos échanges avec le reste de la zone euro. Par ailleurs, la monnaie unique n'empêche ni l'Allemagne, ni l'Espagne, ni l'Italie de dégager des excédents.

Les raisons sont plutôt à chercher dans la structure de notre économie. Celle-ci souffre principalement d'un problème de spécialisation en restant **trop focalisée sur une production de milieu de gamme, qui subit de plein fouet la concurrence des pays dont les coûts sont inférieurs.** L'enjeu n'est pas tant de réduire les prix de revient pour vendre moins cher que d'améliorer la qualité et le positionnement de ce qui est fabriqué en France.

Trois leviers peuvent être actionnés. La réindustrialisation d'abord. Bonne nouvelle : sa nécessité ne fait plus débat, la crise ayant provoqué une prise de conscience de nos vulnérabilités. En 2021, la France a compté deux fois plus d'ouvertures de sites industriels que de fermetures et, depuis 2015, l'emploi dans ce secteur s'est stabilisé. Ce sont des signes encourageants.

L'innovation, ensuite. Le [plan France 2030](#) est censé donner un nouvel élan dans ce domaine, alors que la montée en puissance de notre écosystème de start-up au cours des dix dernières années commence à porter ses fruits. **L'élévation des compétences de la main-d'œuvre, enfin. Notre système éducatif et de formation professionnelle n'est pas assez efficace.** Au-delà des moyens, c'est toute son organisation qui doit être repensée.

Pour venir à bout de ce « mal français », il faut poursuivre et accentuer les efforts qui ont commencé à être engagés. Mais le retour à un excédent commercial sera de toute façon un chantier de longue haleine.

8 février (Lyon.Mag)

<https://www.lyonmag.com/article/120957/le-directeur-du-forum-gay-et-lesbien-de-lyon-demissionne-et-denonce-l-emprise-du-mouvement-woke>

Le directeur du forum Gay et Lesbien de Lyon démissionne et dénonce l’emprise du mouvement “woke”



Illustration - LyonMag

Nombreux sont les désaccords entre les associations lyonnaises dans la lutte LGBT.

Après 4 ans de présidence, le directeur du forum Gay et Lesbien de Lyon démissionne, et ce pour plusieurs raisons. Il est d’abord question de problèmes de gestion de l’association, qui s’est retrouvée sans secrétaire depuis juin 2021. Mais aussi de la prise de pouvoir grandissante du Centre LGBTI Lyon qui héberge le FGL, et de la Commission européenne sur les nations. *“Les règles qui nous sont imposées me sont devenues insupportables”*, explique Philippe Dubreuil dans un post [Facebook](#).

Mais *“l’emprise du mouvement “woke” sur la militance LGBTI depuis plusieurs années”* est la troisième raison ayant poussé le directeur à la démission. Il poursuit : *“Je ne me reconnais plus dans leurs nouveaux combats que sont l’intersectionnalité, la convergence des luttes des minorités contre la société, la lutte contre l’islamophobie exclusivement, le néo-féminisme, la non-mixité choisie sorte de nouveau communautarisme, le néo-décolonialisme, la discrimination positive, la suppression du genre.”*

Le directeur fait certainement écho au scandale qui a éclaté l’été dernier lors de la [Marche des fiertés](#) à Lyon. Pour rappel, le cortège était scindé pour chaque initiale du mouvement LGBTQIA+. La tête de cortège, réservée exclusivement aux *“queer racisés”* (de couleur, ndlr), avait suscité le plus de réactions. Le paradoxe d’un ostracisme assumé des organisateurs de la Pride était à son comble. Pourtant, le mouvement LGBT se veut de rassembler un maximum de monde.

Un combat qui ne serait pas le bon d’après le directeur du forum lyonnais. *“Pendant 25 ans, j’ai milité pour l’égalité des droits entre les personnes LGBTI et les hétéros et contre les discriminations envers les homosexuels et transsexuels. Beaucoup d’avancées législatives ont eu lieu en 25 ans. Beaucoup de travail reste à accomplir pour faire évoluer les mentalités et faire accepter les personnes LGBTI, en particulier dans certaines communautés réfractaires par leur culture et leur religion,”* précise-t-il.

Il clôture sa présidence en espérant que *“le Forum Gay et Lesbien ne finira pas comme ARIS et sera assez fort pour ne pas se faire absorber par le Centre LGBTI.”*

7 février (Le Point)

https://www.lepoint.fr/presidentielle/coignard-fabien-roussel-invente-le-glamour-communiste-08-02-2022-2463816_3121.php

Coignard – Fabien Roussel invente le glamour communiste

CHRONIQUE. Le candidat du PCF occupe un rang modeste dans les sondages. Mais il incarne une nouveauté et une fraîcheur qui font défaut à gauche.



Avec Fabien Roussel, la politique, l'économie, la fiscalité, c'est simple comme un sourire !© CHRISTOPHE SIMON / AFP

Par Sophie Coignard

Publié le 08/02/2022 à 08h00

Quelle bête de scène ! À Marseille, le week-end dernier, son meeting a pris des allures de grand spectacle, avec plus de 3 000 participants enthousiastes. Dans les derniers sondages, il se situe devant la candidate socialiste Anne Hidalgo (3,5 % contre 2,5 % dans le dernier Ifop).

Fabien Roussel a « une gueule », comme on dit, mais aussi une gouaille, un sourire, un air de proximité avec chacun des électeurs. Pas seulement ceux de son camp, réduits depuis longtemps à la portion politique congrue (Marie-George Buffet, dernière candidate communiste qui a concouru à la présidentielle, a remporté moins de 2 % des suffrages). Ce communiste à visage humain a le sens du contact et celui de la formule. Il incarne une forme de nouveauté et de franc-parler qui tranche avec les autres candidats de gauche. Ainsi, il propose de remplacer la théorie du ruissellement par celle du « roussellement », une fameuse trouvaille.

Et un positionnement singulier. Il se distingue de Jean-Luc Mélenchon ou de Yannick Jadot par sa défense du nucléaire, mais aussi, pour reprendre l'expression malheureuse de Benjamin Griveaux en 2018, celle « des gars qui fument des clopes et qui roulent au diesel ». Pas sûr que cela suffise à ramener au bercail un électorat populaire qui a largement migré chez Marine Le Pen. Mais en attendant, son franc-parler « imprime ». Même à droite, on lui trouve parfois un certain charme, très « chasse, pêche, nature et traditions ». N'a-t-il pas défendu récemment « le bon vin, une bonne viande, un bon fromage » ? Il ne pouvait rêver mieux que la réaction des écolos de service et autres bonnes consciences véganes, qui lui ont permis d'en rajouter dans la défense du terroir, « de la bonne viande que tout le monde puisse en manger, se payer ».

Le vernis craque

Évidemment, si l'on entre dans le détail de ses propositions, le vernis craque. Fini la rigolade. Plus question de bamboche, fût-ce autour des bons produits du terroir, pour la simple et bonne raison qu'il n'y aura plus rien dans les assiettes. L'impôt sur la fortune ? Fabien Roussel ne propose pas seulement de le rétablir, mais de le tripler. Son leitmotiv peut être facilement mémorisé : un impôt plus léger pour les petits, et plus lourd pour les plus gros. Le smic ? De grands timides s'engagent à l'augmenter de 10 %. Avec lui, ce serait 1 500 euros net, soit un brut de près de 2 000 euros. Le tout en s'orientant vers la semaine de 32 heures. Et puis, il y a le fameux « roussellement », une théorie économique à la fois magique et narcissique : « augmenter les salaires et les retraites, rendre du pouvoir d'achat aux Français ». Avec Fabien, la politique, l'économie, la fiscalité, c'est simple comme un sourire !

7 février (Le Point)

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/luc-de-barochez-la-supercherie-de-l-apartheid-israelien-08-02-2022-2463812_32.php

Luc de Barochez – La supercherie de « l'apartheid » israélien

ÉDITO. En reprenant l'accusation contre l'État hébreu, Amnesty International commet non seulement un mensonge historique, mais aussi une faute politique.



Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International, à Jérusalem-Est, le 1^{er} février 2022. © MOSTAFA ALKHAROUF / ANADOLU AGENCY / Anadolu Agency via AFP

Par *Luc de Barochez*

Publié le 08/02/2022 à 07h30

Israël, coupable d'apartheid contre les Palestiniens ? L'accusation, ancienne, est revenue au premier plan avec le rapport qu'Amnesty International lui a consacré le 1^{er} février. Le statut de la Cour pénale internationale, rédigé en 1998, décrit l'apartheid comme un ensemble d'« *actes inhumains* » visant à perpétuer un « *régime institutionnalisé d'oppression systématique et de domination* » d'un groupe racial sur un autre. En clair, un crime contre l'humanité. Amnesty conclut que l'État d'Israël considère et traite la population palestinienne comme un groupe racial « non juif » inférieur.

La charge a beau être accablante, elle est factuellement erronée, moralement injuste et politiquement contre-productive. La supercherie est dévoilée par les auteurs du rapport eux-mêmes qui soulignent (page 14 de la version originale anglaise) que le traitement des Palestiniens par Israël n'est ni « *identique* » ni même « *comparable* » à la manière avilissante dont la minorité blanche sud-africaine opprimait les Noirs entre 1948 et 1994.

Un travestissement de l'Histoire

Dès lors, pourquoi établir un parallèle ? Pourquoi brandir le terme d'apartheid, dont Amnesty n'use pas pour décrire le sort des Kurdes en Turquie, ni celui des travailleurs du sous-continent indien dans les monarchies du Golfe, ni même le traitement des musulmans dans la région du Xinjiang en Chine, enfermés par centaines de milliers dans des camps de « rééducation » et stérilisés de force par les autorités communistes ?

On n'ose imaginer qu'il s'agisse simplement de diaboliser l'État juif, de lui signifier qu'il n'a pas sa place dans le concert des nations. **De fait, Amnesty s'inscrit dans le droit fil de la résolution de 1975 de l'Assemblée générale de l'ONU, qui assimilait « sionisme » et « racisme ».** Bien que la même Assemblée eût révoqué ce texte en 1991, la thèse a prospéré, portée par la vague « woke » qui place les questions identitaires et raciales

au centre de la grille de lecture des rapports de domination. Elle a resurgi à la conférence de Durban organisée par l'Unesco en 2001, ou dans le boycott de produits israéliens lancé par des ONG qui invoquent leur « antisionisme », nouvel avatar « éveillé » de l'antisémitisme.

Amnesty, cependant, va un cran plus loin. Son rapport met dans le même panier non seulement la politique d'occupation menée par Israël, et en particulier les implantations de population juive en Cisjordanie qui sont illégales au regard du droit international, mais aussi les discriminations contre **les citoyens arabes d'Israël**. **Ceux-ci (20 % de la population israélienne)** sont pourtant représentés au gouvernement, au Parlement, à la Cour suprême... **Issawi Frej, deuxième ministre musulman de l'histoire d'Israël, militant de gauche humaniste entré en 2021 au gouvernement, a résumé ce qu'il fallait penser du rapport d'Amnesty : « Israël a beaucoup de problèmes qui doivent être résolus, dans le pays et aussi, évidemment, dans les territoires occupés, mais Israël n'est pas un État d'apartheid. »**

Que l'État d'Israël lui-même soit juif est un héritage de l'Histoire qui a beaucoup à voir avec l'antisémitisme européen qui culmina dans la Shoah. L'accuser d'apartheid n'est pas seulement un mensonge. C'est un travestissement de l'Histoire à des fins politiques. C'est une relativisation insupportable des crimes contre l'humanité qui furent commis contre la majorité noire en Afrique du Sud. C'est enfin une faute politique, car **le conflit israélo-palestinien n'est pas fondé sur une inimitié ethnique. Il exprime le choc de deux nationalismes qui s'affrontent pour le même territoire**. Il ne pourra donc s'achever que par un compromis territorial. La tâche est éminemment complexe. **Encourager la délégitimation d'Israël, comme le fait Amnesty, la rend encore plus inextricable.**

5 février (The Economist)

<https://www.economist.com/united-states/2022/02/03/a-new-study-finds-preschool-can-be-detrimental-to-children>

Preschool education

A new study finds preschool can be detrimental to children

But the picture may not be as gloomy as it seems



Feb 3rd 2022

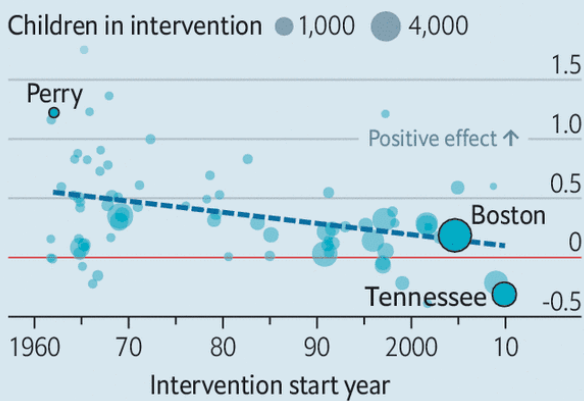
Free, universal preschool for three- and four-year-olds is a key component of the Democrats' agenda. Proponents say pre-kindergarten, or pre-k, education can be transformative for children, particularly those from disadvantaged backgrounds. A new study seems to contradict this. It finds that children who attended a pre-k programme in Tennessee actually scored worse on a range of education and behavioural measures. Yet this might reflect general improvements in early education rather than the impact of one programme.

Studies from the 1960s and 70s suggested that pre-k might be a silver bullet for improving the outcomes of poor children. In one striking example, those enrolled in the Perry Preschool Project, which targeted African-American children from low-income families, were by the age of five more than twice as likely to have an iq above 90. As adults, they committed fewer crimes and earned more money. For every dollar spent, the programme generated nearly \$13 in economic returns.

Falling, if not failing

United States, effect of preschool programmes

Standard-deviation units



Sources: "Investing in preschool programmes",
by G.J. Duncan and K. Magnuson, 2013; *The Economist*

The Economist

More recent results are far more nuanced (see chart). A meta-analysis of 22 experiments conducted between 1960 and 2016 shows that children who were enrolled in preschool were less likely to need special-education services or repeat years and graduated from high school at higher rates. But the improvements were small. One study published in 2021 of programmes in Boston found that attending preschool did not affect test scores in adolescence but did boost high-school graduation and college attendance.

The new study complicates the picture further. Researchers at Vanderbilt University followed nearly 3,000 disadvantaged Tennessee children, some of whom were randomly assigned places in a free pre-k programme. Like previous studies they found that attending preschool made children better-prepared for kindergarten. But the benefits ended there. Between third and sixth grade, the children who attended preschool did worse on standardised tests, had lower school attendance, racked up more disciplinary infractions and needed more special-education services.

The effects were small, however. The biggest differences were in sixth grade, where scores in reading and maths were between 1% and 4% lower than for children who were not given spots in the programmes. In the context of previous studies, this difference is modest.

Measuring the impact of pre-k is difficult. Many of the effects don't emerge until later in life. And the effect of individual programmes is becoming harder to isolate. In the Tennessee study 18% of children in the control group enrolled in Head Start, a programme offering early education, nutrition and health care to children from low-income families. A further 16% attended private day-care centres. Parenting has also changed a lot since the 1960s: parents are more hands-on, and home-educational resources have vastly improved.

The quality of pre-k instruction may have deteriorated, too. Programmes have expanded. Teacher-student ratios in Tennessee were double those in the Perry project. And America has the third-lowest spending on early-childhood education among 36 mostly rich oecd countries.

Even if pre-k programmes are only as good as the alternatives, they help in other ways. They allow parents to return to work. A number of papers have found that the economic benefits of child-care or pre-k programmes vastly outweigh the costs.

7 février (NZZ)

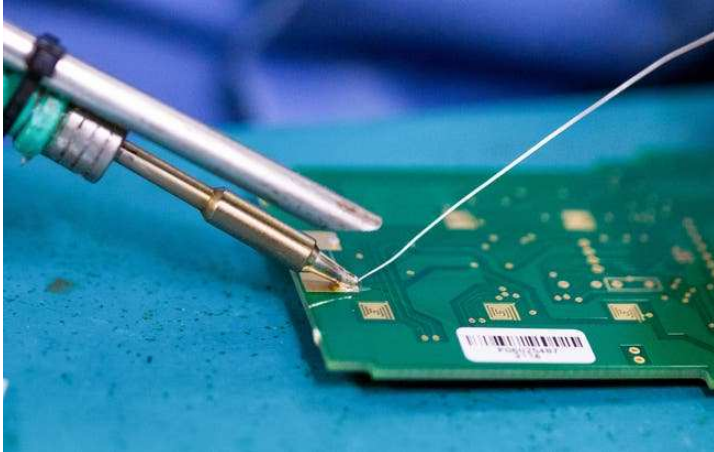
<https://www.nzz.ch/meinung/milliarden-fuer-chips-schaedlicher-wirtschaftsnationalismus-ld.1668504>

KOMMENTAR

Milliarden für Chipfabriken: Der Wirtschaftsnationalismus kommt nach Europa

Mit Dutzenden Milliarden will die EU die Produktion modernster Chips auf ihrem Boden erzwingen. Dies markiert einen Wendepunkt: Die marktwirtschaftlichen Prinzipien, die einen Binnenmarkt erst gross gemacht haben, werden bedenkenlos über Bord geworden.

Christoph Eisenring 07.02.2022, 16.31 Uhr



Die EU will Chips lieber selber machen und dafür Milliarden in die Hand nehmen.

Chris Ratcliffe / Bloomberg

Auch das ist ein Kollateralschaden der Pandemie. Die vorübergehenden Lieferengpässe haben den Appetit der Politiker auf «wirtschaftliche Souveränität» verstärkt. Wichtige Güter, so die vermeintliche Lehre aus der Krise, müsse man selbst produzieren, um nicht in die Bredouille zu geraten.

In der EU führt dieser Wirtschaftsnationalismus zu einem enormen Subventionsprogramm für die Chipindustrie, das am Dienstag vorgestellt wird. Wobei man von Subvention, pardon, laut dem federführenden EU-Kommissar, Thierry Breton, gar nicht sprechen sollte. Es handle sich vielmehr um eine Kompensation für das Risiko, das die Unternehmen eingingen, sagte er der «Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung».

Mit anderen Worten: Firmen sehen offenbar keine Möglichkeit, dass sich riesige Fabriken für Chips der neusten Generation in Europa je rechnen. Also soll der Staat bis zur Hälfte der Investitionskosten tragen. Die Rede ist von insgesamt 30 Milliarden Euro.

Um marktwirtschaftliche Prinzipien foutiert

Weshalb siedelt sich im Moment kein Chipfabrikant freiwillig in der EU an, um hochmoderne Halbleiter zu produzieren? Das hat mit den höheren Kosten zu tun, aber auch damit, dass die Abnehmer meist in den USA oder in Asien sitzen, man denke an das Zusammenbauen von Computern oder iPhones. Europas Autoindustrie braucht dagegen andere Chips, die heute zum Teil schon in Europa gefertigt werden.

Bretons Pläne markieren einen Wendepunkt. Die EU hat in den 1990er Jahren etwas zustande gebracht, wofür sie zu Recht bewundert wird: einen Binnenmarkt, auf dem rund eine halbe Milliarde Menschen täglich einkaufen. Dieser beruht darauf, dass Firmen das produzieren, was sie am besten können. Diese Arbeitsteilung und Spezialisierung hat den Wohlstand der Europäer erhöht. Sekundiert wird der Binnenmarkt von einem strengen Beihilferecht: Staaten dürfen ihre Unternehmen im Normalfall nicht unterstützen, damit der Wettbewerb nicht verfälscht wird.

Was sagt nun Breton? Auf eine internationale Arbeitsteilung könne man sich in der Produktion von Chips nicht einlassen. En passant hebt er die bisher restriktiven Beihilferegeln aus.

Das ist eine Bankrotterklärung für einen Kommissar, der doch für den Binnenmarkt verantwortlich ist. Zweierlei ist an Bretons Plänen schwer nachvollziehbar: Zum einen sind die bisherigen Erfahrungen mit staatlicher Industriepolitik ein Debakel. Deutschland hatte zum Beispiel über Jahre seine Solarindustrie gepöppelt, doch am Schluss ging die Fertigung grösstenteils nach China.

Und Frankreich hatte in den 1980er Jahren sogar ganze Industrien verstaatlicht – man erinnere sich etwa an den Computerhersteller Bull –, doch den Strukturwandel konnte man so nicht aufhalten, verbrannte aber viele Milliarden.

Auf das Eigeninteresse der Firmen setzen

Zum anderen stellt sich den Plänen offenbar niemand offen entgegen. Breton soll die Deckung der Kommissionspräsidentin Ursula von der Leyen haben. Die Pläne passen denn auch zum deutsch-französischen Bestreben, bei der Bildung von «nationalen Champions» das Kartellrecht «grosszügig» auszulegen. Gerade in solchen Fällen merkt man, wie sich seit dem Austritt der Briten das Gleichgewicht weg von marktwirtschaftlichen Prinzipien verschoben hat.

Stattdessen schwört Breton auf mehr Staat: Ihm schwebt vor, dass die EU-Kommission in Krisen den Einkauf von Halbleitern bündelt und Ausfuhren sogar verbieten kann. Dabei lassen sich selbst die extrem spezialisierten Halbleiter der neusten Generation, die Breton unbedingt fördern will, heute etwa aus Taiwan und Südkorea sowie wohl bald aus den USA beziehen.

Damit liegt die Lehre aus der Pandemie auf der Hand: Unternehmen tun gut daran, ihre Lieferketten zu verbreitern, damit sie mehrere Bezugsquellen haben – das Eigeninteresse der Firmen ist denn auch der richtige Hebel für eine Marktwirtschaft und nicht eine Chip-Planwirtschaft à la Breton.

7 février (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/le-taux-de-chomage-des-etrangers-est-il-deux-fois-superieur-a-celui-des-francais-202109296>

mercredi 29 septembre 2021 - 08:37 UTC +02:00 1473 mots

Économie ; Conjoncture

Le taux d'emploi des étrangers extra-européens est-il de seulement 45% ?

LA VÉRIFICATION - «44% des étrangers en France ont un travail», a souligné Guillaume Peltier. Éric Zemmour déplore, de son côté, un taux de chômage élevé chez cette population.

LA QUESTION. Le débat sur l'inclusion des étrangers dans le marché du travail s'invite dans l'élection présidentielle. Ce week-end, sur le plateau du *Grand Jury* RTL-LCI- *Le Figaro*, Guillaume Peltier a rappelé qu'Éric Zemmour souhaitait « *qu'un étranger qui serait au chômage plus de six mois* » puisse être expulsé. « *44% seulement des étrangers en France ont un travail* », a avancé le porte-parole du candidat, considérant qu'environ deux millions et demi de personnes devraient quitter le territoire national.

Ainsi, selon l'ancien député LR, 56% des étrangers ne travailleraient pas. Un chiffre qui avait déjà été avancé par le passé par Éric Zemmour. Sur l'émission politique « *Élysée 2022* », en décembre dernier, le candidat avait déclaré que le taux d'emploi des étrangers extra-européens était particulièrement faible, de l'ordre de « *45%* », « *c'est-à-dire qu'il y a 55% d'étrangers qui ne travaillent pas* ». Quelques semaines plus tôt, l'ancien journaliste avait aussi déploré un taux de chômage particulièrement élevé chez les étrangers : « *Aujourd'hui, il y a un taux de chômage de 8%. Le taux de chômage des étrangers est de 14%* », avait-il noté sur RMC, début octobre. Un mois plus tard, il avait indiqué que le taux de chômage atteignait même 24% chez les étrangers extra-européens. Mais ces chiffres cités par Éric Zemmour et son porte-parole sont-ils justes ?

VÉRIFICATIONS. Avant de questionner les chiffres, il est nécessaire de préciser quelques détails sémantiques. Le taux d'emploi est défini par l'Insee comme le « *rapport entre le nombre de personnes en emploi et le nombre total de personnes* ». Le plus souvent, l'assiette utilisée est la population en âge de travailler, autrement dit, les personnes de 15 à 64 ans.

Selon Eurostat, le service statistique rattaché à l'Union européenne, en 2019, le taux d'emploi des personnes venant de pays hors UE à 28 (en prenant en compte le Royaume-Uni, donc) atteignait 49,9% en France, contre plus de 66% pour les nationaux. Une différence importante, donc, mais un peu moins marquée que ce qu'indiquait Éric Zemmour.

Contactée pour avoir des chiffres à jour sur l'emploi des étrangers et des immigrés, la direction générale des Étrangers en France - rattachée au ministère de l'Intérieur - nous a fourni des données de 2020 prenant en compte la population totale, et non pas seulement celle en âge de travailler. En outre, cette année a été marquée par la crise sanitaire. D'où un taux d'emploi plus faible, de 40,2% pour les étrangers hors UE. Les étrangers européens, quant à eux, affichent un taux de 42,4%. En 2019, ces chiffres s'établissaient respectivement à 43,9% et 51,6%. En outre, le taux des étrangers hors UE avait plutôt tendance à augmenter, ces dernières années, quand celui des étrangers UE stagnait autour de 52%, selon la place Beauvau.

Les données officielles oscillent donc entre 40 et 50%, en fonction de la population choisie. Les chiffres avancés par Éric Zemmour (45%) et Guillaume Peltier (44%) se situent bien dans cette fourchette. Dans son enquête emploi, l'Insee notait, à titre de comparaison, en mai, que près de la moitié (49,9%) des immigrés originaires d'Amérique ou d'Océanie âgés de 15 à 64 ans était en emploi en 2020, contre 53,4% de ceux originaires d'Asie, 51% pour ceux venant d'Afrique et 64,8% pour ceux venant d'Europe. Soit un total de 55% des immigrés en emploi (contre 63,9% pour les non-immigrés).

Le chômage des étrangers plus élevé

Penchons-nous maintenant sur la question du chômage des étrangers. Éric Zemmour n'est pas le seul à s'intéresser à cette question : fin septembre, le président du Rassemblement national, avait lui aussi souligné le taux de chômage élevé chez cette population. Alors que le présentateur d'une émission sur BFMTV déclarait qu'« *en France, les bras des étrangers font tourner une bonne partie de notre économie* », Jordan Bardella avait assuré que le taux de chômage pour les personnes étrangères était « *pratiquement le double que pour les personnes françaises* ».

Cette observation est globalement exacte : si l'on prend les données de l'Insee, le taux de chômage des étrangers non originaires de l'Union européenne était en 2020 de 18,4%, soit 2,5 fois plus élevé que celui des personnes de nationalité française (7,4%). Les étrangers en provenance de l'Union européenne, qui comptent pour un tiers des étrangers, présentent à l'inverse un taux de chômage de 6,9%, inférieur à celui des Français. Si l'on pondère ces deux résultats à leur poids dans la population, on note que les étrangers sont environ 14,7% au chômage en 2020, soit quasiment deux fois le taux de chômage des Français la même année,

ce qui donne raison à Jordan Bardella. Eric Zemmour, pour sa part, a raison sur le chiffre global, mais surestime le chômage des Extra-européens.

Incompatibilité de l'offre et de la demande

Mais pour quelle raison les étrangers sont-ils plus nombreux que les Français à pointer au chômage ? «*Les immigrés rencontrent des difficultés qui leur sont propres, liées à leur expérience de migration, explique l'Insee. La reconnaissance des qualifications étrangères, la maîtrise de la langue, les barrières administratives relatives à la nationalité peuvent notamment expliquer les obstacles qu'ils rencontrent à la fois pour trouver un emploi et pour que celui-ci soit en adéquation avec leurs compétences.* »

Sans surprise, la réponse à la question du chômage des étrangers - et de leur moindre taux d'emploi - est donc multifactorielle, selon l'Insee. La compatibilité des profils étrangers avec l'offre d'emploi disponible en France en est toutefois l'une des explications principales, rappelle l'économiste spécialiste de l'emploi Vanessa Di Paola. «*L'une des raisons [au fort taux de chômage des étrangers] tient au niveau de formation et de compétences assez faibles des travailleurs étrangers, souvent déjà en difficulté dans leurs propres pays* », note-t-elle. «*L'inadéquation des compétences des travailleurs avec le marché français explique en priorité ces chiffres [du chômage]* », appuie son confrère spécialiste de politique économique Frédéric Tristram.

En d'autres termes, le profil des étrangers, peu qualifiés, ne collerait pas avec les besoins en termes de main-d'œuvre en France. «*La majorité des offres [d'emploi en cours] sont sur des emplois qualifiés dans la santé, le BTP, l'industrie, le transport et la logistique, parfois accompagnées d'exigences en matière de compétences numériques*», expliquait en septembre au *Figaro* l'économiste spécialiste du marché du travail à l'Institut Montaigne Bertrand Martinot. Parmi les secteurs sous tension, le nombre de postes à pourvoir augmentait ainsi en 2020 par rapport à 2019 de 44% dans la santé, de 27% dans les commerces de bouche et les métiers de la restauration ou de 19% dans la logistique.

Or selon une note de l'Insee datant de 2019, les étrangers étaient particulièrement surreprésentés chez les ouvriers (11 % sont étrangers) et les artisans, commerçants et chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus (8 %). Ils étaient au contraire sous-représentés parmi les professions intermédiaires (3 %) et les cadres (5 %). Le rapprochement de ces données de l'Insee avec les chiffres de Pôle Emploi au-dessus donne une bonne idée de l'inadéquation entre la demande et l'offre, et donc de l'incompatibilité des compétences et des emplois.

Diplômes peu reconnus

D'autres raisons sont avancées par l'Insee comme par Vanessa Di Paola pour expliquer les difficultés des étrangers à trouver un travail. «*Parfois il n'existe pas d'équivalence pour les diplômes étrangers, ou alors ils sont très mal reconnus* », assure l'économiste. Par ailleurs, «*les étrangers viennent souvent vivre dans les grandes métropoles, où le marché du travail est déjà très tendu*». Des problématiques de maîtrise de la langue, orale ou parlée, sont également à prendre en considération d'après la spécialiste.

Enfin l'Insee rappelle qu'en dehors de ces explications, il subsiste des «*écarts inexplicables*», qui sont «*peut-être*» liés à de la discrimination à l'embauche, même si ceux-ci sont «*difficiles à prouver statistiquement*», comme le rappelle Vanessa Di Paola.

En résumé, il est vrai que le taux d'emploi de la population étrangère est inférieur à celui des Français. La tendance des étrangers à être plus au chômage que les nationaux, également prouvée par les chiffres, a quant à elle différentes causes : des compétences pas forcément en adéquation avec la recherche de main-d'œuvre dans l'Hexagone, une maîtrise de la langue pas toujours suffisante et des diplômes parfois peu reconnus, ainsi qu'une discrimination à l'embauche, difficile à évaluer statistiquement.

6 février (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/rezensionen/sachbuch/navid-kermanis-neues-buch-17760607.html>

Navid Kermanis neues Buch : Wie soll man über etwas reden, für das es keine Worte gibt?

- Von [Mark Siemons](#)
- -Aktualisiert am 06.02.2022-11:28



Navid Kermani in seinem Arbeitszimmer in Köln am 6. November 2019 Bild: dpa

In seinem neuen Buch schildert Navid Kermani die allabendlichen Gespräche mit seiner Tochter. Es geht darum, was für ihn als gläubigen Muslim Gott bedeutet.

Wie spricht man über etwas, das sich der Sprache entzieht? [Navid Kermani](#) hat jetzt ein Buch darüber geschrieben, was Gott für ihn als gläubigen Muslim bedeutet, und nichts wiederholt er darin öfter, als dass sich Gott gar nicht in Worte fassen lasse. Die meisten Bücher, die mit Religion zu tun haben, versuchen aus diesem Widerspruch herauszukommen, indem sie sich mit anderen Büchern beschäftigen, also mit Ideen, Gebräuchen, Werten, historischen Entwicklungen. Das wollte Kermani nicht. Für ihn wäre das so, schreibt er gleich zu Beginn, als würde man die Kleidung eines Menschen beschreiben, nicht aber den Menschen selbst.

Stattdessen ist sein Buch als Gespräch mit der zwölfjährigen Tochter angelegt, um ein Versprechen zu erfüllen, das er seinem Vater kurz vor dessen Tod gegeben hatte: die Enkelin „den Islam zu lehren, wenn er nicht mehr da ist, unseren Islam, den Islam, mit dem ich aufgewachsen bin, den Islam, den auch er als Kind in Isfahan erlebt hatte, den Islam unserer Vorfahren“. Während die Tochter in der Schule ist, schreibt ihr Schriftsteller-Vater nun also jeden Tag nieder, was er ihr abends von seinem Glauben erzählen will, und am nächsten Tag nimmt er ihre zahlreichen Einwendungen auf, wenn er zu einem neuen Kapitel übergeht. Das ist nicht nur ein erzählerischer Kniff, um das strenge Thema zugänglicher zu machen. Diese Form gehört unmittelbar zum Inhalt, so wie Kermani ihn versteht, zum Paradox eines Redens über etwas Unsagbares.

So wie du einen Apfel riechst

Streng genommen, sagt Kermani seiner Tochter, glaubte Opa gar nicht an Gott. „Er sah Gott, er begriff Gott, also wirklich, wie du etwas mit den Händen ergreifst, er roch Gott, so wie du einen Apfel siehst, be-greifst, riechst.“ Wie soll man eine solche Erfahrung anders weitergeben können als innerhalb der Familie, die Opa kennt mit allen seinen Eigenheiten? Kermani schafft es in diesem Buch, dass wir Leser Teil dieser Familie werden und Opa kennenlernen, noch bevor wir mit dem vertraut werden, was er gesehen hat.

Solch ein jahrhundertealte Überlieferungen fortsetzendes Gespräch zwischen den Generationen über gemeinsame menschliche Erfahrungen ist nun allerdings keineswegs allgemein üblich; längst sind eher

Gespräche über abstrakte Prinzipien, über Regeln und Werte, an seine Stelle getreten. Doch in der Familie Navid Kermanis, dessen Eltern 1959 aus dem Iran nach Deutschland kamen, scheint diese Art Tradierung wenigstens als Erinnerung, als Möglichkeit präsent geblieben zu sein. Das Besondere seines Buchs ist nun, dass die familiäre Überlieferung da zusammengeht mit der Vertrautheit mit anderen Überlieferungen, die er als deutscher Bürger besitzt, und überhaupt mit allen möglichen Kenntnissen und Skrupeln, die ein Zeitgenosse nur haben kann.



[Navid Kermani: „Jeder soll von da, wo er ist, einen Schritt näher kommen. Fragen nach Gott“. Hanser Verlag, 240 Seiten, 22 Euro. : Bild: Hanser Verlag](#)

So kommt er zu dem erst einmal verblüffenden Schluss: „Ja, ich bin Muslim, weil ich in einem muslimischen Haus geboren bin. Aber ich wurde Muslim, weil Gott auch in jedem anderen Haus zu finden ist.“ Er singt ein Loblied auf die Verschiedenheit der einzelnen Traditionen (ein „Resultat von Schwarmintelligenz“, die die göttliche Wahrheit in den menschlichen Alltag einbettet) und hält zugleich fest, dass die ihnen zugrunde liegende Erfahrung erstaunlich ähnlich ist. Es ist das Staunen der Mystiker und Dichter aller Religionen, die sich bei allem, was ihnen im Leben begegnete, „von Unendlichkeit umgeben“ sahen.

Der Platzanweiser hat alles gesagt

Dem entspricht auch der etwas rätselhafte Titel des Buchs. Er stammt aus einer Begebenheit im elften Jahrhundert, als der berühmte islamische Mystiker Scheich Abu Said nach Tus kam und der Platzanweiser angesichts der übervollen Moschee rief: „Jeder soll von da, wo er ist, einen Schritt näher kommen.“ Daraufhin soll der Scheich sofort wieder abgereist sein, mit der Erklärung: „Alles, was ich sagen wollte und sämtliche Propheten gesagt haben, hat der Platzanweiser bereits gesagt.“ Kermani seinerseits bezeichnet als bestmögliche Wirkung seines Buchs, dass christliche, jüdische oder buddhistische Leser sich auf ihre eigene Tradition besinnen, in der sie den Kern dessen, was er darstellt und mit zahlreichen Zitaten aus dem Koran unterlegt, wiederfinden könnten.

Mit Schwärmerei oder Beliebigkeit ist das nicht zu verwechseln. Das Buch ist selbst ein Beispiel für die Genauigkeit, Neugier und Geduld, die Kermani von Gläubigen erwartet. Es bleibt nicht bei der Poesie stehen, auch wenn Schönheit für diesen Autor ein ernst zu nehmendes Argument ist; den skeptischen Fragen,

welche die Geschichte der Religionen und insbesondere der Islamismus aufwerfen, weicht es nicht aus. Aber er beharrt auch darauf, dass die heiligen Schriften ihrerseits die entscheidenden Fragen stellen würden.

Mehr zum Thema

Und die Tochter? Ihre Kritik und ihre Vorbehalte gegenüber dem poetischen Überschwang des Vaters bekommt man nur indirekt mit. Am Ende heißt es, sie sei nicht überzeugt: „Wer oder was Gott überhaupt ist“, habe sie immer noch nicht verstanden. Dem Vater bleibt nur, auf ihre eigenen Erfahrungen zu hoffen. Nicht weniger als seine Erklärungen gehören die Zweifel der Tochter zu der Wirklichkeit, die dieses kluge, gedankenreiche und warmherzige Buch beschreibt.

Navid Kermani: „Jeder soll von da, wo er ist, einen Schritt näher kommen. Fragen nach Gott“.
Hanser, 240 Seiten, 22 Euro.

7 février (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/medien/antisemitismus-bei-deutscher-welle-bis-zur-holocaust-leugnung-17786791.html>

Antisemitismus bei Deutscher Welle : Bis zur Leugnung des Holocaust

- Von [Michael Hanfeld](#)
- -Aktualisiert am 07.02.2022-18:23



Das Gutachten zu den Antisemitismus-Vorwürfen gegen Mitarbeiter und Partnersender der Deutschen Welle fördert Gravierendes zutage. Bild: dpa

Die Deutsche Welle hat den Vorwurf untersuchen lassen, Mitarbeiter und Partnerkanäle verbreiteten Antisemitismus. Der Befund fällt gravierend aus: Der Sender hat ein Problem. Es gibt erste Kündigungen.

Die externe Untersuchung, welche die [Deutsche Welle](#) (DW) zu Vorwürfen von Antisemitismus bei Mitarbeitern und Partnersender in Auftrag gegeben hat, kommt zu einem außerordentlich kritischen Ergebnis. Sie bestätigt die Anschuldigungen, die in Artikeln der „Süddeutschen Zeitung“ und des Magazins „Vice“ erhoben wurden und geht noch darüber hinaus: Nicht nur bei fünf – namentlich nicht genannten – Mitarbeitern der Deutschen Welle, von denen in der Presse die Rede war, seien antisemitische Äußerungen nachweisbar, dies gelte auch für acht weitere. Die Suspendierung der fünf zunächst belasteten Mitarbeiter sei gerechtfertigt, bei den acht weiteren gelte es, „den Vorwürfen gründlich nachzugehen“ und „mögliche Konsequenzen zu prüfen, um weiteren Schaden von der DW abzuwenden“.

Im Falle der wegen antisemitischer Darstellungsweisen kritisierten Partnersender der Deutschen Welle lautet die Empfehlung, die Partnerschaft mit Ma'an News Palestine und der Palestinian Broadcasting Corporation (PBC) zu beenden. Im Fall des jordanischen Senders Roya TV rate man, „in den Dialog zu treten und eine Zusammenarbeit nur unter der Bedingung neu einzugehen, wenn die antisemitischen Karikaturen gelöscht werden und für die Berichterstattung vertraglich versichert wird, dass künftig keine antisemitischen Inhalte mehr vermittelt werden“. Der in der Presse wegen Nähe zur [Hisbollah](#) kritisierte libanesischer Sender Al Jadeed habe indes „in den letzten Jahren eine deutlich kritischere Haltung zur Hisbollah entwickelt“. Eine Zusammenarbeit könne „in Betracht kommen, wenn für die Berichterstattung vertraglich versichert wird, dass es künftig keine antisemitischen Inhalte mehr geben wird“.

Fünf „Trennungsverfahren“

Ausgesprochen kritisch sieht der Untersuchungsbericht auch das Wirken der Deutschen Welle Akademie im Verbund mit Partnerorganisationen im Mittleren Osten. Auch hier fänden sich zahlreiche Beispiele für Antisemitismus und bestehe Handlungsbedarf. Partner der [DW Akademie](#) hätten „wiederholt antisemitische oder einseitig tendenziöse Inhalte über ihre Kanäle verbreitet“. Da es für die DW Akademie „finanzielle, logistische und inhaltliche Unterstützung“ gebe, müsse sie „alles tun, um tendenziöse oder antisemitische Inhalte zu verhindern“.



[Der Intendant der Deutschen Welle, Peter Limbourg. : Bild: picture alliance / SvenSimon](#)

Der Intendant der Deutschen Welle, [Peter Limbourg](#), sagte bei der Vorstellung des Prüfberichts am Montagnachmittag, man habe in fünf Fällen ein Trennungsverfahren eingeleitet. Die acht Verdachtsfälle und drei weitere, auf die man selbst aufmerksam geworden sei, werde man umfassend prüfen. Einer der benannten Mitarbeiter sei inzwischen nicht mehr im Sender beschäftigt. Man wolle „in Kürze Klarheit schaffen“, sagte Limbourg, und die Betroffenen anhören. In einem Fall müsse man einräumen, dass man konsequenter hätte handeln und eine sofortige Trennung einleiten müssen. Ein Redaktionsleiter habe seinen Rücktritt angeboten, diesen hätten die Programmdirektorin und er angenommen. Man werde den hauseigenen Code of Conduct schärfen, diesen in einer eigenen Erklärung den Geschäftspartnern nahebringen und die Regeln für „wertebasiertes Recruiting“ formulieren. Antisemitismus, Rassismus, Homophobie und Frauenhass seien ganz klare Ausschlusskriterien für eine Mitarbeit bei der Deutschen Welle.

Klassische antisemitische Bilder

Beauftragt hatte die Deutsche Welle mit der Untersuchung die frühere Bundesjustizministerin Sabine Leutheusser-Schnarrenberger und die Islamismus-Experten Ahmad und Beatrice Mansour. Die drei führten 29 Gespräche mit 32 Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern der Deutschen Welle. Sie sichteten Social-Media-Accounts und nahmen die Berichterstattung der Middle-East-Redaktion der Deutschen Welle in Augenschein. Hier wie dort fanden sie Beispiele für Antisemitismus. Dazu zählt die bereits bekannte Social-Media-Äußerung eines Mitarbeiters, Juden wollten „die Gehirne der Menschen durch Kunst, Medien und Musik“ kontrollieren. An anderer Stelle fanden die Prüfer den Satz: „Sie spielen die Opferrolle seit dem Holocaust und wir zahlen den Preis. Sollen wir denn tatenlos bleiben? Lasst uns die Stimme erheben, um zu zeigen, dass in den Arabern noch ein lebender Puls ist.“ Ein weiterer Fund der Prüfer lautet: „Wie kommt es, dass die Juden bis heute Tränen über die Holocaustopfer vergießen, während die Zionisten die Verbrennung der Palästinenser fordern?!“ Man finde hier „klassische antisemitische Bilder bis hin zur Holocaustleugnung“, sagte Ahmad Mansour, auch werde das Existenzrecht Israels infrage gestellt.



[Sein Gutachten fällt für die Deutsche Welle nicht erfreulich aus: Ahmad Mansour. : Bild: Verena Müller](#)

Bei der Berichterstattung der Middle-East-Redaktion habe man „punktueller Fehler“ festgestellt, auch schwere Fehler, sagte Mansour bei der Vorstellung des Untersuchungsberichts. Doch gehe es hier um eine kleine Minderheit der mehr als zweihundert Mitarbeiter der Redaktion. „Ein struktureller Antisemitismus ist in der Middle-East-Redaktion nicht vorhanden“, so Mansour. Die Untersuchung streicht jedoch auch Beispiele für zumindest israelfeindliche Berichte heraus und – dass Moderatoren oder eingeladene Experten dem Leitbild der Deutschen Welle nicht entsprechen. Dies gelte etwa für den Moderator Yosri Fouda und den Journalisten Abdel Bari Atwan. Der Letztgenannte sei zwischen 2015 bis 2020 siebenmal eingeladen worden. Dabei sei er für seinen Antisemitismus bekannt, hege Sympathien für Osama Bin Laden, Saddam Hussein, das iranische Regime sowie die Terrororganisationen Hamas und Hisbollah.

In der Middle-East-Redaktion, so die Untersuchung, herrsche ein angespanntes Klima und Misstrauen gegenüber der Redaktionsleitung. Manche hätten Angst, sich frei zu äußern. „Viele kritische Stimmen in der arabischen Redaktion“, die sehr wohl in der Lage seien, „Antisemitismus zu erkennen und die Werte der DW zu vertreten, sind mit dem derzeitigen Zustand unzufrieden und fühlen sich von Verantwortlichen der DW allein gelassen“. Die Redaktion sei „tief gespalten“, die Rekrutierung sei intransparent, es bedürfe eines grundlegenden Neuanfangs. Man solle einen „Wertebeauftragten“ einstellen.

Der Deutsche-Welle-Intendant Peter Limbourg sagte, die bestätigten Vorkommnisse täten ihm „aufrichtig leid“. Es müsse für Juden in Deutschland und weltweit „unerträglich sein“, solche Befunde zu gewärtigen. „Wir räumen Versäumnisse und Fehler ein und werden klare, auch personelle Konsequenzen ziehen“, sagte Limbourg.

5 février (The Economist)

<https://www.economist.com/culture/2022/02/03/a-history-of-free-expression-charts-its-seesawing-progress>

Culture

The megaphone and the muzzle

A history of free expression charts its seesawing progress

Repression leads to liberalisation and vice versa, says Jacob Mchangama



Feb 3rd 2022

Free Speech. By Jacob Mchangama. *Basic Books*; 528 pages; \$32 and £25

A global firestorm erupted in 2005 after the publication in a Danish newspaper of 12 provocative cartoons of the Prophet Muhammad. Jacob Mchangama, a Dane and then a young lawyer, was dismayed. In the Muslim world he watched states that rarely allowed protest of any kind encourage violent demonstrations. Those governments also redoubled their diplomatic efforts to define “defamation of religions” as a human-rights violation that should be banned everywhere.

He found the response elsewhere even more alarming. Respectable people across the Western world blamed the cartoonist and his editors, not the repressive forces that drove the newspaper staff into hiding. This was not what Mr Mchangama, the product of a confidently secular Nordic democracy, had expected.

As his new book recalls, free expression was suffering setbacks on other fronts, too. In the late 1990s, when he was a student, the internet presaged a glorious era of liberty for people who otherwise lacked money or power to speak and organise. The victory in 2008 of Barack Obama, an erstwhile outsider, marked a high point of those expectations. Even then, though, digital freedom was already in retreat. Authoritarian regimes proved adept at exploiting and policing social media for their own malign ends. Western governments were often heavy-handed in their regulation of extremist discourse. And the gigantic power wielded by a few tech companies was troubling, regardless of how they used it.

All this led Mr Mchangama (whose paternal forebears came from the Comoro Islands) to apply his legal mind to supporting intellectual liberty: by podcasting and founding a think-tank, and by studying free expression’s fluctuating fortunes over the past 25 centuries. His conclusions, presented in a crisp and confident march through Western history, are sobering.

His view that freedom of speech is under threat from many directions—and, politically, from both right and left—is not original. More distinctive is his determination to show the ebb and flow of liberty as a dynamic process, under way at least since the era of ancient Greece. Accordingly, stringent repression of thought and speech becomes self-defeating and stimulates brave opponents. But great bursts of freedom also prove finite.

For example, the intellectual energy unleashed by the printing press and the Protestant Reformation was dissipated in waves of sectarian wars and mutual persecution. After the shock of the American and French revolutions, and the rise of Napoleon Bonaparte, Britain's establishment became severely repressive in the early 19th century. But a countervailing movement of liberal thought and debate, carried along by technological and social change, proved more powerful.

Yet that trend, too, had its limits and its hypocrisies. John Stuart Mill was a brilliant Victorian advocate of intellectual freedom, but he participated in, and defended, the colonial administration of India. And as Britain became more open and tolerant at home, it curbed liberty of expression in its overseas possessions, especially amid the rise of independence movements.

The effects of colonial repression continued to be felt long after colonialism ended, as the book shows. Laws dating from the British Empire have been used to stifle dissent in modern India, and recently in Hong Kong. Measures that strangle freedom can easily outlive the conditions that engendered them—as, luckily, can laws and constitutions that entrench liberty. In America, where the possibility of frank, productive debate seems threatened by cultural warfare, the constitution's First Amendment sets a limit on any faction's ability to muzzle its opponents.

The important thing, Mr Mchangama argues, is to read history correctly. For instance, in his view modern Germany has erred on the side of draconian regulations for “hate speech” on digital platforms, in part out of a well-meaning belief that the Weimar Republic was too complacent in allowing the poisonous ideology of Nazism to be aired. But that analysis of Hitler's rise is not borne out by the facts: in reality, the book maintains, the Weimar authorities did try, rather haplessly, to rein in the Nazis through curbs on freedom of expression. By contrast, they failed to act when Hitler's thugs committed acts of violence that should have led to prosecution.

Keep it in the family

The historical lessons closest to the author's heart come from the classical era. He contrasts the robust free-speech culture of Periclean Athens with the mannered exchanges of ancient Romans, which were confined to a small elite. Central to the Athenian system, he says, were the concepts of *isegoria*—an equal entitlement to speak, for all classes of men—and *parrhesia*, the right to express even the most outrageous thoughts. He thinks these laudable notions, absent in ancient Rome, provide a yardstick to judge modern societies. (He might have added that the decline of Athenian democracy is as telling as its zenith: the city's internal affairs were manipulated by outsiders who exploited its openness—just as trolls, spies and lobbyists for autocrats do in democracies today.)

These parallels are instructive, but they raise a wider question about the circumstances in which virtually unbridled speech can flourish and be tolerated. Many groups, including families and friends, remain intact—and can absorb the noisiest of arguments—because of unspoken and often unconscious limits on the sayable, even the thinkable. That kind of informal system works best in smallish communities, such as the citizenry of ancient Athens or the political class of modern democracies. In a digital universe of billions, incorporating many religions and ideologies, no such commonality exists.

The result is that a cartoon which seems fair game to a Scandinavian intellectual can look, on the streets of Islamabad or Cairo, like an invitation to riot or even kill. Keeping legal restrictions on free expression to a minimum is a vital principle that ought to be sacrosanct. But it will not close that yawning gap.

7 février (Le Point)

https://www.lepoint.fr/invites-du-point/kahn-a-force-de-crier-au-loup-on-ne-le-voit-plus-quand-il-pointe-son-museau-07-02-2022-2463698_420.php

Kahn – À force de crier au loup, on ne le voit plus quand il pointe son museau

CHRONIQUE. La crise politique, idéologique et sociale française est entrée dans une nouvelle dimension, où les radicalismes convergent. Regardons-la en face.



Dans une manifestation contre l'extrême droite à Paris en juin 2021. © AMAURY CORNU / Hans Lucas via AFP

Par Jean-François Kahn

Publié le 07/02/2022 à 12h00

Forte poussée à droite, dit-on.

Spectaculaire, en effet.

À en croire la dernière grande enquête, publiée par *Le Figaro*, 68 % des Français interrogés estiment que, plutôt que d'accorder de nouveaux droits, le pays a besoin d'un supplément d'ordre et d'autorité.

Mais si, à y regarder de près, le phénomène était plus complexe... ou plus ambigu ?

D'un côté, certes, le glissement est impressionnant : pour 60 % des personnes interrogées, les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient. Pour 63 %, il y a trop d'immigrés. Près de la moitié sont redevenus favorables à la peine de mort. Et, surtout, chiffre effarant, 39 % des sondés (soit plus encore que ce que les enquêtes d'opinion accordent à l'extrême droite) reconnaissent aspirer à l'arrivée au pouvoir « d'un homme fort qui ne se préoccuperait ni des élections ni du Parlement » ! Ce qui correspond presque à la définition de la dictature. 27 % sont même encore plus explicites : ils souhaitent une prise de pouvoir par l'armée.

Ronds-points communs

Mais est-on certain que ces « pulsions » sont exclusivement caractéristiques d'un ancrage à droite ? N'a-t-il pas existé une gauche qui justifiait les dictatures ?

Surtout, d'autres réponses, toutes aussi massives, aux enquêtes d'opinion, ne vont pas dans le sens d'une droitisation classique : ainsi, 78 % des électeurs potentiels considèrent (et déplorent) que l'économie actuelle

ne profite qu'aux patrons au détriment des travailleurs ; 57 % estiment qu'il faudrait « prendre aux riches pour donner aux pauvres ». Plus nombreux encore sont celles et ceux qui préconisent le renforcement d'une intervention de l'État y compris dans les domaines économique et social.

Clivage classique séparant sensibilité de gauche et sensibilité de droite ? Sauf que, de façon spectaculaire, une majorité de celles et ceux qui expriment des opinions apparemment droitières, voire extrême droitières ou bien, au contraire, qui affichent des opinions socialement et économiquement de gauche ou d'extrême gauche, se recoupe. Ce sont les mêmes. Ainsi une même personne (cela représente une majorité relative) qui revendique plus d'ordre et d'autorité, aspire à l'avènement d'une quasi-dictature, est redevenue favorable à la peine de mort et renverrait volontiers chez eux des millions d'immigrés n'en affirme pas moins qu'il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres, qu'il y en a que pour les patrons et que l'État doit jouer un rôle plus important y compris dans le domaine économique.

Il s'agit là, sans doute, de chevauchements – ou de recouplements – au niveau de l'expression orale. Mais qu'a-t-on vu, depuis trois ans, pour la première fois depuis la Libération à l'occasion du mouvement des Gilets jaunes et des manifestations antivax ? D'abord des militants d'extrême droite et d'extrême gauche faire « ronds-points communs » ou bien encadrer et animer les mêmes manifestations, parfois déchaînées. Et encore plus fréquemment, on a vu défiler, hurler ensemble, des protestataires radicaux, dont les slogans et les fureurs ne permettaient pas de préciser s'ils relevaient de l'extrême droite ou de l'extrême gauche.

Confluence de deux radicalismes

Nous nous trouvons, en fait, confrontés à une nouvelle dimension de la crise politique, idéologique et sociale hexagonale, qu'il est devenu difficile de qualifier. De nommer. Pourquoi ? Parce que ce type de convergences – fréquentes en Europe dans les années 1930 – constitua l'essence même de ce qui fit la spécificité du fascisme, mais l'abus que la gauche a fait de cette nomination pour disqualifier ses adversaires (jusqu'aux « antifas » d'aujourd'hui qui ne font que feindre de dénoncer ce qu'en réalité ils imitent) rend louche l'utilisation de cette appellation. Belle illustration, donc, de la fable qui montre qu'à force de crier au loup à mauvais escient, on ne voit plus le loup quand il pointe réellement son museau.

Reste que la façon dont, par exemple, on a tendance, à droite, à voir des islamo-gauchistes partout ne doit pas interdire de pointer et de dénoncer l'islamo-gauchisme quand il sévit effectivement. Et il sévit. Il en est de même de ce néofascisme, au sens scientifique du terme, dont on payerait très cher, la droite libérale surtout, le refus de regarder en face la réémergence.

Car le fascisme ou le néofascisme ce n'est pas, en soi, l'extrême droite (le traditionalisme catholique, l'ultralibéralisme, le néomonarchisme, l'ultraconservatisme ou même la tentation réactionnaire ne sont pas assimilables, en soi, à du fascisme). Non, le fascisme qui fut antilibéral, républicain et parfois même anticlérical, résulta très précisément de cette confluence de deux courants, l'un issu d'un radicalisme de droite et l'autre d'un radicalisme de gauche tel qu'on les vit se fédérer en Italie dans les années 1920.

On ne saurait répondre au déni par le déni.

6 février (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/blanquer-suggere-d-ajouter-des-mathematiques-au-tronc-commun-en-premiere-et-terminale-20220206>

Blanquer suggère d'ajouter des mathématiques au tronc commun en Première et Terminale

Par Le Figaro avec AFP

Publié hier à 18:35, mis à jour il y a 9 minutes

Le ministre de l'Éducation nationale était interpellé ce dimanche, sur CNews, sur la prétendue baisse du nombre de jeunes de Première et de Terminale qui suivent cette matière.

Jean-Michel Blanquer a affirmé dimanche qu'il faudrait «*probablement*» ajouter des mathématiques dans le tronc commun de la classe de Première et Terminale, pour que «*l'ensemble des élèves*» aient davantage de «*culture mathématique*».

Le ministre de l'Éducation nationale était interpellé, sur CNews, sur le fait que les enseignants s'alarment de la baisse du nombre de jeunes de Première et de Terminale qui suivent cette matière, en particulier chez les filles.

Depuis la réforme du lycée, qui a mis fin en 2019 aux traditionnelles séries (L, ES et S), les maths sont enseignées sous forme de spécialité, en dehors du tronc commun. Ils ne sont plus obligatoires à partir de la Première, et peuvent être suivis comme spécialité (qui sont au nombre de trois en Première, deux en Terminale) ou avec l'option «mathématiques complémentaires» en Terminale.

«*Je ne dis pas que c'est un faux problème. C'est un sujet sérieux, et je suis très ouvert aux propositions pour améliorer*», a dit Jean-Michel Blanquer. «*On a mis dans le tronc commun de Première et de Terminale un enseignement scientifique de deux heures*» hebdomadaires. «*Il faut probablement le faire évoluer pour qu'il y ait plus de mathématiques en son sein, pour la culture mathématique de l'ensemble des élèves*», a-t-il ajouté.

Il a par ailleurs invité «*à comparer le programme de mathématiques de (l'ancienne) Terminale S et celui d'aujourd'hui (pour un élève ayant pris la spécialité, ndlr). Il est beaucoup plus exigeant, certains s'en plaignent d'ailleurs*», selon lui.

6 février (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/misstrauen-gegen-medizin-und-pharmaindustrie-naehrt-impfskepsis-17762492.html?premium>

Wurzeln der Impfskepsis : Vollkornbrot und Globuli

- Ein Kommentar von [Rüdiger Soldt](#)
- -Aktualisiert am 05.02.2022-10:30



Aus einem Röhrchen geschüttete homöopathische Globuli Bild: dpa

Die Größe der Corona-Impflücke hat sich der Staat auch selbst zuzuschreiben. Die Aversionen vieler Deutscher gegen die „Schulmedizin“ hat er stets billigend in Kauf genommen.

Die Auseinandersetzungen zwischen Befürwortern der Corona-Politik und Impfgegnern nehmen von Woche zu Woche an Schärfe zu. In Freiburg demonstrierten kürzlich 6000 Impfgegner, ihre Marschroute sollte zunächst am Universitätsklinikum vorbeiführen, einer der Kliniken in Deutschland, deren Ärztinnen und Pfleger wegen der hohen Patientenzahlen seit Beginn der Pandemie täglich um das Leben von Corona-Patienten kämpfen. Viele Mitarbeiter der Klinik waren empört. Das Beispiel zeigt, wie groß die Ablehnung der Pandemiepolitik und der Impfkampagne mittlerweile ist.

Für das Aufkeimen des Protests und Widerstands gibt es viele Ursachen: die Länge der Pandemie, zu optimistische Versprechen der Politiker, steigende wirtschaftliche und psychische Belastungen der Menschen. Aber gerade in der Diskussion über das Impfen und die Einführung einer allgemeinen Impfpflicht zeigt sich ein weitverbreitetes Phänomen: In der Bevölkerung ist ein Misstrauen gegen die wissenschaftsbasierte Medizin und gegen die Pharmaindustrie seit Jahrzehnten tief verwurzelt.

Google Wissen und „sanfte Medizin“

Für viele war es auch schon vor der Pandemie oft selbstverständlich, bei Krankheiten zunächst zu pflanzlichen oder homöopathischen Heilmitteln zu greifen, den Ärzten zu misstrauen und sich von Google-Wissen und der „sanften Medizin“ mehr zu versprechen als vom Facharzt. Laut Umfragen vertraut nur ein Viertel der Deutschen der konventionellen Medizin ohne Vorbehalt. Die Liebe zu Globuli und Vollkornbrot liegt im Trend. Die Hersteller machen mit homöopathischen Arzneimitteln jährlich einen dreistelligen Millionenumsatz.

Die sozialen Medien und das Internet haben rein quantitativ zu einer Überversorgung mit Informationen über Krankheiten und auch zur sprunghaften Verbreitung gefährlicher Falschinformationen geführt. Jeder Hausarzt kämpft täglich gegen Ratschläge von „Dr. Google“. Natürlich gibt es für die gestiegene Skepsis gegenüber der Hochleistungsmedizin auch gute Gründe: der ökonomische Druck in den Kliniken, hochkomplexe Therapieformen, der ruppige Ton des teilweise überforderten Klinikpersonals oder die Technisierung der Medizin.

Dass einige Menschen selbst in der Pandemie nun mit homöopathischen Mittelchen eine Corona-Infektion heilen wollen und meinen, dass man einen Infekt doch besser „ausschwitzen“ sollte, dass teure Zuckerkügelchen mit dem Spruch „Hilft nicht, schadet aber auch nicht“ eingenommen werden, hat alte und neue politische Gründe. Annähernd alle Parteien meiden seit Jahrzehnten die klare Auseinandersetzung mit den Anhängern der Anthroposophie, mit dem Argument, man müsse diese Form der Medizin noch stärker fördern, weil die Menschen sonst zu den Wunderheilern liefen.

Fatale Fehler wurden gemacht: Seit 1976 dürfen homöopathische Präparate in den Apotheken verkauft werden, deren Wirksamkeit nicht mit den gleichen wissenschaftlichen Standards nachgewiesen worden ist, wie sie für die Medikamente der konventionellen Pharmahersteller gelten. In der Folge der Contergan-Krise ließen sich Politiker von SPD, [CDU](#) und auch FDP bei der damaligen Novellierung des Arzneimittelrechts von den Lobbyisten der Anthroposophen blenden, sie ließen sich auf einen „Methodenpluralismus“ ein, sodass für den Wirksamkeitsnachweis von allopathischen Arzneimitteln härtere Kriterien gelten als für homöopathische.

Für Heilpraktiker gibt es bis heute keine staatliche Prüfung, Physiotherapeuten verdienen weniger als sie. Innerhalb der grünen Partei, die seit ihrer Gründung wohl die größte Nähe zur anthroposophischen Bewegung hat, ist vor der Pandemie darüber gestritten worden, warum in diesem Bereich das Wissenschaftlichkeitsprinzip zugunsten einer wirren Weltanschauung außer Kraft gesetzt wird. Immerhin.

In der Pandemie und in der Impfdebatte rächt sich der alte Verrat an der wissenschaftsbasierten Medizin. Es wäre auch nicht verkehrt, gelegentlich an die historisch problematischen Seiten der Anthroposophie zu erinnern: Das Wort „Schulmedizin“, als Synonym für seelenloses Herumdoktern, ist von den Nationalsozialisten benutzt worden, um gegen das angebliche System „jüdisch-marxistischer“ Ärzte zu hetzen.

Der frühere Gesundheitsminister Jens Spahn (CDU) wollte nichts daran ändern, dass einige Krankenkassen homöopathische Medikamente bezahlen: „Es ist so okay, wie es ist.“ Jetzt sitzt im Ministerium der Mediziner und Sozialdemokrat Karl Lauterbach. Er weiß es besser und könnte den Systemfehler endlich korrigieren. Zumal an einigen Universitäten mit Lehrstühlen für wissenschaftsbasierte Komplementärmedizin längst ein guter Weg beschritten wird, mit pflanzlichen Mitteln unterstützend zu helfen und zu heilen.

6 février

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/rezensionen/sachbuch/klaus-holz-und-thomas-haurys-buch-antisemitismus-gegen-israel-17750464-p2.html>

ANTISEMITISMUS & ANTIZIONISMUS:

Wenn aus einer verfolgten Minderheit eine Weltmacht konstruiert wird

- VON JOSEPH CROITORU
- -AKTUALISIERT AM 06.02.2022-18:06



Im Mai 2021 hält Demonstrationsteilnehmer in München ein Schild gegen Antisemitismus in die Höhe. Bild: picture alliance / ZUMAPRESS.com

Täter-Opfer-Umkehr als Entlastungsstrategie: Klaus Holz und Thomas Haury versuchen, Antisemitismus und Attacken auf Israel ins richtige Bild zu bringen.

Über die Frage, wie **Antisemitismus**, wenn er sich gegen den israelischen Staat richtet, festzumachen sei, wird seit Längerem kontrovers diskutiert. Einen erhellenden und sehr lesenswerten Beitrag leisten hier die Soziologen und Antisemitismusforscher Klaus Holz und Thomas Haury mit ihrem Buch. Sie halten einen „Katalog abprüfbarer Kriterien“, wie ihn die Antisemitismus-Definitionen der Internationalen Allianz für Holocaust-Gedenken (IHRA) oder die der alternativen „Jerusalem Erklärung“ bieten, für wenig tauglich, da ein solcher der Komplexität des Phänomens Antisemitismus nicht gerecht werde. Dessen Vielschichtigkeit könne nur dann angemessen erfasst werden, wenn man in die Analyse neben den negativen Judenbildern auch die kontrastierenden Selbstbilder der antisemitischen Akteure einbeziehe und auf „Sinnzusammenhänge“ achte.

Dabei erweist sich der Rückgriff der Autoren auf den Antisemitismus nationaler Prägung, dessen Wurzeln im späten neunzehnten Jahrhundert liegen, als hilfreich. Denn lange vor Israels Staatsgründung 1948 kursierten antisemitische – völkische und nationalsozialistische – Vorstellungen von einem jüdischen Staat, die sich der Täter-Opfer-Umkehr bedienten. So wurde aus der politisch marginalisierten, diskriminierten und verfolgten jüdischen Minderheit eine zionistische Weltmacht konstruiert und deren angestrebter Judenstaat in Palästina zur Zentrale der jüdischen Weltverschwörung stilisiert. Diesem Feindbild wurde das Selbstbild der Deutschen als Nation und Volk gegenübergestellt, das, wie andere Völker auch, von der Auflösung durch das „Anti-Volk“ der **Juden** bedroht sei.

Dieser antinationale „Feind der Menschheit“ wurde in der sowjetischen Staatspropaganda politisch-ökonomisch in die ausbeuterische Klasse, die die internationalen Finanzmärkte kontrolliert, umgemünzt. Seine jüdische Codierung ging jedoch nicht verloren, sondern lebte fort im Schmähbild des Zionismus als Handlanger des britischen Kolonialismus und des amerikanischen Imperialismus in Palästina. So konnten die Kommunisten ihren Antisemitismus als Antizionismus verkaufen.

Der koloniale und postkoloniale Entstehungszusammenhang

Durch den Holocaust und die Gründung des Staates Israel änderten sich die Koordinaten der antijüdischen und antizionistischen Ideologien nachhaltig. Auch wenn jetzt die alten negativen Bilder von einem jüdischen Staat leicht auf Israel übertragen werden konnten, so musste doch auch dem Völkermord an den Juden – sofern er nicht geleugnet wurde – Rechnung getragen werden. Beide Aspekte verschmelzen im „postnazistischen Antisemitismus“, der den Autoren zufolge auch heute eine wichtige Rolle spielt.



Klaus Holz und Thomas Haury: „Antisemitismus gegen Israel“. :Bild: Hamburger Edition

Auch hier begegnet wieder die Täter-Opfer-Umkehr, die auf linker wie auf rechter Seite als Entlastungsstrategie eingesetzt wird – etwa mit den Vorwürfen, Israel verhalte sich gegenüber den Palästinensern wie einst das NS-Regime gegenüber den Juden und instrumentalisieren den Holocaust, um Geld zu erpressen oder Kritik an seiner Politik im Keim zu ersticken. Wie weit das Spektrum solcher Beschuldigungen reicht, ist besonders in dem Kapitel „Antisemitismus von links“ nachzulesen. Eine vergleichbar ausführliche Darstellung rechtsextremistischer Positionen fehlt, weil die Verfasser sie wohl für bekannter halten.

Nicht nur die im Rechtsextremismus verbreitete Leugnung der Shoah begegnet auch im „islamistischen Antisemitismus“, dem ein eigenes Kapitel gewidmet ist. Der radikale ägyptische Muslimbruder Sayyid Qutb verschwieg 1950 in seiner Schrift „Unser Kampf mit den Juden“ zwar nicht den Völkermord, er hielt ihn aber für eine gerechte göttliche Strafe für die „Erzfeinde des Islam“ und lobte Hitler dafür. Ob und inwieweit diese antisemitische Position heute Verbreitung findet, bleibt allerdings unreflektiert.

Ausdruck eines „unglücklichen Bewusstseins“

In der 1988 veröffentlichten Hamas-Charta wie auch in der iranischen TV-Serie „Sahas blaue Augen“ (2004/2005) machen Holz und Haury europäisch wie sowjetisch inspirierte antisemitische Stereotypen aus, bei denen Juden oder Zionisten als Chiffre für Israel fungieren. Als Hintergrund solcher antizionistischer Bilder müsse man sich allerdings neben den politischen Rivalitäten im Nahen Osten unbedingt auch den kolonialen und postkolonialen Entstehungszusammenhang vor Augen halten. Zumal dieser in der stark auf den Holocaust konzentrierten westlichen Erinnerungskultur und der mit ihr verknüpften Antisemitismuskritik kaum Berücksichtigung finde.

Bei der Betrachtung postkolonial und antirassistisch ausgerichteter Kritik an Israel fällt den Buchautoren ein „entfremdeter Anti-Rassismus“ mit Nähe zum Antisemitismus auf, der insbesondere an der antiisraelischen Boykottbewegung BDS festgemacht wird. Als Einstieg dient die Auseinandersetzung mit einem einschlägigen Essay der prominenten BDS-Apologin [Judith Butler](#) („Rassismus und Antisemitismus. Für eine Allianz der sozialen Gerechtigkeit“, 2019).

Zwar finden Holz und Haury bei Butler keinerlei Spuren von Antisemitismus und teilen ihre Kritik an der politischen Instrumentalisierung von Antisemitismusvorwürfen. Sie werfen ihr aber vor, nicht zur Kenntnis zu nehmen, dass zumindest Teile der BDS-Bewegung antisemitisch seien. Dass sich bei Butler und ihren Mitstreitern ein antirassistisches Selbstbild dermaßen gegen Antisemitismuskritik abschotte, zeuge nicht nur von Entfremdung, sondern sei Ausdruck eines „unglücklichen Bewusstseins“.

Bei der hiesigen neuen Rechten richten die Verfasser den Blick vor allem auf jene Kreise, die auf Distanz zum Rechtsextremismus gehen, indem sie – auch innerhalb der AfD – die Shoah nicht leugnen und Israel nicht anfeinden. Die deutsche Schuld am Holocaust werde zwar anerkannt, die NS-Zeit aber als kurzes und wenig bedeutendes Kapitel in der langen deutschen Geschichte abgetan – Holz und Haury sprechen hier von „Schuldabkapselung“. Lob für Israel nutze man in erster Linie zur Stärkung der eigenen antiislamischen Front, aber auch zur Verwischung der inhärenten „antisemitischen Weltanschauung“. Diese werde auch dadurch verschleiert, dass „Juden“ nicht explizit als Verkörperung des verhassten modernen Universalismus genannt würden, aber Namen wie Soros und Rothschild fielen bisweilen dennoch. Eine ähnliche Doppelbödigkeit findet sich theologisch formuliert in rechten christlichen Milieus – etwa im christlichen Zionismus, der trotz seines Proisraelismus antijudaistisch grundiert ist.

Klaus Holz und Thomas Haury: „Antisemitismus gegen Israel“. Hamburger Edition, Hamburg 2021. 424 S., geb., 35,- €.

5 février (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/wer-weiss-ist-ist-taeter-worum-es-geht-wenn-wir-von-rasse-reden-ld.1667934>

«It's not about race»: Whoopi Goldbergs Statement zum Holocaust war kein Fauxpas, es hat System

Whoopi Goldberg hält die Ermordung der Juden durch die Nazis nicht für rassistisch, weil sie ein Unrecht unter «Weissen» war. Und Weisse sind nicht Opfer, sondern Täter. Diese Logik entspricht exakt der Ideologie der Critical Race Theory. Den Aktivisten geht es darum, den Opferstatus für sich zu bewahren.

Thomas Ribi 04.02.2022, 17.00 Uhr



Was Weisse trifft, kann nicht Rassismus sein: Die Debatte um Whoopi Goldbergs Äusserung zum Holocaust legt die Mechanik der amerikanischen Rassismus-Diskussion offen.

Rebecca Smeyne / Getty

Sie hat sich öffentlich entschuldigt. Wie man das halt so macht. Aber sie hat es gesagt, und das sagt genug. In der Talkshow «The View» des US-Fernsehsenders ABC äusserte sich Whoopi Goldberg am vergangenen Montag zur Debatte über «Maus – a Survivor's Tale» des Pulitzer-Preisträgers Art Spiegelman. Der 1980 erschienene Comic erzählt die authentische Geschichte eines polnischen Juden und KZ-Überlebenden. Die Juden sind als Mäuse, die Deutschen als Katzen dargestellt. Eine Schule in Tennessee hatte den Graphic-Novel-Klassiker als Schullektüre verboten. Goldberg ärgerte sich über das Verbot und die Mentalität, die dahintersteht.

Zu Recht. Man kann selbstverständlich darüber streiten, ob «Maus» das geeignete Medium ist, um Jugendliche mit dem Holocaust vertraut zu machen. Aber es ist absurd, das Buch zu verbieten, weil es, wie die Schule argumentierte, «nudity» und «bad language» enthalte. Doch darum geht es nicht. Entscheidend ist, dass Whoopi Goldberg in der Sendung ein Statement zum Holocaust abgab. Ein bedenkliches Statement.

Ihrer Ansicht nach hat die Ermordung von sechs Millionen Juden durch die Nazis nämlich nichts mit Rassismus zu tun. Ja, so hat sie es gesagt. Sie hat es ernst gemeint, und die Begründung, die sie dafür vorbrachte, ist von so erschlagender Ignoranz, dass man sich fragt, ob man das Ganze nicht einfach mit Schulterzucken quittieren sollte. Obwohl sich alles in einem dagegen auflehnt. Auch Unsinn muss man widersprechen. Vor allem, wenn er derart haarsträubend ist. Die Nazis sollen keine Rassisten gewesen sein?

«It's not about race»

Ja, findet Frau Goldberg. Es seien nämlich, sagte sie in der Sendung mit triumphierendem Lächeln, Weisse gewesen, die dieses Unrecht anderen Weissen angetan hätten. Deshalb habe es nichts mit Rasse zu tun. «It's not about race», wiederholte sie mantraartig, sichtlich im Bewusstsein, endlich zum wahren Kern einer der grossen Menschheitsfragen vorgedrungen zu sein. Wer das nicht begreifen wolle, rede am Thema vorbei, setzte sie nach. Beim Holocaust gehe es um die Unmenschlichkeit, mit der Menschen einander behandeln. Das sei das Problem. Darüber müsse man reden.

In der Talkrunde hielt sich der Widerspruch in Grenzen. Eine Gesprächsteilnehmerin schwafelte etwas von «White Supremacy» – darum sei es beim Holocaust doch wohl gegangen. Doch Frau Goldberg hatte das Momentum für sich. Dass die Nazis die geplante Vernichtung des jüdischen Volks mit einer pseudowissenschaftlich verbrämten Ideologie begründeten, nach der Juden als «minderwertige Rasse» galten, und dass «Sister Act»-Whoopi mit einer flapsigen Bemerkung eines der grössten Menschheitsverbrechen zur Bagatelle gestempelt hatte – so genau wollte man es nicht nehmen, es hätte den munteren Schwatz nur gestört.

Dann ging es rasch. Noch am gleichen Tag entschuldigte sich Whoopi Goldberg auf Twitter und versicherte pflichtschuldigst, das jüdische Volk habe immer auf ihre Unterstützung zählen können und könne das weiterhin tun. ABC suspendierte Goldberg von der Talkshow – für zwei Wochen. Schmerzlos also, Weitermachen, heisst die Devise. Fernsehen ist schliesslich Fernsehen, und Talk ist Talk. In den sozialen Netzwerken erhob sich ein kleiner Sturm, aber bis Whoopi wieder am TV plaudert, wird sich die Netzöffentlichkeit wieder anderen Aufregern zugewandt haben.

Weisse können nicht Opfer sein

Nun kann man das Ganze einfach als dummen Fauxpas abtun. Aber es ist mehr. Was Whoopi Goldberg gesagt hat, entspricht exakt der Ideologie der Critical Race Theory, die das Reden über Rassismus in den USA prägt und mit der militante Antirassisten die Debatte vergiften: Weisse, so lautet einer der Grundsätze, können nicht Opfer von Rassismus sein. Weil sie weiss sind. Wer weiss ist, ist privilegiert. Von Geburt an, immer und überall. Weisse tragen ein Privileg in sich, das sie gar nicht ablegen können, selbst wenn sie es wollten. Sie verfügen darüber, auch wenn sie es selbst gar nicht spüren – oder, aus Sicht der Critical Race Theory eher: es sich nicht eingestehen.

Daraus ergibt sich ein weiterer Grundsatz ganz zwanglos: Weisse sind Rassisten. Alle Weissen. Auch dies per Geburt und ohne, dass sie es selber merken. Und sie sind es nicht nur dann, wenn sie rassistisch reden oder handeln. Sondern grundsätzlich. Weil die Strukturen der westlichen Gesellschaften rassistisch grundiert sind. Institutionen, Gesetze, ungeschriebene Normen, Ideen und Überzeugungen, ja sogar die Sprache, Begriffe und Bilder, die den Alltag prägen, die Art, wie man sich kleidet und bewegt: alles ist weiss, also rassistisch.

Deshalb hat es nach der Logik der Critical-Race-Aktivisten gar keinen Sinn, mit Weissen über Rassismus zu reden, wie die britische Autorin und Rassismus-Spezialistin Reni Eddo-Lodge betont. Erstens wissen Weisse nicht, was Rassismus ist, weil sie es selbst nie erlebt haben; sie können es gar nicht erlebt haben. Und zweitens sind die meisten Weissen der Ansicht, sie seien keine Rassisten. Sie seien wahrscheinlich sogar davon überzeugt, Antirassisten zu sein, sagt die amerikanische Critical-Race-Aktivistin Robin DiAngelo – und zeigten gerade damit, wie stark ihr Denken und Fühlen von rassistischen Vorstellungen bestimmt ist. Weil sie gar nicht mehr sehen, wo und wie sie People of Color diskriminieren.

Den Rassisten in sich entdecken

Weisse können dem Critical-Race-Konzept entsprechend also keine Antirassisten sein. Nichtweisse müssen ihnen helfen, den Rassisten oder die Rassistin in sich zu entdecken. Dann können sie ihren Rassismus vielleicht überwinden. Doch das ist nicht ganz einfach, sagen die Race-Aktivisten. Denn ein Kranker, der nicht einsieht, dass er krank ist, wird nicht nur keine Diagnose akzeptieren, sondern sich auch jeder Therapie verweigern.

Und selbst wenn es gelingen sollte, Weisse von ihrem Rassismus zu überzeugen, wäre das nach der Critical-Race-Theory nicht mehr als ein Schritt. Denn es sind ja nicht nur – und vielleicht nicht einmal in erster Linie – die Menschen, die rassistisch sind. Es sind die Strukturen, die ein Gesellschaftsbild zementieren, in dem Weisse immer die Gewinner sind und People of Color immer diskriminiert werden: der Alltag, die Gesetze, Institutionen, die ungeschriebenen Regeln des Zusammenlebens.

Zu den grössten Lügen der Weissen, die sich als Antirassisten verstehen, gehört für die Critical-Race-Aktivisten das Konzept der «Colorblindness»: die Vorstellung der Weissen, die sich als Nicht-Rassisten verstehen, die Hautfarbe spiele für sie keine Rolle; sie behandelten alle Menschen gleich, unabhängig von deren Aussehen und Herkunft. Das halten die tonangebenden militanten Antirassisten à la Reni Eddo-Lodge, Robin DiAngelo oder Ibram X. Kendi bestenfalls für naives Wunschdenken, im schlimmeren Fall für eine perfide Strategie, die den Weissen ein gutes Gewissen verschaffen soll, indem die Diskriminierung einfach geleugnet wird.

Kampf um den Opferstatus

Vor diesem Hintergrund sind Whoopi Goldbergs Aussagen zum Holocaust weit mehr als nur ein Ausrutscher. Sie sind Abbild einer Debatte um Hautfarbe, «Rasse», Privilegien und Chancengleichheit, die sich in den USA so sehr erhitzt hat, dass eine Verständigung kaum mehr möglich ist. Vor allem unter den Bedingungen, die die Critical Race Theory stellt. Die Vorstellung, Juden könnten nicht diskriminiert werden, weil sie weiss sind, zeigt in erschütternder Deutlichkeit, worum es den Aktivisten geht: den Opferstatus für sich zu bewahren.

Das ist katastrophal. Denn selbstverständlich gibt es Rassismus, Unterdrückung und Diskriminierung. Natürlich haben People of Color, die in schwierigen Verhältnissen aufwachsen, schlechtere Chancen, ein selbstbestimmtes Leben zu führen. Und ja, dazu tragen auch «Strukturen» etwas bei, gesellschaftliche Normen, die bestimmte Werte spiegeln. Darüber muss man reden. Juristen wie Derrick Bell, Alan Freeman und Jack Delgado, die die Critical Race Theory in den 1970er Jahren entwickelten, haben vor allem auf etwas hingewiesen: dass «Rasse» kein biologisches Faktum, sondern ein soziales Konzept sei.

Das gilt für People of Color wie für Juden, auch wenn diese in den Debatten über Diskriminierung meist ignoriert werden. Natürlich geht es nicht um «Rasse», da hat Whoopi Goldberg recht. Weil es «Rassen» nicht gibt. Es geht um die Vorstellungen, die wir mit dem Begriff verbinden. Doch ein Antirassismus, der sich von der «Rasse» nicht trennen will, weil man sie politisch so gut instrumentalisieren kann, praktiziert das, was er zu bekämpfen vorgibt. Mit einer kritischen Theorie, wie die Väter der Critical Race Theory sie begründeten, hat das nichts mehr zu tun.

3 février (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/menaces-de-mort-contre-ophelie-meunier-l-appel-de-160-personnalites-pour-la-liberte-d-informer-20220203>

Menaces de mort contre Ophélie Meunier : l'appel de 160 personnalités pour la liberté d'informer



Par Tribune collective

Publié le 03/02/2022 à 12:48, mis à jour le 04/02/2022 à 19:06

Ophélie Meunier, présentatrice de *Zone Interdite* sur M6, a été placée sous protection policière. *Visual Press Agency*

FIGAROVOX/EXCLUSIF - Après le documentaire de M6 sur l'islam radical, la journaliste Ophélie Meunier a été placée sous protection policière, ainsi qu'Amine Elbahi, militant associatif de Roubaix. 160 personnalités, dont Boualem Sansal, Frédéric Beigbeder, Michel Onfray et Jeannette Bougrab, regrettent le manque de réaction de la profession.

Pour avoir simplement fait son travail, la journaliste qui présente l'émission Zone interdite, Ophélie Meunier, est placée sous protection policière : un reportage télévisé sur l'Islam radical, effectué et diffusé en France, déchaîne les réseaux sociaux au point que des menaces de mort ont été proférées.

On a attendu de longues journées avant de lire ou entendre les réactions de soutien de ses confrères et consœurs des médias. Il a fallu que les politiques y aillent de leur tweet pour que la corporation des journalistes se réveille. Spontanément ou presque...

En janvier 2015, l'attentat de Charlie Hebdo a suscité une vague de soutien sans précédent dans la profession et levé un formidable mouvement citoyen. La défense de la liberté d'expression n'aura jamais été plus belle et partagée. La liberté d'expression revendiquée dans un reportage présenté par Ophélie Meunier sur M6 ne vaut-elle pas le même sursaut ? Apparemment non.

Nous sommes en France, en 2022. Que reste-t-il de l'esprit Charlie ? Où sont passés la liberté d'expression et son corollaire nécessaire, la liberté d'information ? On s'est habitué à entendre que des journalistes sont mis en danger dans des zones de guerre et des états totalitaires à travers le monde. Faut-il s'habituer aussi à lire que des journalistes français sont contraints d'être protégés par la police pour avoir enquêté dans leur propre pays ?

Les médias doivent avoir pour socle commun, quelles que soient leurs opinions et obédiences, la défense absolue de la liberté d'expression, du débat démocratique et de l'exigence de l'information.

Les cosignataires

C'est dans le pays des droits de l'homme qu'il faut répéter des évidences qui n'en sont apparemment plus : la liberté d'expression est un droit et une liberté fondamentale inscrite dans la déclaration de 1789 : *«La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi.»*

Les médias doivent avoir pour socle commun, quelles que soient leurs opinions et obédiences, la défense absolue de la liberté d'expression, du débat démocratique et de l'exigence de l'information.

C'est la liberté de la presse qui garantit au citoyen de lui fournir toutes les informations, qu'elles lui plaisent ou non, nécessaires à se forger son opinion librement.

Les cosignataires

Le droit d'informer et d'être informé est inaliénable et précieux. C'est la liberté de la presse qui garantit au citoyen de lui fournir toutes les informations, qu'elles lui plaisent ou non, nécessaires à se forger son opinion librement. Le «Préambule» de la «Charte de Munich» adoptée en 1971 s'ouvre sur la proclamation suivante : *«Le droit à l'information, à la libre expression et à la libre critique, ainsi qu'à la diversité des opinions est une liberté fondamentale de tout être humain.»* Il est bien dommage de devoir rappeler ces droits fondamentaux dans le pays où sont nées les Lumières et qui est, rappelons-le, lamentablement classé 34^e dans le classement mondial de la liberté de la presse (Reporters sans Frontières, 2021)

Dans quelle société souhaitons-nous vivre ? Nous, femmes et hommes de médias, photojournalistes, grands reporters, dessinateurs, intellectuels, écrivains, documentaristes, exigeons des mesures rapides pour garantir une liberté d'expression totale en France.

Protégeons la liberté d'informer et d'enquêter, donnons les moyens aux journalistes de faire leur travail, plutôt que de placer chacun sous protection policière. Imagine-t-on vraiment les chaînes de télévision, les journaux, les radios, continuer longtemps à envoyer leurs journalistes dans des zones et sur des sujets qui menacent leur vie... ou leur réputation ? C'est ainsi que se propage le subtil et sournois processus de l'autocensure.

Quant aux menaces de mort sur les réseaux sociaux, pénalisons-les systématiquement, demandons aux réseaux concernés la radiation immédiate et définitive de ceux qui les profèrent.

La liberté commence par la responsabilité de tous et de chacun. C'est maintenant, sept ans après l'attentat de Charlie Hebdo et l'échec total de la prise de conscience qu'on en attendait, qu'il nous incombe à tous de réagir.

Les cosignataires

La liberté commence par la responsabilité de tous et de chacun. C'est maintenant, sept ans après l'attentat de Charlie Hebdo et l'échec total de la prise de conscience qu'on en attendait, qu'il nous incombe à tous de réagir. Les journalistes en reprenant les rênes de leur métier, l'État en leur garantissant des conditions d'exercice libres et honorables, et les citoyens en étant toujours plus exigeants vis-à-vis de l'information qu'on leur propose.

La campagne pour l'élection présidentielle bat son plein, les candidats devraient rappeler inlassablement que le droit et le devoir d'informer sont l'un des socles de notre système démocratique. Et ce n'est, tragiquement, pas le cas.

À l'initiative de la tribune :

Karine Papillaud, journaliste

Olivier Weber, écrivain et grand reporter

Patrick Vallélian, grand reporter, directeur de la rédaction de Sept.info

Emmanuel Razavi, grand reporter, directeur de la rédaction fildmedia

Les cosignataires :

Alexis Brézet, directeur des rédactions du Figaro

Jeannette Bougrab, juriste, essayiste, femme politique

Natacha Polony, directrice de la rédaction de Marianne

Nicolas Bedos, réalisateur et comédien

André Comte-Sponville, philosophe

Mercedes Erra, fondatrice et présidente de BETC Groupe

Jean-Pierre Elkabbach, journaliste

Laurence Ferrari, journaliste

Marine de Tilly, grand reporter

Chris Huby, documentariste

Dimitri Pavlenko, Europe 1 / CNews

Etienne Gernelle, directeur du Point

Guillaume Lhotellier, Reporter free lance

Peggy Porquet, grand reporter rédactrice en chef de Fildmedia.com

Olivier Goujon, photo reporter, auteur

Sara Daniel, journaliste, écrivain

Dimitri Beck, directeur de la photographie de Polka

Régis Le Sommier, ex-directeur adj de Paris Match, auteur, grand reporter RT France

Tony Comiti, producteur

Eric Chol, directeur de la rédaction de L'Express

Jean-Sébastien Ferjou, fondateur Atlantico.fr

Frédéric Beigbeder, écrivain

Laurent Guimier, Directeur de l'information de France Télévisions

Jacques de Saint Victor, professeur des Universités et chroniqueur au Figaro Littéraire

Georges-Marc Benamou, écrivain, journaliste, producteur

André Versaille, écrivain, documentariste

Bérengère Viennot, journaliste

Nicolas Delesalle, grand reporter à Paris Match

Peggy Sastre, journaliste, essayiste et traductrice

Claire Koç, journaliste à France Télévisions

Eric Naulleau, animateur tv

Alexandre Jardin, écrivain

Pascal Bruckner, philosophe

Luc Ferry, philosophe

Danièle Laufer, écrivain et journaliste

Carole Zalberg, écrivain

Frédérique Odasso, écrivain

Didier Daeninckx, écrivain

Emilie Frèche, écrivain

David Foenkinos, écrivain et cinéaste

Emmanuel Pierrat, écrivain et avocat

Xavier Gorce, dessinateur

Rodolphe Urbs, dessinateur de presse

Eric Giacometti, écrivain

Philippe Matsas, photographe

Daniel Leconte, producteur

Arnaud Dilloard, avocat

L'imam Hassen Chalghoumi

Matteo Ghisalberti, journaliste franco-italien à Fildmedia.com

Francis Mateo, rédacteur en chef adjoint de fildmedia.com

Fabienne Desseux, auteure

Thomas Barbier, directeur du groupe de presse 3 Mai Média

Gérard Chaliand, Géopoliticien

Thierry Barrigue, dessinateur de presse

Camille Emmanuelle, auteure et journaliste

Valérie Expert, journaliste

Hala Oukili, journaliste Sudradio, LCI / 24h Pujadas

Michel Quint, écrivain

Sorj Chalandon, écrivain

Abnousse Shalmani, écrivain, chroniqueuse

Isabelle de Mecquenem, professeur de philosophie

Elie Chouraqui, cinéaste

Fatiha Boudjahlat, Enseignante et essayiste

Jean-Pierre Perrin, écrivain et grand reporter

Fabrice Rousselot, Directeur de la rédaction de The Conversation

Bérénice Levet, Docteur en philosophie, essayiste

Philippe Favre, Rédacteur en chef 20 minutes (Suisse)

Francis Kochert, journaliste honoraire, président de Passages/Transfestival

Pierre Boisard, sociologue

Pierre Boucaud, PDG de 8 Montblanc

Richard Werly, correspondant au Temps pour la France

Alain Jourdan, journaliste à l'ONU (Genève)

Sylvie Gardel, rédactrice en chef adjointe de Sept.info

Léo Sisti, grand reporter à l'Espresso (Italie)

Céline Pina, essayiste

Valérie Toranian, directrice de la Revue des Deux-Mondes

Belinda Cannone, écrivain

Marie Sellier, écrivain

Aude Weill-Raynal, Avocat

Mehdi Aifa, Militant LGBT universaliste

Marie Myriam Ibn Arabi, Chef d'établissement

Jiho, dessinateur de presse

Thomas Barbier, 3 Mai Média

Emmanuel Clerc, éditeur

Stephen Carrière, éditeur

Philippe Val, écrivain journaliste, ancien directeur de Charlie Hebdo

Noémie Halioua, essayiste et rédactrice en chef chez i24news

Pierre Rigoulot, Directeur de l'Institut d'histoire sociale

Sylvain Villaume, Fondateur & directeur de la publication Court-circuit

Philippe Lawson, Fondateur-Rédacteur en chef L-Post (Belgique)

Alessandra Sublet, animatrice et productrice de radio et de télévision

Boualem Sansal, écrivain

Sonia Mabrouk, journaliste et essayiste

Jean-A. Luque, journaliste (Suisse)

André Crettenand, RTS

Clément Bergère-Mestrinaro, magistrat

Laëtitia Krupa, journaliste France Info, Public Sénat, Radio J

Patrick Chappatte, dessinateur de presse

Kamel Daoud, écrivain

Jean-Pierre Krief, réalisateur

Herve Brusini, président du Prix Albert Londres

Rémi Lainé, auteur, président de la Scam

Claude Sérillon, journaliste

Nathalie Sapena, journaliste, présidente de la commission des journalistes de la Scam

Guy Mettan, journaliste, ancien directeur Club Suisse de la Presse

Michel Onfray, Philosophe

Christophe Passer, Le Matin dimanche (Suisse)

Catherine Ceylac, journaliste

Jacques Rosselin, directeur de l'EFJ (École française de journalisme).

Aaron Fonvieille-Buchwald, Directeur de la stratégie numérique à Marianne

Philippe Val, écrivain, journaliste, ancien directeur de Charlie-Hebdo

Georges Bensoussan, historien

Blaise Hofman, écrivain

Samuel Piquet, chroniqueur à Marianne

Michel Moutot, journaliste à l'AFP

Bernard de La Villardière, journaliste et producteur Ligne de Front production

Caroline Valentin, avocat, essayiste

Perrine Simon-Nahum, historienne et philosophe

Jean Szlamowicz, linguiste et traducteur, professeur des universités

Sami Biasoni, essayiste, docteur en philosophie

Jacques Tarnero, Essayiste, documentariste

Michel Albouy, professeur émérite des Universités

Christophe Boutin, professeur des universités

Albert Doja, professeur des universités

Florence Bergeaud-Blackler, anthropologue, chargée de recherche CNRS

Guylain Chevrier, Docteur en histoire, formateur et enseignant

Charles Coutel, philosophe

Marcel Kuntz, Directeur de recherche, CNRS

Lucas Jakubowicz, journaliste

Michel Laval, avocat

Damien Le Guay, philosophe

Didier Lemaire, professeur de philosophie

Mohamed Louizi, ingénieur et essayiste

Fadila Maaroufi, directrice de l'Observatoire des fondamentalismes de Bruxelles

Ulysse Manhes, journaliste et auteur compositeur de chansons françaises

Céline Masson, professeur des universités

Michel Messu, Professeur honoraire de sociologie

Bruno Moysan, musicologue, Narodowy Instytut Fryderyca Chopina

Fabien Ollier, directeur de la revue Quel Sport ? et des éditions QS?

Bernard Paquetteau, sociologue

Nicolas Robert, PRAG

François Roudaut, professeur des universités

Jean-Pierre Sakoun, essayiste, président d'Unité Laïque

Xavier-Laurent Salvador, maître de conférences HDR, co-fondateur de l'Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires

Yves Charles Zarka, professeur émérite à l'Université de Paris

Michel Fichant, professeur émérite des Universités

Renée Fregosi, Philosophe et politologue

Philippe Gumpowicz, musicologue, Université Paris Saclay

Marcel Kuntz, Directeur de recherche, CNRS

Alexandra Laignel-Lavastine, philosophe, essayiste Yves Mamou, rédacteur en chef adjoint de Lenouveaunjournal.fr

Rémi Pellet, professeur des universités

Bruno Sire, Président Honoraire Université Toulouse Capitole

Pierre-André Taguieff, philosophe et historien des idées, CNRS

Pierre-Henri Tavoillot, philosophe Sorbonne-Université

Thibault Tellier, professeur des universités. Sciences Po Rennes

André Tiran, Professeur émérite des Universités

Dominique Triaire, professeur émérite des Universités

Pierre Vermeren, historien

Christophe de Voogd, historien, professeur affilié à Science Po

Tarik Yildiz, sociologue

Ibn Warraq, écrivain

Yves Charles Zarka, professeur émérite à l'Université de Paris

Michèle Tribalat, démographe.

Thibault de Montbrial, Avocat au Barreau de Paris, Président du Centre de Réflexion sur la Sécurité Intérieure

Wiktor Stoczkowski, directeur d'études à l'EHESS

Guillaume Bigot, Directeur Général, IPAG Business School

Benoît Lasserre, éditorialiste du journal Sud Ouest

Kak, dessinateur de presse (et président de Cartooning For Peace)

Mathieu Boumal, auteur au Gorafi et Fabien Liebus, auteur au Gorafi

Christian Lutz, photographe

Christian Campiche, journaliste, ancien Président d'Impressum (syndicat des journalistes suisses)

Stefano Boroni, caricaturiste, dessinateur de BD (CH)

Ian Manook, écrivain

Thierry Gillyboeuf, traducteur

David Desgouilles, Chroniqueur à Marianne

Robert-Walter Redecker, philosophe

Stéphane Chapel, parolière

Philippe Pujol, Prix Albert Londres

Marc Baudriller, Directeur adjoint de la rédaction de Boulevard Voltaire

5 février (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/deutschland-wie-sich-der-westen-den-osten-erfindet-17776987.html?premium>

Deutsch-deutsche Verhältnisse: Wie sich der Westen den Osten erfindet

- Von Dirk Oschmann
- -Aktualisiert am 04.02.2022-06:00



Installation auf dem Palast der Republik in Berlin von Lars Ramberg im Jahr 2005. Bild: Visum

Wer den ostdeutschen Unmut verstehen will, muss sich klarmachen, wie einseitig die Diskursmacht verteilt ist. Und etwas daran ändern, dass Spitzenpositionen fast immer von Westdeutschen besetzt werden. Ein Gastbeitrag.

Zur kontinuierlich geführten West-Ost-Debatte zählt die Behauptung, es gebe eine spezifische „Ost-Identität“, die mitverantwortlich sei für die derzeit rasant wachsende gesellschaftliche Spaltung. So jedenfalls kann man den im öffentlichen Raum vorherrschenden Eindruck resümieren. Allerdings ist dieser öffentliche Raum als ökonomischer, medialer und diskursiver Raum nicht nur komplett in westdeutscher Hand, sondern auch vollständig von westdeutschen Perspektiven dominiert; genau aus diesem Grund hat man sich in Sachsen-Anhalt im vergangenen Jahr geweigert, einer Erhöhung der Rundfunk- und Fernsehgebühren zuzustimmen. Da alle die Chimäre dieser „Ost-Identität“ kennen, soll sie hier nicht erneut verhandelt werden, vielmehr wird im Folgenden skizziert, was es bedeutet, von der Politik und großen überregionalen Medien, also von den öffentlichen deutschen Eliten, die natürlich nur westdeutsche Eliten sind, eine solche auferlegt zu bekommen. Nicht der „Osten“ ist zu erklären, sondern der „Westen“, der sich anmaßt, den Osten identitätspolitisch zu interpretieren und dabei faktisch zu isolieren.

Durchgängig spreche ich von Osten und Westen, von Ostdeutschen und Westdeutschen, und verzichte bewusst auf jede Art von Relativierung. Die Kompromisslosigkeit dieser Entgegensetzung spiegelt nur die Gnadenlosigkeit der Unterscheidung, wie sie seit mindestens 30 Jahren, eigentlich aber seit 1945 den deutsch-deutschen Diskurs bestimmt; Christoph Hein nennt dies in einem neueren Buch den „letzten deutsch-deutschen Krieg“. Um den Kontrast anschaulich zu machen, sei der Jurist und Publizist [Arnulf Baring](#) zitiert, der 1991 die Ostdeutschen so beschrieb: „Ob sich dort heute einer Jurist nennt oder Ökonom, Pädagoge, Psychologe, Soziologe, selbst Arzt oder Ingenieur, das ist völlig egal. Sein Wissen ist auf weiten Strecken völlig unbrauchbar. [...] viele Menschen sind wegen ihrer fehlenden Fachkenntnisse nicht weiter verwendbar. Sie haben einfach nichts gelernt, was sie in eine freie Marktgesellschaft einbringen könnten.“ Offenbar für Aussagen wie diese hat Baring den Europäischen Kulturpreis für Politik und das Große Bundesverdienstkreuz erhalten.

Berichterstattung aus der Sonderzone

[Armin Laschet](#) wiederum verstieg sich noch 2016 in einer ARD-Sendung zu der Aussage, die DDR habe „die Köpfe der Menschen zerstört. [. . .] Ganze Landstriche haben nicht gelernt, Respekt vor anderen Menschen zu haben.“ Und dass die Wochenzeitung „Die Zeit“ seit mehr als zehn Jahren die Rubrik „Zeit im Osten“ enthält – und zwar nur im Osten –, unterstreicht das entschiedene Bestreben einer Sonderzonenberichterstattung, mit der die Spaltung zementiert wird. Öffentlich und allgemein bewusstseinsgeschichtlich hat sich an der Spaltung folglich nichts geändert. Dabei begreift sich der Westen stets als Norm und sieht den Osten nur als Abweichung, gar als krankhafte Fehlbildung. Darum stört es den westdeutschen Wohlfühl- und Diskurskonsens in der Regel, wenn jemand aus dem „Osten“ spricht.

Die hier zu leistende Zustandsbeschreibung ist nicht mit „Jammern“ zu verwechseln. Darin besteht nämlich der beliebteste rhetorische Trick, kritische Wortmeldungen von ostdeutscher Seite mit dem Vorwurf erledigen zu wollen, hier rede wieder bloß ein sogenannter Jammer-Ossi. In der privilegierten Position eines Professors habe ich gar keinen Grund zu „jammern“, wohl aber Anlass, eine dezidiert andere Sicht zu entwickeln. Denn in der allgemeinen Wahrnehmung erscheint Kritik des Ostens am Westen nicht opportun, so als würden wir bereits in der besten aller Welten leben. Das tun wir natürlich nicht, da die beste aller Welten bekanntlich die 1989 untergegangene alte BRD war, wie man noch der im Jahr 2020 publizierten „Kurzen Geschichte der Deutschen“ des Berliner Historikers Heinrich August Winkler entnehmen kann. Abgesehen von etlichen hochrangigen alten Nazis in gesellschaftlichen und politischen Spitzenpositionen war da alles schön und wurde alles richtig gemacht.

Eine der zentralen Schwierigkeiten in der deutsch-deutschen Gemengelage liegt folglich darin, dass es für jemanden aus dem Osten im Grunde keine adäquate Position öffentlichen Sprechens gibt. Es existieren bisher nur zwei zugelassene, das heißt halbwegs akzeptierte Varianten, sich zum Stigma der ostdeutschen Herkunft ins Verhältnis zu setzen: Erstens die explizite Kritik an und Distanzierung von dieser Herkunft, weil man laut offizieller Sprachregelung ja aus einem „Unrechtsstaat“ kommt, und zweitens die Selbstdemütigung durch vorauseilende Ironisierung, wie sie etwa der Kabarettist Olaf Schubert praktiziert.

Ostdeutscher bleibt Ostdeutscher

Aber nicht nur die aporetische Sprecherposition selbst ist ein Problem, sondern genauso sind es die Anlässe des Sprechens. Westdeutsche sprechen immer und überall – und über alles – im Vollgefühl ihrer Repräsentativität und Legitimität, und natürlich dürfen sich Westdeutsche immer als „Deutsche“ begreifen. Das erfährt man im Osten ganz anders, weil man innerhalb Deutschlands selbst nie das Bewusstsein verliert, aus dem Osten zu kommen und jederzeit zum Ostdeutschen gemacht und damit disqualifiziert werden zu können. Ob es einem gefällt oder nicht, man bleibt als Ostdeutscher in Deutschland ein Ostdeutscher, nicht jedoch weil man es sein möchte, sondern weil man im öffentlichen Raum permanent auf die mit dieser Herkunft verknüpften Vorurteile und Konnotationen festgelegt und reduziert wird.

Zum „Deutschen“ wird man als Ostdeutscher erst im Ausland. Ich habe mehrere Jahre an fünf verschiedenen Orten in den USA gelebt. Niemand ist dort auf die Idee gekommen, ich könnte etwas anderes sein als „a German“ beziehungsweise „from Germany“, selbst dann nicht, wenn die Rede darauf kam, dass ich in der DDR aufgewachsen bin. Hier in Deutschland dagegen scheint das nicht denkbar. Während Westdeutsche offenbar Naturdeutsche sind, sind Ostdeutsche lediglich Kunstdeutsche. Natürlich weiß ich, dass sich jeder gebildete und ökonomisch gut gestellte Westdeutsche nicht als „Deutscher“ begreift, sondern sich, wie es zu einem zeitgemäßen postnationalen und vor allem saturierten Selbstverständnis gehört, für einen moralisch korrekten „Europäer“ oder gar „Weltbürger“ hält.

Ein solches Selbstverständnis wird Ostdeutschen nur äußerst selten zugestanden, vielleicht [Angela Merkel](#), Durs Grünbein und Toni Kroos, sonst fällt mir niemand ein. Dagegen wird allen anderen Ostdeutschen bis heute permanent abverlangt, sich dafür zu schämen und zu rechtfertigen, Ostdeutsche zu sein. Der bestehende West-Ost-Konflikt ist folglich nicht nur einfach ein weiterer Teil der gesamtgesellschaftlich geführten Ungleichheitsdebatte. Befördert durch die klaren geographischen und vermeintlich ebenso klaren historischen Konturen ist hier eine soziale, ökonomische und diskursive Ungleichheit entstanden, die zu allen anderen ohnehin bestehenden Ungleichheiten als potenzierender Faktor hinzukommt. Eine Herkunft aus dem Osten mindert die Lebenschancen erheblich.

Stigmatisierte Vergangenheit

Mit aller Schärfe zeigt sich das beispielsweise im akademischen Rahmen. An den geisteswissenschaftlichen Fakultäten deutscher Universitäten haben nur ganz wenige Personen mit ostdeutscher Herkunft eine Professur inne. Oft schämen sie sich ihrer Herkunft und verschweigen die stigmatisierte Vergangenheit. Professuren werden auch im Osten fast immer mit Personen aus dem Westen besetzt. Das ist am Germanistischen Institut der Uni Leipzig, wo ich selber lehre, nicht anders als im ausnahmslos westdeutsch besetzten Rektorat dieser Universität. Die Gründe dafür liegen hauptsächlich im Elitenwechsel nach 1990. Von wenigen Ausnahmen abgesehen, haben die damals aus dem Westen neu berufenen Wissenschaftler ihre Doktoranden und Postdoktoranden aus dem Westen mitgebracht. Hierdurch aber sind fast alle universitären Zukunftsaussichten für den ja ebenfalls vorhandenen unbelasteten wissenschaftlichen Nachwuchs aus dem Osten beendet gewesen.

Die Tore, die sich 1989 politisch geöffnet haben, sind in den Neunzigerjahren institutionell geschlossen worden: durch neue Strukturen einerseits, konkret handelnde Akteure andererseits. Auch 30 Jahre nach dem Mauerfall hat sich an dieser Situation nichts geändert, da Eliten bekanntlich in Form eines strukturellen Nepotismus ihren Nachwuchs aus den eigenen Netzwerken rekrutieren. So bleiben die Philosophischen Fakultäten im Osten trotz der zweiten Berufungswelle seit etwa 2010 weiterhin nahezu ausschließlich Veranstaltungen von Personen aus dem Westen für Personen aus dem Westen – von der Berufungspolitik an den Universitäten im Westen selbst einmal ganz zu schweigen.

Neuere soziologische Studien zeigen, dass eine seit 1990 gesamtgesellschaftlich stark benachteiligte Gruppe die der ostdeutschen Männer der Jahrgänge 1945 bis 1975 ist, das heißt die erste und zweite männliche Nachkriegsgeneration in der DDR. Also präzise diejenigen, die von den überregionalen Medien besonders gern als Wutbürger, AfD-Wähler, Nazis, Rassisten oder einfach als unzurechnungsfähige stammelnde Primaten hergerichtet und zugerichtet werden. Das sind vielfach jene Leute, die sich 1989 in die Mündigkeit und Freiheit gekämpft haben – um dann auf andere Weise sofort wieder entmündigt zu werden, weil sie keine Macht, kein Geld, keine Beziehungen und oft keine Arbeit mehr hatten. Entmündigt, wohlgermerkt, von und in der Demokratie.

Gravierende Unterrepräsentanz

Sucht man also nach Gründen für die gegenwärtige ostdeutsche Bockigkeit, lässt sich jenseits des gänzlich irreparablen ökonomischen Ungleichgewichts schnell die gravierende Unterrepräsentanz Ostdeutscher in gesellschaftlichen Spitzenpositionen identifizieren. Ihr Anteil in Wissenschaft, Verwaltung, Jurisprudenz, Medien, Politik und Wirtschaft beläuft sich derzeit auf lediglich 1,7 Prozent. In der zynischen strukturellen, institutionellen und vor allem personellen Benachteiligung des Ostens liegt eines der größten Konfliktfelder der latenten und manifesten Ost-West-Spaltung. Der Osten kann sich nur verhöhnt vorkommen, wenn in Sonntagsreden und zu anderen Anlässen von Diversität, Diversifizierung, Integration, Inklusion – und wie die schönen Leerformeln zur Beschwörung der kulturellen Vielfalt und des gesellschaftlichen Zusammenhalts sonst noch lauten mögen – gesprochen wird, weil er niemals mitgemeint ist.

Man muss freilich zum Ursprung der gesamten Misere gehen. Während der Westen nach dem [Zweiten Weltkrieg](#) den Marshallplan für die Wirtschaft und „political reeducation“ zur Orientierung in der Demokratie bekommen hat, musste der Osten riesige Reparationen an die Sowjetunion leisten und vierzig Jahre unter realer Gewalt hinter dem Eisernen Vorhang zubringen. In den Worten Heinrich August Winklers: „Die Ostdeutschen waren von Vornherein die eigentlichen Kriegsverlierer gewesen.“ Das ist allerdings bis heute so geblieben. Es ist aber gar nicht einzusehen, dass auf Dauer nur der Osten die Folgen des von allen Deutschen verantworteten Nationalsozialismus ausbaden soll.

Die Wahrnehmung und Konstruktion des „Ostens“ in der jüngeren Vergangenheit und in der Gegenwart zehrt obendrein von älteren Deutungsmustern, die mit dem aufkommenden Nationalismus im 19. Jahrhundert verbunden sind. Besonders gut sehen kann man das an einem der erfolgreichsten Bücher des bürgerlichen Realismus, nämlich dem 1855 veröffentlichten Roman „Soll und Haben“ von Gustav Freytag. Dieser wirkmächtige Text wurde bis weit ins 20. Jahrhundert hinein in großen Auflagen gedruckt und verzeichnete die höchsten Verkaufszahlen bezeichnenderweise direkt nach den beiden Weltkriegen. Das

scheint kein Zufall zu sein, werden in dem Buch doch die sogenannten deutschen Werte inszeniert und prämiert wie beispielsweise Arbeit, Sauberkeit, Fleiß, Pünktlichkeit, Ehrlichkeit oder „Anständigkeit“.

Diesem vermeintlich Deutschen sind im Roman zwei Kultur- und Lebensformen diametral entgegengesetzt: zum einen das jüdische Leben, zum anderen das Leben der Polen oder allgemein der Slawen. Die Darstellung der Juden ist von einem extremen Antisemitismus geprägt. Nicht weniger negativ werden die Slawen gezeichnet, die angeblich faul, dumm, „liederlich“, unehrenhaft und prinzipiell keiner wirklichen Kultur fähig seien. Da ist von „Polackenwirtschaft“ die Rede und von „slawischer Sahara“. Die Slawen im Osten werden als Barbaren gezeichnet, die erst kolonisiert, zivilisiert und kultiviert werden müssen.

Negative Zuschreibungen des Ostens

Insofern als der Text dezidiert antislawisch ist, hat er maßgeblich das Bild vom „Osten“ als einer minderwertigen, unzivilisierten und unkultivierten Region geprägt, eine Vorstellung, die sich tief ins deutsche Bewusstsein eingegraben hat bis hin zur rassistischen Konstruktion des „russischen Untermenschen“ durch die Nazis. Die negativen Zuschreibungen und Assoziationen setzen sich nach dem Zweiten Weltkrieg ungebrochen fort, in den Bezeichnungen „Ostzone“, „Ostblock“ und „Osteuropa“ ebenso wie in Adenauers abfälligen Bemerkungen, hinter Kassel beginne die „Walachei“ und bei Magdeburg „Asien“, in sogenannten Polenwitzen genauso wie schließlich im Neologismus „Ossi“. Dass unter solchen Voraussetzungen jemand, der von der Bundesregierung ausdrücklich als „Ostbeauftragter“ installiert wurde, keine Chance hat, ernst genommen zu werden, versteht sich von selbst. Und dass es auch unter der neuen Bundesregierung wieder einen Ostbeauftragten gibt, ist das skandalöse Symbol eines ungeheuerlichen Paternalismus.

Regelmäßig wird dem Osten sein „mangelndes Demokratieverständnis“ vorgehalten, ja sogar die „Demotiefähigkeit“ abgesprochen. Erstens muss man Leuten, die eine Diktatur in die Knie gezwungen haben, nicht erklären, was Demokratie ist. Dennoch versucht der Westen unablässig, die politische Erfahrung des Ostens zu delegitimieren, weil es eine Diktaturerfahrung ist. Doch der Osten hat ja nicht nur diese Diktaturerfahrung und dadurch etwas weniger politische Erfahrung, sondern er hat ein Vielfaches an politischer Erfahrung, nämlich Diktaturerfahrung, Revolutions- und Umsturzerfahrung, dann Erfahrungen in unmittelbarer Basisdemokratie und schließlich Erfahrungen mit der gegenwärtigen Spielart der Demokratie. Aufgrund dessen hat er die Möglichkeit zum Vergleich, der ihm gestattet, Dinge anders und manches schärfer zu sehen. Das will der Westen aber nicht wahrhaben.

Zweitens macht der Osten seit 1990 die Erfahrung, von der wirklichen Gestaltung und Mitgestaltung dieser Demokratie im Grunde ausgeschlossen zu sein, weil es zwar formale, reell aber nur wenige Chancen auf Teilhabe, Partizipation, Repräsentativität, Einstieg oder gar Aufstieg in gesellschaftlich relevante Teilsysteme gibt, von Macht, Geld und Einfluss ganz zu schweigen. Das zeigt sich selbst in der [AfD](#). Nicht nur war die AfD eine Westgründung, sondern sie hat auch stets eine fast komplett westdeutsch besetzte Führungsspitze. Dass die AfD im Osten so stark werden konnte, hängt klar mit dem aus Unkenntnis und kapitälem Desinteresse resultierenden politischen Versagen der anderen Parteien zusammen. Wenn der Osten dann einmal alle vier oder fünf Jahre bei den Wahlen die wirkliche Chance auf demokratische Mitbestimmung erhält, dann herrscht Panik in den Medien und den gesellschaftlichen Eliten. Sonst interessiert sie der Osten wie die Rückseite des Mondes, bei Wahlen aber beginnt jedes Mal das große Zittern. Da wird vorher von ARD und ZDF über „Zeit“, „Spiegel“, „Tagesspiegel“, „Süddeutsche Zeitung“ und wie die selbst ernannten Qualitätsmedien alle heißen mögen, eine unendliche Angst geschürt und hinterher ebendort der Schrecken wortreich verhandelt, als würden mongolische Heerscharen vor den Toren Europas stehen.

Reflexe der Fremdenfeindlichkeit

Genau zu beobachten war in diesen Zusammenhängen schließlich auch der von den gesellschaftlichen Eliten betriebene innerdeutsche Auslagerungsmechanismus, der etwa dafür sorgt, dass es nur im Osten Rechtsextremismus und Fremdenfeindlichkeit geben soll. Da findet sich all das Böse, das man selbst hinter sich gelassen zu haben glaubt. Natürlich gibt es das im Osten: schlimm genug. Allerdings auch im Westen,

und nicht zu knapp. Doch gilt dann oft ein ganz anderer Maßstab der Einordnung und Beurteilung – das seien „bedauerliche Einzelfälle“.

Besonders gern wirft der Westen dem Osten seine Fremdenfeindlichkeit vor. Die ist freilich auch ein direkter Reflex auf die Fremdenfeindlichkeit, die er selbst vom Westen seit über 30 Jahren tagtäglich erfährt. Und mitnichten ist Fremdenfeindlichkeit ein auf den Osten beschränktes Phänomen, sondern genauso gesamtdeutsch wie der Rechtsextremismus. Man sehe sich nur an, welche Erfahrungen mit Fremdenhass Saša Stanišić im Intellektuellenidyll namens Heidelberg machen musste, anschaulich beschrieben in dem 2019 veröffentlichten Buch *Herkunft*. Darüber hinaus hat sich Deutschland von 2010 bis 2019 mit Günther Oettinger einen EU-Kommissar geleistet, der in einer Rede unter viel Beifall, wie man auf Youtube noch sehen und hören kann, sowohl homophobe Äußerungen vorgetragen als auch die Chinesen öffentlich als „Schlitzaugen“ bezeichnet hat, die sich „mit schwarzer Schuhcreme die Haare von links nach rechts kämmen“ – ohne jegliche Folgen, von einem Rücktritt ganz zu schweigen.

Nennen muss man auch die rassistischen Aussagen des ehemaligen Präsidenten des Fußballclubs Schalke 04, Clemens Tönnes, aus dem Jahr 2019. Hätte jemand aus dem Osten solches verlautbart, wäre das sein sozialer und politischer Tod gewesen. Im Westen soll der Fremdenhass eine Art Folklore sein, im Osten hingegen angeborener Teil der Mentalität. Das ist ein Paradebeispiel für Heuchelei, Doppelmoral und doppelten Standard, weil der Westen in einer speziellen Form des Othering den Osten selbst zum Fremden macht. Der Westen wirft dem Osten Fremdenfeindlichkeit vor, ohne doch selbst mit dem Fremden, das der „Osten“ anscheinend darstellt, auch nur ansatzweise zurechtzukommen. Zwar zählt es zum liberalen, weltoffenen Selbstverständnis der meisten Westdeutschen, das Fremde und Andere zu feiern, in die ganze Welt zu reisen und ferne Kulturen zu bewundern, Divergenz, Differenz und Alterität als besonders wertvoll zu markieren. Doch es muss das richtige Andere sein, nicht das falsche Andere, das der Osten verkörpert, vor dem man sich fürchtet, das man ausgrenzt, belächelt, verhöhnt und kleinmacht. Diesem falschen Anderen gegenüber herrscht Null-Toleranz. Auf diese Weise macht der Westen den Osten zum Fremden im eigenen Land. Das ist der wirkliche Skandal.

Im seit 1989 herrschenden Diskurs heißt „Osten“ vor allem Hässlichkeit, Dummheit, Faulheit, heißt Rassismus, Chauvinismus, Rechtsextremismus und Armut, heißt also Scheitern auf ganzer Linie – um nur die wichtigsten der vom Westen erfolgreich eingeführten Zuschreibungen zu nennen, die er auf diese Weise zugleich elegant aus der Selbstwahrnehmung ausgegliedert hat. „Westen“ dagegen heißt (alte) Bundesrepublik, heißt Deutschland im eigentlichen Sinne, heißt Schönheit, Klugheit, Fleiß, heißt Weltoffenheit, Liberalität, Demokratie und Reichtum, heißt also Erfolg auf ganzer Linie. „Osten“ ist immer das, was man nicht haben will, das Fremde und falsche Andere einer wesentlich niedrigeren Zivilisationsstufe. Im antiken Griechenland nannte man solche Leute schlicht Barbaren. Eine wiederkehrende Forderung an den Osten lautet deshalb, er solle sich „normalisieren“ – was immer das heißen mag –, und gleichzeitig wird er ökonomisch, machtpolitisch und diskursiv gezielt daran gehindert, es zu tun. Der Osten hat keine Zukunft, solange er nur als Herkunft begriffen wird.

Dirk Oschmann lehrt Neuere Deutsche Literatur in Leipzig. Es handelt sich um die überarbeitete und gekürzte Fassung eines Vortrags in der Reihe „PerspektivenDurchDenken – Leipziger Wissenschaftsdialoge“.

4 février (The Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2022/02/05/interest-rates-may-have-to-rise-sharply-to-fight-inflation>

How high will central banks go?

Interest rates may have to rise sharply to fight inflation

But the low-rate era is unlikely to come to a permanent end



Feb 5th 2022 edition

Jerome Powell, the chairman of the Federal Reserve, once compared setting interest rates to celestial navigation. Today, as inflation spikes, there is a growing sense that the Fed has lost its way. It looks as if it is about to make an abrupt change of course by tightening monetary policy hard and fast. That prospect has battered stockmarkets and led many firms and homeowners to wonder if the era of low rates might be over for good.

The reality is more complex. In the short term the Fed does indeed need to get a grip. But, as we [explain](#), in the long run the world's ageing population will keep a cap on interest rates. That points to an unpleasant financial squeeze, rather than a return to the 1970s.

Interest-rate rises are daunting because much of the world has got used to an era of almost-free money. No G7 central bank has set interest rates above 2.5% in over a decade. Back in 1990 all of them were above 5%. Cheap financing has come to seem like an indelible feature of rich economies. It has let governments run extraordinary deficits, propelled asset prices to astronomical highs and forced policymakers to reach for other tools, such as bond-buying and stimulus cheques, to prop up the economy during slowdowns.

That is why surging prices over the past 18 months have been such a rude surprise to the Fed and other central banks. In America consumer-price inflation has reached 7% and, far from being transitory, is feeding through into wages as the idea that bills will go up is being baked into households' and firms' expectations. Private-sector wages and salaries in America [are up 5%](#) in a year. In December the median American consumer expected prices to rise by 6% over 12 months. Many of these trends are being felt around the world: global inflation has now reached 6%.

As a result, central banks are stirring. Twelve emerging-market rate-setters raised interest rates in 2021. The Bank of England did too. It did so again on February 3rd, and more rises are likely. Investors expect even the glacial European Central Bank, which has not raised rates for more than a decade, to do so twice this year. Yet all eyes are on America and Mr Powell. That is partly because they have a dominant role in the world's financial system, but also because American inflation is high and the Fed is behind the curve. For months it has been stimulating an economy that is already red hot by buying bonds and keeping interest rates at 0-0.25%.

The Fed says it plans to get interest rates back to about 2% by 2024, not far off most estimates of their neutral level, which in theory neither stimulates the economy nor holds it back. But as the Fed has dragged its feet, the risk has grown that it will have to go further. Higher inflation expectations make the impulse to raise prices harder to eradicate. For any nominal rate, they also reduce the real interest rate that borrowers pay, offsetting the effect of Fed tightening. The real cost of borrowing over five years is still lower now than it was in mid-2020.

The most likely prospect is therefore of a year or more of interest rates in America rising more sharply than the Fed has so far indicated. Some forecasters predict that it will raise rates by 1.75 percentage points in 2022, more than in any year since 2005.

What about the longer run? After all most homeowners and firms seek to borrow over years or decades. For an answer, you have to look beyond Mr Powell to the forces driving the economy. Monetary policy is anchored around the neutral rate of interest, the price of money needed to balance the global appetite to save with the desire to invest. This is a fundamental variable over which central bankers have little control.

Over the past 20 years this underlying neutral rate has steadily fallen as savings and investment have got out of whack. Rising global savings, caused at first by the hoarding of reserves in Asian economies, meant that vast amounts of money chased any return, however meagre or risky. Meanwhile companies battered and bruised after the global financial crisis of 2007-09 were reluctant to invest.

The question is whether these forces have shifted. On one side of the ledger, perhaps they have a little. Business investment may be entering a [new phase](#). Since the pandemic, it has recovered faster than it did after the financial crisis. That is partly thanks to the pandemic stimulus, which is now being withdrawn. But it also reflects optimism about technological progress that is fuelling spending on intellectual property. This now accounts for more than two-fifths of American business investment. Meanwhile the clean-energy transition is creating an investment need of perhaps 60% of gdp in the rich world. If techno-optimism lasts and the world is serious about fighting climate change, investment is likely to be stronger in the 2020s than it was in the 2010s.

However the other side of the ledger, the world's wish to save, is unlikely to weaken. Since Ben Bernanke, one of Mr Powell's predecessors, first noticed the "global saving glut", the growth in the reserves of Asian economies has slowed, and some governments have chalked up more debt. But the share of the world's inhabitants older than 50 is projected to rise from 25% to 40% by 2100, and may climb higher still, given recent falls in fertility in India and China. Experience shows that ageing leads to more saving, because rising life expectancy causes households to put more aside for their retirement and retirees tend to run down their assets slowly.

Bumps and slumps

These factors lay down a map for interest rates. In the long run any upward shift is likely to be small, and, to the extent that this reflects a pick-up in investment, welcome. However, between now and then there is likely to be a sharp and potentially painful rise in rates. The world's debts [have reached 355% of gdp](#), making firms and households more sensitive to even small rate rises. There are few examples of central banks taming inflation without the economy suffering a recession. The last time America's inflation fell from over 5% without a downturn was over 70 years ago. Fighting inflation could put the world in a slump. If so, the prospect that rates will one day fall back again would be only some consolation

4 février (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/mathieu-bock-cote-et-yascha-mouk-quel-modele-pour-la-france-multiethnique-20220204>

Le Figaro (site web)

vendredi 4 février 2022 - 07:02 UTC +01:00 2229 mots

Actualité ; Société

Mathieu Bock-Côté et Yascha Mounk: «Quel modèle pour la France multiethnique?»

Devecchio, Alexandre

GRAND ENTRETIEN - Le bouleversement démographique et culturel lié à l'immigration sera le plus grand défi pour les sociétés occidentales au XXIe siècle. Si l'universitaire américain Yascha Mounk et le sociologue québécois Mathieu Bock-Côté partagent ce constat, ils divergent sur le modèle à adopter...

LE FIGARO MAGAZINE. - La transformation des sociétés occidentales en sociétés multiethniques est au cœur de votre livre Yascha Mounk. Qui dit société multiethnique, dit forcément multiculturalisme ?

Yascha MOUNK. - Le terme «multiculturel» signifie différentes choses dans différents contextes. Des concitoyens qui viennent de différentes parties du monde apportent avec eux différentes croyances religieuses, différentes cultures culinaires, différentes valeurs, tout simplement. Nous devons admettre que gérer le vivre-ensemble dans un pays comme la France, qui est un pays multiethnique, devient plus compliqué.

Nous sommes dans une situation sans précédent historique. En effet, nous avons créé des démocraties marquées par leur diversité ethnique et religieuse, dans lesquelles nous essayons de traiter tous les citoyens en tant qu'égaux. En ce sens, c'est une grande expérience, comme le fut la Révolution française ou la fondation de la République américaine.

Mathieu BOCK-CÔTÉ: - Premièrement, l'immigration massive depuis près d'un demi-siècle dans le monde occidental a entraîné une révolution démographique qui transforme la structure des sociétés qui le composent. À l'échelle de l'histoire, c'est quelque chose d'inédit. Pendant longtemps, ce phénomène a été nié. Aujourd'hui, alors qu'on le dit irréversible, définitif, il n'est plus raisonnablement possible de le nier. Nous sommes passés du déni à l'obligation d'accepter, voire de célébrer.

Deuxièmement, la question multiculturaliste - je parle ici du multiculturalisme comme une idéologie fondée sur l'inversion du devoir d'intégration - est évidemment centrale. Traditionnellement, c'est la vocation de l'immigré de prendre le pli culturel de la société d'accueil. Désormais, le multiculturalisme décrète que c'est la société d'accueil qui doit se transformer pour accommoder la diversité et ses revendications. Le multiculturalisme vient délégitimer le droit du peuple historique, du pays, de la communauté nationale fondatrice de ce pays, d'exiger des nouveaux arrivés qu'ils s'intègrent, qu'ils s'assimilent.

Posons la question clairement: souhaitons-nous encore assimiler aujourd'hui? Oui, à écouter les discours de plus en plus nombreux qui relèvent d'un républicanisme presque martial et qui relaient un vrai désir de fond dans la population. Mais les conditions démographiques, sociologiques et culturelles de l'assimilation sont de moins en moins rassemblées. L'assimilation ne peut plus être un projet sur cinq ans. Transformer des individus venus d'ailleurs en véritables nationaux, c'est une tâche qui s'étalera sur deux ou trois générations. Il faut reconstruire la fabrique sociale.

Yascha Mounk, pensez-vous que ce sont aux pays, aux nations de s'adapter à cette nouvelle norme diversitaire que vous décrivez ou est-ce que c'est à «la diversité» de se fondre dans la majorité ?

Yascha Mounk: - Quelles sont les valeurs les plus fondamentales de notre société? Quelles sont par exemple les valeurs les plus fondamentales de la République française?

Je rejette, au moins dans un de ses sens, le multiculturalisme. Je ne partage pas l'idée qu'ont beaucoup de philosophes politiques, mais aussi beaucoup de mouvements politiques, de dire que ça n'est pas le citoyen ou l'individu qui est à la base de la société, mais que la société est une association des associations. On peut comprendre la France comme un accord entre les catholiques, les musulmans, les juifs et les athées, et que les droits et les devoirs de chacun dépendraient du groupe auquel il appartient. Cette vision-là est à mon sens une trahison des valeurs fondamentales des Lumières et de la fondation de la France, et il faut la rejeter.

Mais, dans le même temps, la liberté de l'individu doit aussi être protégée de la majorité. Il faut par exemple conserver la liberté d'être athée ou agnostique, même dans une société majoritairement catholique. Il s'agit également de la liberté de pouvoir tenir un discours très impopulaire sans être viré de son travail ou mis en prison.

Si nous croyons aux valeurs fondamentales de notre société (liberté individuelle dans ce cas), cela implique que la majorité culturelle n'est pas en droit de dicter à un individu d'un groupe minoritaire un mode de vie particulier, par exemple quoi lire, quoi cuisiner ou comment s'habiller.

Il faut évidemment que les nouveaux arrivants s'intègrent aux valeurs du pays. Nous souhaitons tous un pays dans lequel les citoyens sont connectés les uns aux autres, même si leurs origines sont différentes. Nous souhaitons tous une société dans laquelle il y a de la solidarité. En revanche, le fait que quelqu'un ait des préférences culinaires ou des traditions culturelles différentes ne devrait pas, en soi, poser problème.

Mathieu Bock-Côté: - La question est de savoir quel est le principe de référence dans nos sociétés. Sont-ce des valeurs canadiennes, québécoises, américaines, allemandes, françaises...? Ces valeurs sont globalement les mêmes. La partie distinctive n'est donc pas là. Nous croyons tous comme tout le monde aux principes des Lumières. La question qui se pose aujourd'hui est le droit des peuples à la continuité historique. L'élément fondateur de la communauté politique est le peuple, la nation entendue comme une communauté historique.

Quant à la question des minorités, elle réfère à deux réalités distinctes. Il y a d'abord les minorités historiques d'un pays qui ont donc des droits historiques dans ce pays. Par exemple, les Catalans d'Espagne, les Gallois, les Écossais, etc.

Les populations issues de l'immigration ne sont pas des minorités de même nature. Ce ne sont pas des communautés qui arrivent, mais des individus qui ont pour vocation de se fondre dans la majorité. Elles n'ont pas pour vocation de se reconstituer en minorité dans le pays où elles arrivent. Disons-le autrement: les populations issues de l'immigration n'ont pas pour vocation de se reconstituer en tant que minorité historique, mais de s'assimiler au pays d'accueil. La distinction très importante à mon sens s'opère ici.

Évidemment, les mœurs évoluent, l'identité aussi. Une nation n'est pas un bloc figé à un moment T de l'histoire, à jamais étrangère aux évolutions du monde. En revanche, la nation se définit par sa manière de digérer peu à peu les apports de l'extérieur.

Yascha Mounk: - Personnellement, ce que je valorise le plus dans la tradition politique occidentale, c'est précisément d'avoir la liberté de vivre de la manière que nous trouvons le plus juste pour des raisons morales, religieuses qui nous appartiennent. En conséquence, cette idée que la majorité historique doit être maîtresse ne tient pas. Dicter aux nouveaux arrivés des croyances, un style de vie ou une idéologie, ce serait alors la tyrannie de la majorité.

Mathieu Bock-Côté: - Lorsque vous parlez des principes qui fondent notre civilisation, il y a certes la liberté individuelle mais il y a aussi le droit des peuples à la détermination. Et en lien avec ce droit, on trouve aussi le droit de perpétuer son identité. À terme, l'immigration massive transforme les fondements d'une société, sa définition même.

Yascha Mounk: - Quel est le droit de l'État envers ses citoyens? Je crois qu'il faut faire particulièrement attention. Nous ne souhaitons pas vivre dans une société dans laquelle la majorité a toujours raison. Ce serait en venir vraiment à la trahison des valeurs de la Constitution française et de la tradition héritée des Lumières.

Nous pouvons aussi nous demander quelle est la culture que nous créons ensemble? Dans mon livre, j'ai cherché à défendre une nouvelle conception du patriotisme qui n'est pas seulement basée sur les principes de la République mais aussi sur l'amour de la culture du pays. Ceux qui défendent une conception du patriotisme exclusivement constitutionnelle, comme Habermas, ont des difficultés à expliquer pourquoi un patriote allemand n'est pas un patriote canadien ou français. Les Constitutions françaises, canadiennes ou allemandes ont évidemment quelques différences mais restent très similaires. Alors si le patriotisme était seulement basé sur l'amour de la Constitution, pourquoi un patriote allemand ne serait-il pas un patriote

canadien? La réponse, pour moi, est l'amour pour son propre pays et pour sa culture qui distingue des pays même constitutionnellement très proches entre eux. Mais cette culture a toujours évolué et continue à évoluer.

Est-ce suffisant face à certaines pressions communautaristes?

Mathieu Bock-Côté: - Il y a des quartiers qui ne mangent qu'halal... La culture du pays d'accueil en est chassée, et la possibilité d'y vivre en conformité avec elle est pratiquement abolie. La mutation démographique à laquelle Yascha Mounk fait référence implique de nouvelles normes tant que le pays d'accueil n'assimile plus.

Certes, ce n'est pas à la majorité de dire aux individus quoi faire de leur vie. Nous vivons dans des sociétés libérales. Mais il y a une différence entre voir une gastronomie évoluer en intégrant de nouveaux plats et imposer les mœurs de l'islam (voile, prières publiques...) dans la vie publique. Nous sommes une société libérale, mais nous ne sommes pas qu'une société libérale: nous avons une identité, et nous ne voulons pas la voir se dissoudre. Nous sommes même en droit de dire ce qui est incompatible avec notre culture et imposer un cadre d'assimilation: par exemple interdire le port de la burqa dans l'espace public, ou du voile dans la fonction publique ou le professorat. Ce sont des modes de régulation de la culture qui me semblent légitimes dans un contexte d'immigration massive. Trop souvent la puissance publique sert aujourd'hui à imposer le multiculturalisme à la société d'accueil, à la rééduquer de force pour l'amener à répéter «la diversité est une richesse» alors qu'elle se sent dépossédée de son identité. Que la puissance publique serve à favoriser la pleine intégration culturelle des immigrés à la nation ne me choque pas.

Yascha Mounk: - Je trouve que ce discours est schizophrène. Vous célébrez d'un côté la culture d'une grande nation comme la France, mais d'un autre côté, vous la pensez tellement faible qu'elle pourrait même, selon vous, disparaître.

Personnellement, en tant qu'étranger, quand je viens en France - j'adore ce pays -, je constate que la culture française reste extrêmement forte, que la France se distingue encore de beaucoup d'autres. La majorité des gens que je rencontre ici et qui sont originaires d'autres pays se sont bien intégrés à cette culture. Je ne nie pas les tensions, en particulier dans les quartiers, et il convient de réfléchir à des solutions, mais je persiste à penser que la France devrait être beaucoup plus confiante en elle, en sa culture, et en son pouvoir d'influence.

Mathieu Bock-Côté: - Je connais cette théorie, mais moi je vous parle de tous ces Français qui se sentent étrangers dans leur propre pays. Il faut aussi en tenir compte. Vous me parlez de la force de l'identité française. Mais la France fait aujourd'hui l'expérience de sa fragilité. La France connaît aujourd'hui la peur qu'avaient déjà bien avant elle bon nombre de petites nations qui se savaient mortelles. Il s'agit de la peur des petites nations qui prennent conscience qu'elles peuvent disparaître. Longtemps la France s'est crue éternelle. Elle découvre qu'elle ne l'est pas, comme le savent depuis longtemps les Baltes, les Québécois, les Hongrois, les Polonais, et tant d'autres peuples qui font de leur existence un combat.

» LIRE AUSSI - L'immigration compte-t-elle pour la moitié de la croissance démographique de la France?

Yascha Mounk: - Je connais bien la France et je n'ai pas du tout l'impression que ce pays est sur le point de disparaître. Aux États-Unis, nous avons connu un discours très similaire il y a cent ans. Les Américains qui venaient d'une culture anglo-saxonne avaient très peur que l'arrivée des Irlandais, des Italiens, des Juifs participe à faire perdre la culture états-unienne.

Aujourd'hui, il faut bien admettre que les enfants et petits-enfants de ces immigrés sont très bien intégrés dans le pays. Ils l'ont certes marqué, ils l'ont certes changé d'une certaine manière, mais pas au point de faire se sentir les Américains comme étrangers dans leur propre pays. À mon sens, un vrai patriote français ne devrait pas penser que son pays est tellement faible qu'il est sur le point de disparaître. Ce n'est pas une vision raisonnable de la situation.

4 février (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/le-salafisme-voila-l-ennemi-un-ancien-responsable-de-la-dgse-brise-le-silence-20220204>

Le Figaro (site web)

vendredi 4 février 2022 - 06:00 UTC +01:00 3142 mots

Actualité ; Société

Le salafisme, voilà l'ennemi: un ancien responsable de la DGSE brise le silence



EXTRAITS EXCLUSIFS - Quarante années d'aveuglement ont conduit la France aux limites de la rupture du pacte républicain. Alors que le débat a été longtemps pollué par le politiquement correct, Alain Chouet, ancien chef du service de renseignement de la DGSE, propose un livre clair et net comme une note stratégique adressée au futur président de la République, mais écrite pour le grand public.

Il y a une semaine, un documentaire de M6 révélait la vie quotidienne d'un quartier sous contrôle des salafistes. On y découvrait une réalité qui ne pouvait pas ne pas susciter une phobie sans nuances : « Pas de ça en France?! » La présentatrice de ce documentaire, la journaliste Ophélie Meunier, a été depuis placée sous protection policière après des menaces de mort, tout comme le juriste Amine Elbahi, originaire de la ville et qui dit avoir reçu des centaines de messages de haine sur les réseaux sociaux. C'est tout le propos d'Alain Chouet, déjà auteur de deux livres sur sa vie d'espion et sur La Menace islamiste (La Découverte), que de chercher les causes de notre impuissance en rassemblant les pièces d'un puzzle qui n'est pas seulement hexagonal mais mondial. Dans son viseur, on trouve les commanditaires. Riyad, et d'autres capitales d'un « pétrosunnisme » terriblement funeste aux équilibres planétaires. « Pour empêcher l'eau d'un fleuve de couler, il est plus efficace d'en boucher la source que d'en barrer l'estuaire », écrit Chouet. Qui, dans cette campagne présidentielle, osera proposer une stratégie pour en finir avec le salafisme??

«Attentifs ensemble?!»: les esquives délibérées de la technostructure face au séparatisme islamique

En octobre 2018, un colloque de l'IHEDN (Institut des hautes études de Défense nationale) sur le thème de l'endoctrinement salafiste et de la radicalisation qui devait se tenir le 22 novembre 2018 à Dijon, a été annulé pour cause d'oukase du plus haut niveau en la personne du préfet de région. Je précise que je ne participais pas à ce colloque à la préparation duquel je n'avais été consulté que pour avis technique et que je n'y avais aucun intérêt personnel. L'IHEDN était-il devenu un préoccupant centre de subversion ou un repaire de racistes islamophobes?? Devait-on considérer qu'un général de division de gendarmerie et le maire de Dijon appelés à intervenir dans ce colloque étaient de dangereux révolutionnaires ou des fascistes xénophobes notoires?? Les problèmes de terrorisme et de radicalisation sont-ils du seul ressort et de la seule compétence des autorités préfectorales?? Il semblerait que oui puisque – je cite la lettre d'interdiction du préfet : « *Le directeur de cabinet (du*

préfet de région) ainsi que la chargée de mission radicalisation de la préfecture n'ont pas souhaité que la société civile et associative puisse intervenir sur un thème qu'ils estiment ne relever que de leurs uniques prérogatives. »

Je ne connais pas et je n'ai jamais plus entendu parler de cette « *chargée de mission* » aux prérogatives aussi étendues que mystérieuses et confidentielles. Mais comment la société civile et le monde associatif pourraient-ils se montrer « *attentifs ensemble* » si on leur dénie le droit élémentaire de s'informer sur la nature du danger et de savoir à quoi ils doivent être attentifs??

Un an plus tard, les choses semblaient n'avoir guère évolué. On apprenait en octobre 2019 dans un article jubilatoire de Mediapart qui s'en félicitait que le président de l'université Paris-I-Sorbonne avait décidé de suspendre sine die l'ouverture d'un cycle de formation à la « *prévention de la radicalisation* » qui devait débiter en novembre dans les murs de la Sorbonne. Ce cycle assez court se proposait de faire étudier par un panel de responsables administratifs et associatifs la naissance de l'islam politique, la part du djihadisme dans la doctrine salafiste.

Le président de Paris-I conclut les attendus de sa décision par la phrase suivante : « *La question de la radicalisation est un enjeu majeur de notre société et il est normal qu'une université citoyenne s'en saisisse, mais je pense qu'il est dangereux et réducteur de cibler uniquement l'islam. »*

Voilà qui est frappé au coin du bon sens?! Pourquoi en effet – en matière de radicalisation – faudrait-il ne cibler que l'islamisme, alors qu'on devrait certainement s'intéresser aussi aux survivants du Mandarom, à la Fraternité Saint-Pie-X ou aux zéloteurs de Hare Krishna?? Car il faut tout de même être sérieusement radicalisé pour se promener dans les rues de Paris en plein hiver, le crâne rasé, vêtu d'un léger sari safran en jouant du tambourin et en psalmodiant des mantras...

Mauvaise réponse à un mauvais défi, l'armée française dans le borbier sahélien

Le président Hollande a décidé, après avoir longuement tergiversé, une intervention militaire directe en vue de répondre à la demande d'assistance du président malien de sécuriser la capitale du pays, de protéger les intérêts français dans la région et de sauvegarder la crédibilité de la France auprès de ses alliés locaux. Cette intervention connue sous le nom d'opération Serval débute en janvier 2013 pour se terminer en juillet de la même année après la libération apparente de la majeure partie du territoire malien. On constatera rapidement que, comme en Afghanistan, en Irak ou en Syrie, les djihadistes défaits et un peu ébréchés se sont contentés de se disperser dans la nature en attendant des jours meilleurs. Il n'empêche que, arrivé à ce stade, et comme en Afghanistan, il aurait sans doute été avisé d'en rester là et de rembarquer l'armée française, quitte à revenir autant de fois qu'il le fallait pour dissuader par des frappes rapides et ciblées les rebelles soi-disant islamistes de revenir à la charge. Au lieu de quoi il a été décidé de maintenir la présence militaire sur place sous le nom d'opération Barkhane avec l'ambition de former les armées de la région à la lutte antidjihadiste.

C'était il y a maintenant huit ans et l'armée française se retrouve piégée, comme l'armée américaine en Afghanistan, ayant plongé les pieds dans un borbier inextricable d'antagonismes séculaires entre États voisins aux frontières mal acceptées, au cœur de trafics transfrontaliers étroitement liés au marché de la drogue. Car, depuis le tournant des années 2000 et en réaction aux succès de la lutte antidrogue dans les Caraïbes et l'Amérique centrale, les producteurs sud-américains ont réorienté une bonne part de leurs expéditions vers les ports africains du golfe de Guinée sujets à des contrôles superficiels ou inexistantes. De là, la drogue est transportée sur les voies transsahariennes sous escorte armée des trafiquants « *djihadistes* » puis, arrivée au Maroc ou en Algérie, elle emprunte les voies classiques d'exportation du haschisch et produits dérivés. Les experts estiment ainsi que plus d'un tiers de la cocaïne en provenance d'Amérique du Sud transite aujourd'hui par les pays du Sahel et le Sahara, convoyée par des bandits armés qui se drapent dans les oripeaux de l'islam. Sur le plan opérationnel de la lutte antiterroriste, il est grave de ne pas prendre cette réalité en compte. Malgré quelques menaces tonitruantes régulièrement répétées aux fins de propagande, les groupes djihadistes sahéliens semblent n'avoir jamais eu ni la capacité opérationnelle ni, surtout, la volonté de porter le fer au cœur des sociétés occidentales.

Un demi-siècle de complaisance des élites françaises envers les entreprises islamistes à l'étranger

Les élites et médias occidentaux ont cru déceler les délices potentielles d'une transition démocratique des pays arabes et musulmans sous la houlette des Frères musulmans perçus comme des sortes de chrétiens-démocrates à la sauce locale, dont le parti islamiste turc alors en phase de conquête du pouvoir semblait donner l'exemple au point qu'on n'hésitait pas alors à vanter le modèle turc. Au-delà de l'habileté des Frères à se présenter comme des recours bienvenus, l'erreur semble provenir des milieux intellectuels US de la côte Est suite à la lecture superficielle d'un texte d'ailleurs ambigu de Graham Fuller qui prédisait l'inéluctabilité de l'accession au pouvoir des islamistes du FIS en Algérie et présentait cette évolution comme une transition possible des pays arabes et musulmans vers la démocratie [...] C'est néanmoins sur cette base idéologique que se sont

construites toutes les stratégies américaines et européennes dans les deux premières décennies du XXI^e siècle, jusqu'à culminer avec le soutien à des « *printemps* » arabes mal compris et des interventions militaires dans la plus pure tradition de la politique de la canonniers du XIX^e siècle contre des autocrates certes patentés.

Mais ces ingérences se sont vite transformées en portes grandes ouvertes aux seules organisations politiques rescapées des pouvoirs dictatoriaux, à savoir les organisations salafistes qui avaient bénéficié pendant des décennies de la protection et du soutien des pétromonarchies. Parmi les initiateurs occidentaux majeurs du soutien aux révolutions « *printanières* », Alain Juppé, alors ministre des Affaires étrangères, a dû reconnaître dans une interview accordée le 25 janvier 2021 au Parisien que : « *A posteriori, quand je relis mon discours de 2011 et que je regarde la situation aujourd'hui, je constate que le fiasco est total. Aucun des objectifs que nous avons fixés : favoriser les libertés, créer un partenariat économique et social plus efficace, n'a été atteint. Nous avons essayé d'accompagner la libéralisation de ces régimes avec pour résultat l'anarchie, le chaos, le retour aux régimes autoritaires...* »

On ne saurait mieux dire, et le ministre des Affaires étrangères qu'il était à l'époque aurait sans doute gagné à écouter les experts institutionnels plutôt que des cabinets de communicants qui lui relayaient les souhaits d'une certaine intelligentsia. Car dès l'été 2011, de nombreux chercheurs, universitaires et officiers de renseignement ont mis en garde contre les évidentes dérives intégristes du printemps précédent. En vain?; et dans l'indifférence générale, voire les procès en racisme et islamophobie. Tous ces mal-pensants ont été désignés à la vindicte de la presse mainstream et au mépris haineux des éditorialistes. Et l'on a retrouvé notre habituel philosophe en chemise blanche pérorant dans les rues de Tripoli aux côtés du fugace président d'un gouvernement de transition arborant fièrement sa zebiba tout en promettant des lendemains qui chantent et des contrats pétroliers mirobolants à son ami français. Jamais honorés par la suite bien sûr, Turcs et Qataris ayant investi la place.

Molenbeek: petits arrangements électoraux et déni de réalité

C'est à l'initiative du regretté Philippe Brewaeys, journaliste et essayiste belge, que, vers la fin des années 2000, j'étais invité chaque année à venir faire une conférence sur les problématiques du monde arabe au Cercle de la morale laïque de Molenbeek, banlieue de Bruxelles malheureusement maintenant bien connue puisque devenue le modèle générique des quartiers livrés au contrôle et à l'activisme des salafistes djihadistes. Je m'y trouvais donc à la mi-octobre 2011 pour disserter avec Mme Firouzeh Nahavandy, professeur à l'Université libre de Bruxelles, sur le thème « *Regards croisés sur les soulèvements du printemps arabe* ». Nous avons à peine commencé que M. Philippe Moureaux, maire socialiste de la commune et grand ponton du PS belge, s'est invité au premier rang flanqué de deux impressionnants gardes du corps en djellaba, barbe jusqu'au milieu de la poitrine et calotte blanche sur la tête. S'adressant au public, il a affirmé que je n'étais pas qualifié pour parler du monde arabe, attendu que j'étais ressortissant d'un pays qui avait torturé des musulmans en Algérie. Inutile de lui faire remarquer qu'au vu de mon âge, je ne pouvais avoir participé aux faits reprochés, et que me dénier le droit de m'exprimer pour le motif allégué relevait de l'invocation d'une responsabilité collective et transgénérationnelle, démarche commune à tous les systèmes totalitaires.

Inutile également de lui rappeler qu'à ce compte-là, il était lui-même disqualifié pour parler du Congo où le bon roi des Belges Léopold I^{er} avait systématisé l'usage de la chicotte et des mutilations diverses à l'encontre des indigènes qui ne coupaient pas le bois ou ne creusaient pas les mines avec l'ardeur requise. De toute façon sa diatribe n'a pas eu l'effet escompté et, personne n'ayant bougé de sa chaise, il est reparti comme il était venu toujours escorté de ses deux sbires. [...] Son raisonnement est significatif de la façon dont, depuis la fin des années 1980, une certaine gauche européenne s'est laissée prendre aux sirènes du salafisme militant.

La gestion de Molenbeek est à cet égard exemplaire : autorisations aisément attribuées et sans aucun contrôle d'ouvertures et de fonctionnement de mosquées, écoles privées islamiques, clubs culturels et sportifs généreusement subventionnés par l'Arabie saoudite [...] En ce qui concerne le rôle de l'Arabie, le bourgmestre de Molenbeek avait des excuses. Suite au tragique incendie du grand magasin Innovation qui fit près de 300 morts à Bruxelles en 1967, le roi Fayçal d'Arabie, alors en tournée en Europe, sortit son carnet de chèques pour indemniser les victimes. En échange, il exigea du roi Baudouin d'accorder à l'Arabie le monopole de la représentation de l'islam et de la désignation des imams en Belgique. L'accord s'est concrétisé en 1969 par la cession par bail emphytéotique pour quatre-vingt-dix-neuf ans du Pavillon oriental du parc du Cinquantenaire de Bruxelles, où l'Arabie a immédiatement installé le siège européen de la Ligue islamique mondiale (LIM), principal instrument de diffusion planétaire de l'islam wahhabite, et le Centre culturel islamique de Belgique dont toutes les enquêtes récentes – en particulier celles de la commission d'enquête parlementaire sur les attentats du 22 mars 2016 à Bruxelles – ont montré qu'il a joué un rôle majeur dans la résistance à l'intégration des musulmans de Belgique et dans la diffusion de l'idéologie salafiste violente.

Peu après le premier attentat contre Charlie Hebdo en janvier 2015, j'ai été interviewé par la chaîne de télévision Arte et par l'AFP sur la direction qu'avaient prise les frères Kouachi pour s'enfuir, j'évoquai le rôle de Molenbeek comme centre de convergence et de repli des salafistes violents en Europe qui pouvait expliquer leur fuite en direction de l'autoroute A1 et je soulignai la perméabilité et la vulnérabilité de l'aéroport de Bruxelles-Zaventem. Ces affirmations reprises par de nombreux médias abonnés au fil de l'AFP m'ont valu un discours indigné et vengeur du Premier ministre belge de l'époque. J'avais quitté définitivement la DGSE depuis cinq ans et mon analyse ne reposait évidemment que sur mon expérience personnelle et en aucun cas sur des informations confidentielles dont j'aurais pu avoir connaissance. Le directeur général de la DGSE a tout de même cru opportun de présenter de plates excuses au Premier ministre belge en qualifiant publiquement dans la presse mes propos de « *faux, injurieux et indécents* »...

Les attentats de novembre 2015, à commencer par celui du Bataclan, la fuite vers Molenbeek de l'un des auteurs qui en était venu avec plusieurs comparses tués au cours des opérations et enfin l'attentat de l'aéroport de Zaventem en mars 2016 sont venus quelques mois plus tard confirmer mes jugements, qui n'étaient donc ni faux ni injurieux. À ceux qui ne manqueront pas de m'accuser de me livrer à un exercice facile et bien franchouillard en « *stigmatisant* » telle ou telle municipalité ou communauté de Belgique, je précise que mes jugements et analyses étaient d'une remarquable retenue à côté du long et violent pamphlet publié le 22 mars 2016 sous le titre significatif de « *J'accuse?!* » par Bernard Snoeck, ancien spécialiste du contre-espionnage et du contre-terrorisme au sein du SGRS (Service général de renseignement de sécurité) belge. J'en extrais ici quelques lignes parmi les moins virulentes : « *J'accuse les responsables politiques de n'avoir jamais voulu comprendre la montée de l'islam radical et de l'avoir délibérément ignorée pour cause d'électoratisme et de "politiquement correct". Je les accuse d'avoir laissé plusieurs communes belges développer un radicalisme djihadiste depuis des années, au point qu'un responsable socialiste m'avait un jour dit : "Nous connaissons le problème de Molenbeek, mais, que voulez-vous, c'est un électorat qu'on ne peut négliger" ?* » ; « *J'accuse un ancien ministre de la Défense de n'avoir pas autorisé une enquête approfondie sur l'islam radical au sein des forces armées afin de "ne pas stigmatiser la population musulmane au sein de l'armée" (dixit), alors même que nous avions connaissance de personnes radicalisées au sein de la "grande muette"* ».

La négation du concept de loup solitaire mène à des impasses opérationnelles

À y regarder de près, il apparaît que parmi les nombreux attentats commis en France depuis une quinzaine d'années, seuls ceux du 13 novembre 2015 et, sans certitude, ceux de janvier 2015 ont été commandités, prescrits, organisés, commis en groupes bénéficiant de soutiens logistiques prépositionnés et obéissaient à une tactique élaborée dans les rangs d'entités terroristes étrangères, État islamique ou al-Qaïda, d'ailleurs pas toujours au plus haut niveau, mais plutôt par des cadres intermédiaires francophones désireux d'acquiescer prestige et promotion au sein de l'une ou l'autre de ces organisations. Tous les autres attentats ont été commis par des individus isolés ou, plus rarement, en tout petits groupes de proches qui n'avaient eu aucun contact autre que virtuel et à sens unique avec la mouvance salafite internationale, n'en avaient reçu aucun ordre précis ni de cible minutieusement désignée, ne disposaient que de moyens rudimentaires [...] Le négationnisme du concept de loup solitaire ne se résume pas à une simple querelle sémantique d'experts. Il impacte profondément le traitement sécuritaire, policier et judiciaire de ces actes terroristes, mais aussi et surtout la perception globale du phénomène et la doctrine à mettre en œuvre pour l'éradiquer.

Car les donneurs d'ordre et les instigateurs du terrorisme existent bien. Inutile d'aller les chercher en tant qu'individus dans un recoin perdu de Syrie, d'Afghanistan ou du Yémen. Ils sont légion. Ce sont tous ceux, wahhabites, Tablighis et surtout Frères musulmans, qui appellent sans cesse depuis trente ans à la révolte et à la violence contre l'Occident, les régimes arabes « *impies* » et les « *mécréants* », fussent-ils musulmans. Ce sont tous ceux qui prescrivent la dissidence et la séparation d'avec les sociétés de résidence ou d'accueil, tous ceux qui ordonnent l'irrespect des lois d'État qui selon eux ne valent rien face à la charia. Sous les deux sabres entrecroisés du blason des Frères musulmans figure un seul mot en arabe qui est une objurgation péremptoire et peut se traduire par : « *Soyez prêts?!* » Trente années d'un lavage de cerveau intensif rendu encore plus efficace par l'assistance financière des pétromonarchies et l'universalisme de l'internet et des réseaux sociaux ont largement contribué à ce que certains « *soient prêts* ». En recherchant obstinément des donneurs d'ordre ou des réseaux individualisés et identifiables, nous nous interdisons de nommer clairement l'ennemi, les véritables instigateurs, idéologues, agents d'influence, sponsors et financiers de la violence salafite, et de lutter contre leurs entreprises et leurs manœuvres.

3 février (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/faszination-der-berge-eine-liebeseerklarung-von-pascal-bruckner-ld.1665915>

Die Berge sind staunenswerte Gebilde. Am erstaunlichsten aber ist, dass wir sie heute als schön empfinden

Harmonie und Ordnung waren in der Ästhetik lange das Mass aller Dinge. Die Wildheit der Alpen passte nicht in dieses Schema. Seit der Aufklärung hat sich das gründlich geändert – glücklicherweise: eine Liebeserklärung an die Berge.

Pascal Bruckner

03.02.2022, 05.30 Uhr



Wie ein fremder Stern mitten auf unserem Planeten wirkten die Berge einst auf die Betrachter. (Dolomiten, Belluno).

Eberhard Grossgasteiger / Unsplash.com

Im Jahr 1796 machte sich der junge Hegel zu einer Wanderung in den Berner Alpen auf. Es war die erste Erfahrung, die der damals 25-Jährige in den Hochalpen machte – und es sollte auch die letzte bleiben.

Hegels Route führte von Bern nach Grindelwald, danach ging es über die Scheidegg nach Meiringen, schliesslich via Furkapass nach Andermatt. Die Reise war für den späteren Philosophen eine schier endlose Enttäuschung. Hegel kannte Rousseaus mitreissende Naturbeschreibungen, sein Geist war getränkt von ihnen. Und in romantischer Manier war der junge Mann ausgezogen, um in der Landschaft den Esprit des Volkes zu entdecken.

Die Natur des Hochgebirges erwies sich in dieser Hinsicht jedoch als äusserst unergiebig: Hier war nichts von einem menschlichen Geist gestaltet worden. Die Berge sind Hegel schlicht als feindliche Felsen und absurde Eisgebilde erschienen. Sein Fazit war entsprechend vernichtend: «Der Anblick

dieser ewig toten Massen gab mir nichts als die einförmige und in die Länge langweilige Vorstellung: Es ist so.»

Ein paar Jahre später, im Juli 1802, nutzte der junge William Turner eine Pause zwischen den napoleonischen Kriegen für eine Reise auf dem Kontinent. Er ging in Calais an Land, durchquerte das Burgund, fuhr über Chamonix nach Italien und langte danach in der Schweiz an, wo er Hegels Weg durchs Berner Oberland einschlug.

Von den dortigen Landschaften hat der Maler Skizzen und Aquarelle angefertigt, die atemberaubend modern anmuteten: In der Unermesslichkeit der Gipfel hat Turner eine Herausforderung auf der Höhe seines Genies gefunden. In der Folge kehrte der Brite mehrmals in die Berge zurück, er war wie magisch angezogen von diesen unfassbaren Orten, an denen sich Endliches und Unendliches berührten. Mit Entzücken und Entsetzen gleichermaßen blickte Turner wie andere Briten auf die wilden Alpen – sie erschienen ihnen als Atlantis mitten in Europa, als fremder Stern auf unserem Planeten.

Eine Erfindung der Städter

Was ist passiert in den wenigen Jahren zwischen Hegel und Turner? Wie konnte sich ein Haufen schroffer Steine zu einer Stätte des höchsten Glücks entwickeln? Auf verdichtete Weise zeigt sich in den unterschiedlichen Erfahrungen der beiden Männer, wie sich in der Aufklärung das ästhetische Gefühl veränderte.

Während Jahrhunderten hatte kein Mensch überhaupt daran gedacht, die Gipfel der Alpen zu besteigen – es sei denn, um Kristalle abzubauen, Silber zu gewinnen oder andere magere Erträge einzuholen. Begeisterung lösten die Berge nirgends aus. Im Gegenteil. Die katholische Kirche erachtete sie als verfluchte Orte, an denen die Seelen derjenigen Toten herumirrten, die die ewige Ruhe nicht gefunden hatten. Gemeinhin ging man auch davon aus, dass zurückgebliebene Völker und Viehzüchter in den Alpen hausten.

Zwar gab es schon im ausgehenden Mittelalter einige Kühne, die auf Berge stiegen – Petrarca zum Beispiel besuchte 1336 den Mont Ventoux, ein Ritter erkundete 1492 auf Geheiss des französischen Königs den Mont Aiguille. Doch es bedurfte eines grundlegenden Wandels in den Sensibilitäten, damit die schrecklichen Berge im 19. Jahrhundert allmählich zu geschätzten Orten werden konnten.

Oft führt man diese Entwicklung auf Rousseau zurück. Aber wenn es ums Zelebrieren der Alpenwelt geht, wird seine Bedeutung überschätzt. Rousseau kannte das Hochgebirge nicht. Er botanisierte in den Voralpen von Chambéry, in grünenden Landschaften, und absolvierte bloss einmal einen kurzen Aufenthalt im Wallis, allerdings ohne dabei bis in die Hochtäler zu gelangen. Der Erste, der effektiv ein Loblied auf die Alpen anstimmte, war der Schweizer Albrecht von Haller, der die Berge 1729 als grosszügig und wohlwollend präsentierte und auch die Völker, die die Gebirge bewohnten, in ein neues Licht rückte: Die guten Bergler lebten laut seiner Beschreibung abgeschirmt von der Verdorbenheit der Städte.

Insgesamt sind Europas Berge nicht entdeckt, sondern vielmehr erfunden worden, und zwar von hochkultivierten Städtern. In der Schweiz haben manche Humanisten schon im 16. Jahrhundert den Alpen-Enthusiasmus der Romantik antizipiert: Sie nahmen die Bergwelt als grandiose Landschaft wahr. Einem breiteren Publikum erschloss sich diese Schönheit aber erst im Verlauf des 18. Jahrhunderts.

Das Donnern der Lawine

Damals kam der Begriff des «Erhabenen» auf, sowohl Immanuel Kant als auch Edmund Burke verwendeten ihn. Die Vorstellung davon, was wir als schön empfinden, hat dadurch einen wichtigen Wandel erfahren. Dem klassischen Geist hatte das Geordnete gefallen, er war vernarrt in Harmonien. Mit dem «Erhabenen» dagegen hat sich die Idee des Unermesslichen verbreitet: Dinge, die jede bekannte Skala sprengten und den Menschen überstiegen, lösten nunmehr Ehrfurcht und Bewunderung in einem aus. In diesem Sinne weckten die Berge beim Betrachter einen köstlichen Schauer, eine fürchterliche Freude – die man freilich nur so lange empfand, als das eigene Leben nicht in Gefahr geriet durch die erhabenen Phänomene.

Es hat also Jahrhunderte gedauert, bis die Menschen Gefallen an den Gebirgen fanden und sie nicht mehr als scheusslich wahrnahmen, sondern sich faszinieren liessen von ihnen. Inzwischen haben sich unsere Augen fast schon ans Überwältigende gewöhnt. Aber auch wenn uns die Schönheit der Berge heute normal erscheint, spürt man manchmal noch etwas von der Ergriffenheit, die am Anfang der Alpenliebe stand. Wenn eine Lawine einen Hang herunterdonnert, beobachten wir staunend ihre Wucht, wir nehmen schauernd ihr Tosen wahr und sind glücklich, wenn niemand erwischt wird von ihr.

In den Bergen erleben wir den Übergang zwischen zwei verschiedenen Territorien: Wir gelangen vom Trivialen ins Intensive, vom Profanen ins Heilige. In der höchsten Höhe wird die Luft für den Menschen dünn, doch etwas darunter kommt man unentwegt vom Pittoresken zum Verblüffenden, vom Unfasslichen zum Gefährlichen. Zuunterst liegen die Bergtäler. Oft sind das triste Orte, in denen sich Fabriken an billige Wohnungen oder Gewerbebezonen reihen. Zuweilen wirken diese Täler wie abweisende Anstandsdamen. Den Weg zu den Gipfeln machen sie jedoch nur noch spektakulärer: Beim Aufstieg, man absolviere ihn zu Fuss, im Auto oder im Bus, lässt man all das Mediokre, alles Banale und Kleine hinter sich und holt Luft in einem majestätischen Amphitheater.

Opfer des eigenen Erfolgs

Was macht die Schönheit der Berge aus? Das fragte der Maler Franz Schrader Ende des 19. Jahrhunderts bei einem Vortrag in Paris und erklärte dem Publikum: Ihre Schönheit gründet darin, dass sie dem Wirklichen die Farbe der Illusion verleihen. Das ist eine starke Antwort, man hört den Landschaftsmaler aus ihr sprechen. Für uns einfache Städter besteht die Schönheit der Alpen heute meist in einer doppelten Erfahrung: Aus der Ferne geniessen wir die Pracht ihres Anblicks, aus der Nähe das Glück ihrer Erkundung.

Wenn man beispielsweise von der Stadt her dem Montblanc entgegenfährt, packt einen der weisse Koloss unwillkürlich: Sein Funkeln, seine Anmut, in der sich Stolz und Zartheit vereinen, verschlägt dem Näherkommenden den Atem. Bewegt man sich dann oben in den Bergen, ist Kehre um Kehre ein neuer Blick zu gewinnen. Hier ein felsiger Zacken, dort ein spitzes Türmchen, mal ein schroffer Abhang, mal Seen, Schluchten, Wälder, Wasserfälle, man schafft es kaum je, alle Facetten der Berge in sich aufzunehmen.

Oft trifft man allerdings auch auf Horden anderer Menschen. Die Berge sind Opfer ihres eigenen Erfolgs geworden: Sie haben eine enorme Faszination ausgeübt und dadurch eine Banalisierung erlebt. Längst sind sie Spielwiesen für Städter, die den Nervenkitzel suchen oder auch nur ein bisschen Ski fahren wollen. Die wilde Fremdheit, die einst ihren Reiz ausmachte, geht dadurch rasch verloren. Um unsere Bergmassive zu bewahren, wird man ihre Nutzung künftig wohl beschränken müssen. Denn die Natur ist keine Sache, die wir dank einem Menschenrecht verwüsten dürfen. Vielmehr ist es die Pflicht des Menschen, sie zu schützen – zuallererst vor seiner eigenen Gier.

Der Schriftsteller und Philosoph Pascal Bruckner lebt in Paris. Sein jüngster Essay dreht sich um die Berge: «Dans l'amitié d'une montagne» ist Anfang Januar bei Grasset erschienen. – Aus dem Französischen übersetzt von cmd.

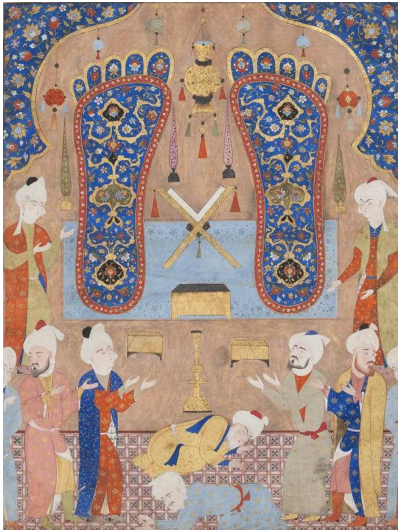
3 février (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/gott-darstellen-das-museum-rietberg-stellt-fragen-zum-bildverbot-ld.1667746>

Sich kein Bildnis machen: Warum man Mohammed darstellen darf, aber eigentlich kein Bild vom Matterhorn zeichnen dürfte

Das Museum Rietberg in Zürich zeigt, was es mit dem Bildverbot im Islam und im Christentum auf sich hat.

Thomas Ribi 04.02.2022, 05.30 Uhr



Die Gegenwart des Heiligen: Die persische Buchmalerei aus dem 16. Jahrhundert zeigt das Innere einer Moschee, in der die Fusspuren von Ali Riza, dem achten schiitischen Imam, verehrt werden.

Museum Rietberg

Gebote sind da, um übertreten zu werden. Zumindest manchmal und vor allem dann, wenn sie mehr Probleme aufwerfen, als sie zu lösen imstande sind. «Du sollst dir kein Bildnis machen», hat der Gott des Alten Testaments seinem Propheten Mose eingeschärft. Kein Bildnis von Gott, heisst das zunächst einmal. Das klingt so vertraut wie eindeutig. Doch was damit gemeint sein könnte, ist nicht so leicht zu sagen.

Allein schon deshalb, weil kein Mensch Gott gesehen hat. Man kann ihn gar nicht sehen, das hat Gott selber festgehalten: «Du kannst mein Angesicht nicht sehen, denn ein Mensch kann mich nicht sehen und am Leben bleiben», heisst es im zweiten Buch Mose. Auch das lässt an Deutlichkeit nichts zu wünschen übrig. Nur wäre das Verbot damit im Grunde hinfällig. Was man nicht gesehen hat, kann man nicht abbilden. Und wenn das Sehen Gottes mit dem Leben nicht vereinbar ist, gibt es auch niemanden, der das Bild schaffen könnte, das da verboten wird.

Was nun also? Spricht der Gott des Alten Testaments da als zorniger Ironiker? Oder als philosophisch geschulter Bildtheoretiker? Denn natürlich ist ein Bild nicht einfach ein Bild. Es kann Abbild sein von etwas, das ich gesehen habe und möglichst getreu wiederzugeben versuche. Es kann aber auch Ausdruck von etwas sein, was ich mir vorstelle, ohne dass ich es je gesehen hätte. Und vielleicht steckt das Entscheidende im Detail. Man wird Gott beim Wort nehmen dürfen.

Suchen, was man nie finden kann

Er schreibt dem Menschen ja vor, er solle sich kein Bildnis machen. Und das scheint sich nicht nur auf gemalte Bilder und plastische Darstellungen zu beziehen. Es zielt ins Allgemeine. Soll der Mensch also den Versuch nicht machen dürfen, sich vorzustellen, wie dieser Gott, den man nicht sehen kann, aussehen könnte? Weil Gott sowieso jenseits dessen liegt, was ein Mensch sich vorstellen kann? Und weil das Wesen der Beziehung zwischen Gott und Mensch genau darin besteht, dass Gott das Unfassbare bleibt, das der Mensch suchen soll, aber nie finden kann?

Fragen über Fragen. Und es ist höchste Zeit, dass eine Institution wie das Museum Rietberg in Zürich das zweite der Zehn Gebote aufgreift und zu zeigen versucht, wie die Dinge mit dem Bilderverbot denn nun eigentlich stehen. Die vom Kurator Axel Langer konzipierte Sonderausstellung «Im Namen des Bildes» tut das auf kluge Weise. Indem sie Fragen stellt, ohne den Anspruch zu erheben, auf alles eine einfache Antwort zu haben. Und indem sie vom Kern des Themas her Fluchtlinien zieht, die man nicht unbedingt erwarten würde – zur Tradition des europäischen Herrscherporträts zum Beispiel, zur Hostienverehrung und zum Reliquienkult.



Museum Rietberg

Vor allem versammelt die Ausstellung ausgesuchte Kunstwerke aus dem mittelalterlichen Europa, aus Byzanz, Persien, dem Osmanischen Reich und den Mogulreichen: Buchmalerei, Elfenbeintafeln, Skulpturen, Prachthandschriften, Keramik und Metallarbeiten. Ikonen, Andachtsbilder, liturgische Geräte.

Das jüdische Erbe

In ihrer Fülle und Bildgewalt zeigen die über hundert ausgestellten Werke, in welchen Zwiespalt das göttliche Verbot die Menschen gestürzt hat: Sie dürfen sich kein Bildnis machen. Aber sie können sich nicht kein Bildnis machen. Der christliche Gott und Allah fordern von den Gläubigen Verehrung. Aber die kann ein Mensch nicht leisten, ohne eine Vorstellung davon zu haben, wem er sie entgegenbringt. Indem er Gott denkt, macht sich der Mensch ein Bild. Und nur, indem er dieses Bild überwindet, kann er versuchen, Gott als Gott zu denken.

Der Mensch muss das Gebot, sich kein Bildnis zu machen, übertreten, wenn er es einhalten will. Er braucht Bilder, die ihm die Gegenwart des Heiligen zeigen. In dieser Dialektik zeigt das Museum Rietberg, wie Islam und Christentum im Lauf der Geschichte mit dem Bildverbot umgegangen sind. Das Judentum wird nicht einbezogen, was man als Mangel empfinden könnte, zumal das

Bildverbot zum jüdischen Erbe im Christentum gehört. Die Beschränkung auf zwei Erzählstränge dient aber letztlich der Stringenz der Darstellung, weil in der Gegenüberstellung von christlichen und islamischen Bildern die Frage nach der Rolle des Bildes im Kult exemplarisch aufgezeigt werden kann.

Zum Beispiel am Paradox, dass der Islam heute als die bilderfeindliche Religion schlechthin gilt, während das Christentum fast automatisch mit den grossen Werken der europäischen Kunst in Verbindung gebracht wird, von Giottos Fresken in der Arenakapelle in Padua bis zum Isenheimer Altar. Und dies, obwohl die Miniaturmalerei, die in Persien und an den islamischen Fürstenhöfen in Nordindien gepflegt wurde, Zeugnis einer hochentwickelten Bildkultur ist, die den Vergleich mit der europäischen Buchmalerei ihrer Zeit nicht zu scheuen braucht.

Gott ist eifersüchtig

Ausserdem ist das Bildverbot im Christentum wesentlich klarer ausgesprochen als im Islam. Im Koran findet sich an keiner Stelle eine Vorschrift, die es an Deutlichkeit mit dem zweiten Gebot aufnehmen könnte. «Du darfst kein Bild machen!», steht so nirgends zu lesen. Erst in den nach Mohammeds Tod entstandenen Sammlungen von Aussagen des Propheten finden sich Hinweise darauf, wie mit Bildern umzugehen sei.

Eindeutig sind sie allerdings nicht, und von einem kategorischen Verbot kann nicht die Rede sein. Da wird von einem mit Figuren verzierten Vorhang erzählt, zu dem sich Mohammed missbilligend geäussert haben soll. Aisha, Mohammeds Frau, habe daraufhin aus dem Stoff Sitzkissen gefertigt, womit die Sache ihr Bewenden hatte. Bilder sind also nur dann gefährlich, wenn sie verehrt werden. Menschen, die Bilder schaffen, heisst es an anderer Stelle, müssten ihre Bilder am Tag der Auferstehung lebendig machen, indem sie ihnen Lebensatem einhauchten. Das kann ihnen selbstverständlich nie gelingen und soll denen, die Bilder schaffen, die Grenzen ihres Tuns aufzeigen.

Allah und dem Gott des Alten Testaments scheint es um zwei Dinge zu gehen: Der Mensch soll sich nicht anmassen, Kreaturen zu schaffen und damit in Wettstreit zu treten mit Gott, dem alleinigen Schöpfer von allem, was auf der Erde lebt. Vor allem aber soll der Mensch kein Götterbild anbeten. Anbetung gebührt Gott allein. Im Alten Testament ist das Verbot, Bilder zu schaffen, aufs Engste verbunden mit dem Verbot, sich vor den Gottesbildern niederzuwerfen und ihnen zu dienen. Die Begründung dafür folgt im gleichen Atemzug: «Denn ich, der Herr, dein Gott, bin ein eifersüchtiger Gott.»

Das Bild zeigt, was es nicht ist

Da markiert ein Gott seinen Alleinanspruch auf die Menschen. Und weist zugleich auf das Paradox hin, dass jedes Bild Gottes von Gott ablenkt. Denn ein Bild bleibt immer nur ein Bild. Es zeigt etwas, was es selber nicht ist. Im Gebet aber soll sich der Geist des Betenden auf das Eigentliche richten. Nicht auf das, was nur darauf hindeutet. Von diesem Widerspruch geht die Rietberg-Ausstellung aus. An Darstellungen aus dem 6. bis zum 16. Jahrhundert verfolgt sie den Bildgebrauch von Christentum und Islam. Und zeigt, dass es mehr Berührungspunkte gibt, als das Klischee vom bildlosen Islam und vom bilderverliebten Christentum erahnen lässt, das sich seit dem 18. und 19. Jahrhundert mehr und mehr verfestigte.

Die Ausstellung schickt die Besucherinnen und Besucher auf einen Weg, der mit dem Andachtsraum beginnt: der Moschee mit der Gebetsnische als Zentrum, der christlichen Kirche mit Altar und Heiligendarstellungen. Von da aus werden Entwicklungslinien abgeschritten. Und es zeigt sich: Der Verzicht auf Bilder ist im Islam keineswegs absolut. Auch wenn islamistische Gruppierungen heute Menschen töten dafür: Der Prophet wurde immer wieder dargestellt, gerade in religiösen Kreisen. In der Ausstellung ist ein wunderbares Bild aus dem 16. Jahrhundert zu sehen, das zeigt, wie Mohammed einen Kranken heilt.

Der Weg der Christen zum Bild wiederum ist alles andere als geradlinig. Immerhin sahen sie sich einem Verbot gegenüber, das nicht nur Gottesdarstellungen untersagte, sondern Bilder von allem, «was oben im Himmel, was unten auf der Erde oder was im Wasser oder unter der Erde ist». Eine Zeichnung des Matterhorns wäre also bereits ein Frevel. Daran hielt man sich freilich nicht lange. Bereits im 4. Jahrhundert begrüßten Bischöfe Bilder ausdrücklich. Reformbewegungen stellten das immer wieder infrage, doch der Glaube verlangte nach Bildern. Auch wenn sie etwas zeigten, was sich gar nicht zeigen lässt.

Die Ausstellung «Im Namen des Bildes» im Museum Rietberg in Zürich ist bis zum 22. Mai zu sehen. Dazu ist im Verlag Hatje/Cantz ein Katalog erschienen (Fr. 66.90).

3 février (NZZ)

<https://www.nzz.ch/wirtschaft/ezb-zinsentscheid-ld.1667955>

Die EZB will weiterhin Hunderte Milliarden in die Märkte pumpen, obwohl die Inflation ein Rekordniveau erreicht hat

Im Euro-Raum hat die Geldentwertung im Januar mit einer Teuerungsrate von 5,1 Prozent den höchsten Stand seit 1997 erreicht. Doch die EZB, deren vornehmste Aufgabe die Preisstabilität ist, nimmt den Kampf gegen die Inflation nicht auf, sondern druckt weiter Geld.

Michael Rasch, Frankfurt Aktualisiert 03.02.2022, 16.32 Uhr



EZB-Präsidentin Christine Lagarde und ihre Kollegen halten vorerst an ihrer extrem lockeren Geldpolitik fest.

Imago

Für die Europäische Zentralbank (EZB) wird die Lage sehr ungemütlich, denn derzeit verfehlt sie ihr wichtigstes Ziel, die Sicherung stabiler Preise, krachend. Die Inflation in der Euro-Zone hält sich seit Monaten nicht an die optimistischen Prognosen der Notenbank und ihres Chefökonom Philip Lane. [Im Januar betrug die Teuerung im Euro-Raum 5,1 Prozent](#), das war der höchste Wert seit Einführung der Erhebung vor 25 Jahren. In Litauen und Estland notiert die Inflationsrate sogar bei jeweils rund 12 Prozent. Dennoch will die EZB in diesem Jahr weiterhin über 300 Milliarden Euro zusätzlich in die Märkte pumpen, wie sie am Donnerstag mitteilte. Das wird die Teuerung weiter anheizen.

EZB heizt die Inflation weiter an

Für den Januar hatte die EZB – im Einklang mit den Prognosen etlicher Ökonomen – mit einem deutlichen Rückgang der Inflation gerechnet, weil die Wirkung verschiedener Basiseffekte abklingt oder bereits ausgelaufen ist. So fallen ab Januar die zuvor inflationstreibenden Effekte durch Änderungen der Mehrwertsteuer in Deutschland aus der Statistik heraus. Die weiterhin steigenden Energiepreise haben diesen dämpfenden Effekt jedoch überkompensiert – und die Teuerung hat nochmals leicht zugelegt. Dennoch weigert sich die EZB bis jetzt, von ihren im Dezember gefassten Beschlüssen abzurücken und [sich stärker dem Kampf gegen die Inflation zu widmen](#).

Vor anderthalb Monaten hatte der EZB-Rat zwar beschlossen, die Pandemie-Notfallanleihekäufe Ende März zu beenden. Zugleich stockte er aber für das zweite und dritte Quartal das Allgemeine Anleihekaufprogramm (APP) auf. Dies führt dazu, dass die Zentralbank den Märkten ohne Enddatum weiterhin per elektronischer Notenpresse Hunderte Milliarden Euro an Liquidität zuführt.

Die derzeit hohe Teuerung lastet die EZB vor allem den hohen Preisen für Erdöl, Erdgas und Elektrizität an. Ihr Anstieg mache rund 50 Prozent der Inflation aus, doch ihr Einfluss auf die Teuerung werde nachlassen. Präsidentin Christine Lagarde begründet die ultraexpansive Politik mit der Prognose der EZB-Ökonomen, wonach die Teuerung in den Jahren 2023 und 2024 mit erwarteten 1,8 Prozent weiter unter dem mittelfristigen Zielwert von 2 Prozent liegen werde.

Solche langfristigen Prognosen sind aber mit sehr grosser Unsicherheit behaftet (und hängen stets auch vom verwendeten Analysemodell ab), wogegen die Inflation kurzfristig schon kräftig zuschlägt. Zudem ist die Qualität der Inflationsprognosen der EZB nicht über jeden Zweifel erhaben. Von September auf Dezember hatten deren Ökonomen die Inflationsprognose für dieses Jahr nahezu verdoppelt, und zwar von 1,7 auf 3,2 Prozent. Im März wird die EZB die überarbeiteten Projektionen für die Jahre 2022 bis 2024 vorlegen.

Im Dezember hatte Lagarde allerdings noch gesagt, sie halte eine Zinserhöhung im Jahr 2022 für sehr unwahrscheinlich, diese Aussage wiederholte sie am Donnerstag trotz gezielten Nachfragen von Journalisten nicht.

Dissonanzen im Direktorium

Inzwischen gehen die Meinungen über die Inflation und die angemessenen Reaktionen darauf auch innerhalb der EZB immer stärker auseinander. Bereits in den vergangenen Wochen war die [Spaltung im sechsköpfigen Direktorium](#), quasi die Regierung der Notenbank, und im [25-köpfigen Rat](#) offensichtlich geworden.

Im Januar hatte das Direktoriumsmitglied Isabel Schnabel in einer vielbeachteten Rede davor gewarnt, dass die energiepolitische Wende zu einem kontinuierlichen Schub für die Preise – sprich: auch zu höheren Inflationsraten – führen könne. Wenn Teuerungsschübe durch Energiepreiserhöhungen die mittelfristige Preisstabilität gefährden würden, könne es sich die EZB nicht länger leisten, durch sie «hindurchzuschauen», wie es sonst in der Geldpolitik üblich sei.

Damit bereitete sie das Feld für eine Diskussion über eine schnellere Straffung der Geldpolitik und mittelfristig höhere Zinssätze. Ihre Aussagen sind deshalb pikant und lassen aufhorchen, weil sie den Einschätzungen von Chefökonom Lane entgegenstehen, der weiterhin eine extrem expansive Geldpolitik befürwortet und im Hinblick auf die Inflation vor allem darauf achtet, ob die aus Sicht von Notenbanken gefürchtete Lohn-Preis-Spirale in Gang kommt. Eine solche Spirale könnte mittelfristig ebenfalls deutlich höhere Inflationsraten verursachen.

Anzeichen für ein Umdenken

Nach Ansicht etlicher Beobachter ist die EZB inzwischen deutlich «hinter der Kurve», sie läuft also der Inflationsentwicklung hinterher. An den Finanzmärkten wurde vor der EZB-Sitzung am Donnerstag für dieses Jahr bereits eine Zinserhöhung um 25 Basispunkte erwartet, wie sich aus den Futures ablesen liess. Viele Prognosen von Banken laufen den Erwartungen der EZB entgegen. So rechnet Goldman Sachs damit, dass der Erdölpreis in diesem Jahr von derzeit rund 80 Dollar pro Barrel noch über die Schwelle von 100 Dollar steigen wird. Die Ökonomen der UBS gehen inzwischen davon aus, dass die Inflationsrate im Euro-Raum bis Juli über der Marke von 5 Prozent notieren wird.

Einige Aussagen von Lagarde während der Medienkonferenz interpretierten Marktteilnehmer jedoch dahingehend, dass bei der EZB langsam ein Umdenken stattfindet. Die Präsidentin sagte, die überraschend hohe Inflation beunruhigt alle Ratsmitglieder. Sie hob zudem die Bedeutung der EZB-Sitzungen im März und Juni für die weitere Geldpolitik hervor.

Laut Karsten Junius, Chefökonom der Bank J. Safra Sarasin, hat Lagarde damit die Tür für eine Zinserhöhung etwas geöffnet. Er würde sich ein schnelleres Auslaufen der Anleihekäufe wünschen. Commerzbank-Chefökonom Jörg Krämer sah in ihren Ausführungen recht klare Hinweise, dass die EZB wohl im März eine Straffung ihrer Geldpolitik in Gang setzen werde, indem sie zunächst das Ende der Nettoanleihekäufe per September beschließen werde. Krämer erwartet nunmehr für September und Dezember eine Zinserhöhung um jeweils 25 Basispunkte.

Bank of England ist energischer

Mohamed El-Erian, Chefberater des Versicherungskonzerns Allianz, warnt inzwischen davor, dass die EZB den gleichen Fehler wie die amerikanische Notenbank Federal Reserve (Fed) begehen könnte. Fed-Präsident Jerome Powell hatte die hohe Inflation lange Zeit als «vorübergehend» bezeichnet, wodurch das Fed den Kampf gegen die Teuerung zu spät aufnahm. [In den USA ist die Inflationsrate sogar auf satte 7 Prozent gestiegen.](#)

Das Fed muss sich nun beeilen, der Entwicklung hinterherzukommen. [Im März dürfte es voraussichtlich die erste Zinserhöhung vornehmen.](#) Marktteilnehmer rechnen für dieses Jahr in den USA derzeit mit fünf Zinsschritten. Zudem dürfte das Fed bereits 2022 damit beginnen, den Märkten durch die Verringerung der Bilanzsumme Liquidität zu entziehen.

Die Bank of England hatte im Dezember als erste der bedeutenden Zentralbanken die Zinsen erhöht und am Donnerstag einen weiteren Zinsschritt vorgenommen. Zahlreiche kleinere Notenbanken, etwa in Osteuropa, sind sogar noch deutlich weiter im Zinserhöhungszyklus. Ob sich die EZB-Verantwortlichen ein Herz fassen und trotz den hohen Schulden in einigen Euro-Ländern die Zinswende bald einleiten, dürfte sich nun frühestens im März zeigen.

3 février (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/hijab-et-etoile-jaune-enquete-ouverte-a-grenoble-sur-une-fresque-20220203>

Hijab et étoile jaune : enquête ouverte à Grenoble sur une fresque



Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 2 heures

Une fresque montrant une femme voilée porteuse d'une étoile jaune a été dénoncée récemment par le Crif. *Aerial Mike / stock.adobe.com*

Une fresque montrant une femme voilée porteuse d'une étoile jaune, visible depuis plusieurs mois à Grenoble mais dénoncée récemment par le Crif, fait l'objet d'une enquête pour «*contestation de l'existence de crime contre l'humanité*», a indiqué jeudi 3 février le parquet.

Cette œuvre réalisée au pochoir par l'artiste Goin, intitulée «*Bad religion ?*», représente une femme portant un hijab (voile islamique) à rayures bleues et une étoile jaune marquée du mot «*muslim*» (musulman). Peinte l'été dernier sur un mur proche du musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère, elle a suscité récemment une polémique et a été signalée par le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) au procureur, qui a ouvert une enquête.

Un propos «sans nul doute provocateur»

Le Crif avait précédemment interpellé le maire EELV de Grenoble, Éric Piolle, tout comme le groupe d'opposition de droite au conseil municipal mené par Alain Carignon. L'adjointe à la Culture a répondu au Crif que la Ville n'avait pas été informée de la réalisation de la fresque, dont le propos «*sans nul doute provocateur*» ne lui semblait pas, toutefois, «*dépasser les limites de la liberté d'expression*». L'exécutif de la région Auvergne-Rhône-Alpes, présidé par Laurent Wauquiez (LR), a demandé quant à lui le «*retrait immédiat*» de la fresque, tout en suspendant les subventions accordées par la collectivité à un festival de street-art.

En juillet dernier sur les réseaux sociaux, ce festival avait signalé la présence du «*sublime pochoir*» de Goin dans une rue de la ville. Contacté jeudi par l'AFP, le directeur du festival a affirmé cependant que la fresque n'avait «*aucun lien*» formel avec le Street Art Fest Grenoble Alpes. «*On a déjà invité cet artiste à différentes reprises mais ce n'était pas le cas l'an dernier, il est venu après le festival et a*

réalisé des œuvres là où il le souhaitait», a expliqué Jérôme Catz, qui s'interroge sur le calendrier de la polémique: «cette fresque était visible depuis des mois, pourquoi ça sort maintenant ?».

L'artiste, pour sa part, a répondu aux critiques dans les colonnes du Dauphiné Libéré. *«Mon œuvre reflète la douleur des musulmans et des juifs qui se battent depuis des millénaires. Ce qui se passe entre eux est affligeant et ne devrait plus se produire à notre époque», a déclaré Goin au journal. «Cette œuvre d'art est un mémorial pour tous ceux qui voient une menace dans la religion ou dans l'origine de l'autre. Plus jamais ça ! C'est cette évidence que j'ai voulu redire !», a-t-il ajouté. La fresque a été recouverte de peinture noire la semaine dernière.*

2 février (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/enquete-de-zone-interdite-sur-l-islam-radical-il-existe-plusieurs-roubaix-en-france-20220202>

Enquête de Zone interdite sur l'islam radical: «Il existe plusieurs Roubaix en France»

Par Guylain Chevrier

Roubaix, 2014. *AFP*

FIGAROVOX/TRIBUNE - En réaction à la diffusion du documentaire M6 sur le séparatisme dans la ville de Roubaix, Guylain Chevrier met en garde contre la fragmentation sociale et le risque d'affrontement dans les territoires islamisés.

Guylain Chevrier est docteur en histoire, formateur, enseignant et consultant. Il est un ancien membre de la mission laïcité du Haut Conseil à l'Intégration.

Depuis la diffusion, dimanche 23 janvier sur M6, d'un reportage de Zone interdite sur l'islamisme, particulièrement à Roubaix, la polémique fait rage. La journaliste de M6, Ophélie Meunier, qui a présenté cette enquête, ainsi que le jeune juriste Amine Elbani qui en est l'un des témoins à charge, ont été menacés de mort et placés sous protection policière.

Les critiques habituelles fusent, faisant le procès d'une enquête qui viserait à stigmatiser les musulmans. Et avec eux, la ville de Roubaix, décor au départ de cette enquête. Mais les faits sont têtus. S'il n'est pas question dans l'émission d'assimiler islam et islamisme, elle offre un témoignage éloquent sur la pénétration du rigorisme et de l'intégrisme religieux en France. Depuis les premiers voiles dans une école à Creil, en juin 1989, y contestant la laïcité, on a vu monter des revendications religieuses venant principalement de l'islam, dans tous les secteurs d'activité, allant jusqu'à chercher l'affrontement avec la République. Loin de faits isolés, on rappellera qu'en 2016, le ministre de la ville d'alors, Patrick Kanner, au lendemain des attentats de Bruxelles, estimait qu'une «*centaine de quartiers en France*» présentait déjà «*des similitudes potentielles avec Molenbeek*», quartiers de la capitale Belge considérés comme un foyer de l'islamisme radical et vivier du terrorisme. On ne peut nier aujourd'hui l'évidence, après quelques enquêtes éloquentes, dont celle de l'Institut Montaigne intitulée «*un islam français est possible*» (2016), qui révélait qu'un groupe représentant 28 % des musulmans de France manifestait des attitudes autoritaires, «*sécessionnistes*», voyant dans la religion un moyen de révolte contre la société, voire la charia comme supérieure à la loi commune.

Ce courant de l'islam [le salafisme] vise une pratique qui aurait été celle des compagnons du prophète au VII^e siècle, et donc moyenâgeuse, en total décalage avec notre modernité démocratique.

Guylain Chevrier

Le salafisme est plus particulièrement pointé comme source des problèmes, ce courant de l'islam qui vise une pratique qui aurait été celle des compagnons du prophète au VII^e siècle, et donc moyenâgeuse, en total décalage avec notre modernité démocratique. L'Institut Montaigne, dans une autre étude (2018), a montré

que cette dérive salafiste avait un succès important, surtout chez les moins de 35 ans. Les Frères musulmans ne sont pas moins problématiques, mais aux méthodes moins frontales. Si le port du voile islamique n'est pas nécessairement du ressort de l'islam radical, il est l'expression du refus du mélange au-delà de la communauté de croyance, et ainsi, signe du développement d'une logique communautaire d'enfermement. Derrière ses murs, les endoctrineurs peuvent agir à leur guise, d'où leur promotion du voile. Selon une étude de l'Ifop de septembre 2019, en 2003, 24% des femmes se déclarant musulmanes disaient porter le voile, elles étaient 31% en 2019.

Le reportage livre quelques faits marquants sur l'état de la question, d'abord à Roubaix, mais aussi à Marseille, en région parisienne, à l'université de Bobigny... On découvre un magasin où on vend des poupées voilées sans visage, en raison d'une conception rigoriste de l'islam pour laquelle toute représentation humaine est interdite, conditionnant ainsi dès le plus jeune âge à cette vision religieuse du monde qui efface l'identité, particulièrement des filles. Des livres d'une librairie, qui a pignon sur rue, valident la lapidation. Ici, un club sportif fermé associait à son activité des cours coraniques. Là, une association censée faire du soutien scolaire servait de vitrine à du prosélytisme religieux. Dans telle école, juste le Coran, pas de manuel scolaire, ou encore pas de mixité. Ailleurs, on évacue les sujets gênants du programme, comme la mythologie grecque, au regard de laquelle on rappellera qu'il n'y a qu'un dieu...

Dans une école musulmane, on évoque l'installation dans ses propres locaux d'une école clandestine, pour répondre à des demandes nombreuses d'inscriptions en liste d'attente. L'interdiction d'enseigner la musique est évoquée. Une jeune fille de 16 ans portant le voile, qui refuse d'aller au lycée pour ne pas avoir à le retirer, dira que le cœur choisit soit la musique soit le Coran... Plus loin, une mosquée fermée pour cause d'intégrisme, n'en a jamais respecté l'injonction. Mais aussi, des chauffeurs de bus qui refusent de serrer la main des femmes, ou de les relever après leur service pour prendre leur place. Encore à l'université de Bobigny (93), est constaté des prières dans les espaces communs, de plus en plus de jilbab, ces longues robes qui prolongent le voile et s'inscrivent dans une démarche rigoriste, fondamentaliste de l'islam. Youssef Chiheb, enseignant, explique que c'est par conviction qu'elles portent le voile, et qu'elles le revendiquent, que cela ne relève plus d'une pratique religieuse mais d'une revendication politique, terreau de l'islam radical.

Ce qui est demandé par ces personnes, c'est de pouvoir affirmer leur religiosité partout et en toutes circonstances, sans restriction, jusqu'à empiéter sur les libertés des autres, c'est-à-dire selon une conception dogmatique de leur religion.

Guylain Chevrier

L'argument en général avancé, pour justifier des pratiques religieuses rigoristes, est le «respect» des convictions personnelles, au titre de la liberté, inversant en fait la réalité. Car ce qui est demandé par ces personnes, c'est de pouvoir affirmer leur religiosité partout et en toutes circonstances, sans restriction, jusqu'à empiéter sur les libertés des autres, c'est-à-dire selon une conception dogmatique de leur religion. Certains témoignages de cette démarche dans l'entreprise montrent où cela mène. Une salariée rapporte que, dans son équipe, qui s'occupe du public dans le cadre d'une salle d'exposition, des collègues se réclamant comme musulmans ont commencé à quitter leurs postes, en demandant que leurs collègues les remplacent pour pouvoir s'adonner plusieurs fois par jour à la prière. Puis, quelque temps plus tard, au regard de l'usage de la cuisine commune où chacun se prépare son repas, l'un d'entre eux, en porte-parole, est venu demander aux autres salariés de bien vouloir respecter leur religion en ne mangeant plus de porc devant eux. Plus question de l'exercice d'une liberté individuelle, on voit s'exprimer là un groupe de pression religieux, qui entend assigner les autres aux règles de son culte.

Lorsque certains avancent «le respect», pour justifier de ne pas serrer la main d'une femme, c'est le même argument des convictions personnelles qui sert à cet effet, pour présenter cette attitude comme respectable. En réalité, ce «respect» qui se voudrait être une démarche légitime, est l'expression d'une conception de la femme qui doit être tenue loin de l'homme comme tentatrice, en projetant sur elle la responsabilité du désir masculin, qui doit ainsi être par le voile tenue à l'écart des regards. C'est ainsi que l'homme doit l'encadrer et

la contrôler, et qu'elle est décrite dans la sourate IV du coran comme inférieure, à soumettre. On voit là encore comment la règle religieuse va à l'encontre de l'égalité femmes-hommes, en se justifiant par un choix individuel d'exercer sa religion, sans aucune restriction, pour finir par nier les libertés des autres, et se traduire par une discrimination sexuelle.

Ce que révèle ce reportage, c'est une situation d'affrontement entre la République et l'islamisme, qui entend détourner la religion à des fins politiques...

Guylain Chevrier

Certes, il y a celles qui choisissent de porter le voile sans aucune pression ou en tout cas, sans pression consciente, mais se rendent-elles compte que ce choix de vouloir le porter, est le fait d'une société de liberté, qui les y autorise ? Qu'elles mettent ainsi en péril, par leur militantisme, qui concourt à une inversion du rapport de force entre la République et un communautarisme qui, s'il l'emportait, les assignerait à un contrôle et une soumission les privant de cette liberté de choix ?

Ce que révèle ce reportage, c'est une situation d'affrontement entre la République et l'islamisme, qui entend détourner la religion à des fins politiques, comme le dénonce l'imam de Drancy, Hassen Chalghoumi, lui aussi menacé de mort et bénéficiant d'une protection. Gérald Darmanin explique que l'on déjoue un attentat par mois et que l'on a fermé 672 établissements divers concernés par le problème. Face à ce constat, on ne fait donc pas rien, mais qu'en est-il encore de ces politiques qui jouent avec le feu du clientélisme politico-religieux, croyant acheter la paix sociale, quitte à servir les intérêts de ceux que l'on dit combattre ? Nous sommes loin d'une République ne cédant rien sur ses valeurs et principes, alors qu'il s'agit de garantir à tous la même liberté, croyants ou non. Elle passe par des mesures coercitives étouffant tout manquement, mais aussi par une grande clarification, à défaut de quoi, nous glisserons vers la fragmentation sociale et le risque d'affrontement.

Avec Taubira, la laïcité s'écrase

En promettant « une laïcité qui n'écrase pas mais émancipe », la candidate du camp universaliste et laïque. Tout en éparpillant la gauche façon puzzl

Par Christophe Barbier  @C.Barbier

Investiture à 19h, forfaiture à 19h30 : chassez le naturel, il revient au triple galop. Avec Christiane Taubira, on n'est jamais déçu. Alors qu'elle avait pris grand soin, durant sa brève campagne pour la Primaire populaire, de rappeler son attachement à l'universalisme, elle inflige un coup de burin à l'un des piliers de la République dès sa première allocution, en promettant « des réponses pour une laïcité qui n'écrase pas mais émancipe ». Quelle est cette laïcité qui écrase ? Celle qui se bat pour la neutralité religieuse dans la fonction publique ? Celle qui lutte contre le refus de serrer la main des femmes au travail ou de voir son épouse auscultée par un homme à l'hôpital ? Celle qui s'émeut de l'apparition de poupées sans visage dans les magasins de jouets ? Celle qui se bat pour que les profs puissent montrer des caricatures de Mahomet sans être décapités à la sortie de leur collège ? Celle qui se mobilise quand Civitas exige la censure d'une pièce de théâtre ? Depuis 1905 au moins, la laïcité permet à tous de croire ou de ne pas croire, et à chacun d'adorer le dieu qu'il souhaite sans être persécuté, mais sans imposer son prosélytisme à ses voisins. La laïcité n'a jamais écrasé (et visiblement pas assez) que l'obscurantisme, le fanatisme et l'intégrisme. Placer une candidature présidentielle sous le signe du combat contre la laïcité, c'est entraîner la gauche vers l'abîme.

Elle est déjà tombée bien bas, la gauche. Tandis que le socialisme est victorieux au Portugal, que la social-démocratie est au pouvoir en Allemagne, que les gauches démocrate et radicale participent au gouvernement en Italie, leurs homologues en France donnent le spectacle d'une interminable zizanie, d'une guerre civile entre Lilliputiens cannibales. La Primaire dite populaire a enfoncé l'un des derniers clous dans le

cercueil de la social-démocratie, cercueil dans lequel Anne Hidalgo bouge de moins en moins. Humiliée par les votants de la Primaire, qui lui ont infligé une mention « passable », cabossée par la grêle des sondages, affaiblie par les fiascos de sa municipalité parisienne, Anne Hidalgo semble vivre un calvaire personnel. Son destin aux allures de désastre n'est pourtant qu'un des symptômes de la sénescence de la gauche de gouvernement. Pour avoir abandonné depuis longtemps le combat social et le combat républicain, elle a perdu son assise électorale et sa raison d'être philosophique – son corps et son âme.

LE RENIEMENT DES RADICAUX

Au sein de cette famille en voie de disparition, le Parti radical de gauche fournit un étonnant cortège de croque-morts. En soutenant Christiane Taubira, le PRG, dont l'histoire est inséparable de la promotion de la laïcité, se renie un peu plus chaque jour. Comment les descendants d'Émile Combes et d'Édouard Herriot peuvent-ils approuver l'idée que « la laïcité écrase » ? En février 2004, Christiane Taubira a voté contre la loi interdisant les signes religieux ostentatoires à l'école : c'est d'une laïcité « qui s'écrase » dont rêve la candidate. Dix-huit ans plus tard, le nouveau dérapage de leur championne à peine adoubee devrait pousser les radicaux de gauche à la déjuger et à s'en détourner. Mais l'intérêt financier du parti, par le truchement d'une candidature médiatique permettant de fructueuses investitures aux législatives, passera sans doute avant la fidélité aux valeurs...

En 1960, Jean-Paul Sartre inventa une expression appelée à la postérité : la gauche est un « grand cadavre à la renverse ». C'est encore plus vrai aujourd'hui, comme on le voit au nombre croissant d'asticots qui s'agitent à sa surface. ■

L'école primaire



Quoi de plus noble, que de rendre la parole aux électeurs au-delà des partis? Quoi de plus démocratique, que de surmonter la logique mortifère des appareils en consultant les citoyens? Quelle meilleure

idée, que d'en appeler au « peuple » en personne quand ceux qui prétendent le représenter échouent à s'unir?

Quoi de plus fumeux, pourtant, quoi de plus inutile et de moins fiable, qu'une « primaire » qui n'est pas une élection mais un sondage, au terme duquel des « candidats » qui, pour la plupart, ne sont pas candidats se voient sommés de s'aligner sur un « commun » qui n'est pas leur? Quoi de moins démocratique qu'un scrutin organisé par des parrains autodésignés et uniquement destiné, sous des airs électoraux, à fournir à Christiane Taubira une base militante et un programme clef en main?

Comment se fait-il que, sous le prétexte de surmonter le régime des partis, on organise le plébiscite d'une candidate unique entourée de faire-valoir? Et que tout en se donnant l'air de recourir au peuple, on stimule des militants qui maquillent en « consultation » le passage en force de leur championne? Comment expliquer qu'une si belle intention culmine dans un résultat si lamentable?

Un peu d'histoire montre aisément que le ver était dans le fruit. Et que la confiscation de la démocratie au nom d'une augmentation de la démocratie existe depuis toujours, sous des formes plus ou moins mortelles.

En 2007, par exemple, sous couvert de « démocratie participative », Ségolène Royal prélevait dans l'opinion publique les desiderata qui allaient dans le sens de son programme, qu'elle présentait ensuite, de cette manière, comme une œuvre collective. Dans les années 1950, le Parti communiste chinois mandatait des commissaires dans les campagnes pour recueillir des doléances qui, quand elles étaient conformes aux décisions du Parti, étaient présentées comme leur source. Plus près de nous, le désir de « voter sans élire », c'est-à-dire le référendum d'initiative citoyenne (RIC), augmente

singulièrement le risque d'une confiscation des lois, au nom d'un surcroît de démocratie, par une minorité unanime et mobilisable à l'envi sur les sujets de son choix.

À dire vrai, la quintessence (et la caricature) d'une telle arnaque, où « l'appel au peuple » ne

sert qu'à doper son haut-parleur, nous est fournie par la Révolution culturelle chinoise où, pour reprendre le pouvoir sur le Parti communiste qui l'avait mis à la retraite, Mao Zedong, à l'aide des gardes rouges, avait notamment purgé le Parti de ses éléments « révisionnistes », c'est-à-dire de ses seuls ennemis.

À l'époque où les tweets tiennent lieu de da-zibaos, la Primaire populaire ne relève certes pas de la même violence, mais l'intention est identique: présenter une candidature superflue comme dictée par un soulèvement populaire. Nantir l'abus de légitimité d'une caution hyperdémocratique. Et, en la circonstance, faute de rassembler la gauche, déguiser sa candidate unique en émanation de la gauche rassemblée. Tel est le but de guerre de ces petits filous. Et la seule victoire qu'ils sont en droit d'espérer. ■

PTFR

Raphaël Enthoven

🐦 @Enthoven_R